

École des Hautes Études Commerciales



**Mémoire de fin de cycle pour l'obtention du diplôme de
Master en Sciences Commerciales**

Option : Commerce International

Thème :

**La transition écologique et ses implications sur les
stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire
en Algérie**

**Étude de cas : ministère du commerce extérieur et de
la promotion des exportations**

Elaboré par :

Melle CHIBI Bouthaina

Melle NEMIS Malak

Encadré par :

Mme BOUDIFA Hakima

Professeure à L'EHEC

13^{ème} promotion

Juin 2026

École des Hautes Études Commerciales



**Mémoire de fin de cycle pour l'obtention du diplôme de
Master en Sciences Commerciales**

Option : Commerce International

Thème :

**La transition écologique et ses implications sur les
stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire
en Algérie**

**Étude de cas : ministère du commerce extérieur et de
la promotion des exportations**

Elaboré par :

Melle CHIBI Bouthaina

Melle NEMIS Malak

Encadré par :

Mme BOUDIFA Hakima

Professeure à L'EHEC

13^{ème} promotion

Juin 2026

Dédicaces

À CELLE QUI M'A TOUT DONNÉ, **Ma très chère Maman**, À la femme qui a rempli ma vie d'amour, de tendresse et de bénédictions. Ton regard rassurant, tes prières et ta présence ont toujours été ma plus grande force. Merci d'être ce cœur immense qui donne sans compter.

Que Dieu te garde auprès de moi et t'accorde tout le bonheur que tu mérites

À MON PILIER, **Mon cher Papa**, À l'homme que je respecte et admire profondément. Merci pour toutes les valeurs que tu m'as transmises, pour ta confiance et pour ta présence précieuse dans ma vie. Ta fierté est l'une de mes plus belles motivations.

Que Dieu te protège et te comble de santé et de bonheur.

À ma sœur jumelle **Chaima**, À la moitié de moi-même, celle qui me ressemble et me complète, et qui a toujours été la personne la plus proche de mon cœur. Ta présence dans ma vie est un trésor inestimable et un soutien précieux.

Je te souhaite une vie remplie de joie, de réussite et de succès dans chacun de tes pas.

À ma petite sœur **Lina**, Toi, ce petit morceau précieux de mon cœur, ma source de sourire et de bonheur, Ta présence dans ma vie y apporte une chaleur particulière et une sérénité indescriptible.

Je te souhaite beaucoup de réussite et de bonheur dans chacun des chemins que tu empruntes

À mon amie **Aya**, À l'amie avec qui j'ai partagé les plus belles années de master.

Tu as été un véritable soutien et une compagne de route inoubliable, remplie de beaux souvenirs et de moments qui resteront gravés dans le cœur.

Merci d'être présente.

À ma **Binôme Malak**, Je t'exprime ma gratitude pour cette expérience que nous avons partagée à travers ce travail commun. Ta collaboration a été très appréciée et ta contribution a grandement aidé à la réalisation de ce projet. Je te remercie pour ton sens des responsabilités et ton engagement tout au long de cette période de travail. Je te souhaite plein de réussite et de succès dans la suite de ton parcours.

« Je ne suis pas arrivée jusqu'ici seule — j'y suis arrivée grâce à vous tous. »

Bouthaina

Dédicaces

Du profond de mon cœur, je dédie ce travail à tous ceux qui me sont chers.

À ma chère mère,

À la personne la plus merveilleuse qui existe dans ma vie, tu as été ma force dans les moments de faiblesse, ma lumière dans les jours sombres et le cœur qui n'a jamais cessé de croire en moi. Chaque réussite que j'accomplis aujourd'hui porte une part de toi, de ta patience, de tes prières et de ton immense tendresse. Merci pour tout, ma très chère maman.

À mon cher père,

Je te remercie pour ton soutien, ton encouragement et la confiance que tu m'as toujours accordée. Ils ont été une véritable source de motivation tout au long de mon parcours. Ce travail est une preuve de mon profond respect et de mon immense reconnaissance envers toi.

À ma chère sœur Ranim et à mes chers frères Zineddine et Anes,

Je tiens à vous exprimer toute ma gratitude pour votre présence précieuse à mes côtés. Vous êtes un soutien discret mais essentiel dans ma vie, et je vous souhaite une existence remplie de réussite, de paix et de bonheur.

À ma meilleure amie Choumaissa,

Toi qui as su éclairer mes moments les plus difficiles, écouter mes doutes et partager mes espoirs avec une sincérité rare. Tu es bien plus qu'une amie, tu es une sœur de cœur, dont la présence bienveillante a accompagné chaque étape de mon parcours et a laissé une empreinte précieuse dans ma vie.

À ma binôme Bouthaina,

Je tiens à t'adresser toute ma gratitude pour cette belle aventure partagée ensemble. Merci pour ta patience, ton sérieux, ton soutien et tous les efforts que nous avons fournis côte à côte afin d'accomplir ce travail. Que cette réussite soit le début d'un avenir rempli de succès et d'épanouissement pour nous deux.

Enfin

À mes camarades de l'école, je vous adresse mes sincères remerciements pour les moments partagés, l'entraide et la solidarité tout au long de ce parcours

Malak

Remerciements

Avant tout propos, nous rendons grâce à Allah (سبحانه وتعالى) qui nous a accordé la force, la persévérance et la sérénité indispensables pour mener ce travail à son terme.

Nos remerciements les plus chaleureux vont à notre encadrante de mémoire, Mme BOUDIFA Hakima, dont l'encadrement bienveillant, la rigueur scientifique et la générosité intellectuelle ont été pour nous une source inestimable de guidance tout au long de ce parcours.

Nous tenons également à témoigner notre gratitude à M. SABI Adel, notre encadrant au sein du Ministère du Commerce Extérieur et de la Promotion des Exportations, pour son accueil chaleureux, sa disponibilité et la richesse des échanges qui ont nourri notre réflexion sur le terrain.

Nos sincères remerciements s'adressent aussi à l'ensemble des responsables d'entreprises et représentants d'organismes qui ont bien voulu nous consacrer de leur temps et partager leurs expériences, contribuant ainsi à donner toute sa substance à ce travail empirique.

Nous exprimons notre reconnaissance à nos enseignants de l'EHEC pour la qualité de la formation dispensée et pour l'engagement dont ils ont fait preuve tout au long de notre cursus universitaire.

Nous remercions vivement les membres du jury pour l'intérêt qu'ils portent à ce travail et pour leurs observations qui ne manqueront pas d'en enrichir la portée.

Enfin, à toutes celles et ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont apporté leur pierre à l'édifice de ce mémoire, nous adressons notre plus profonde et sincère reconnaissance.

LISTES DES FIGURES

Figure 1: Les coûts environnementaux en parts de PIB.....	70
Figure 2 :Répartition de la production brute hydrocarbures par secteur d'activité en 2022-2023.....	76
Figure 3:Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (2022-2023).....	77
Figure 4 :la production de matières premières plus importantes de l'industrie agroalimentaire en Algérie (2019).....	78
Figure 5 :évolution du PIB par secteur industriel (2018 –2019).....	80
Figure 6 :Evolution de l'emploi par secteur d'activité (secteur public 2022-2023).....	81
Figure 7 :Évolution des exportations de l'industrie agroalimentaire et des exportations hors hydrocarbures en Algérie (9M-22/9M-23).....	82
Figure 8 :Organigramme de ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations	98
Figure 9 :Nuage de mots des entretiens	122
Figure 10:Nature juridique des entreprises interrogées	123
Figure 11: Taille des entreprises exportatrices	123
Figure 12: Ancienneté des activités d'exportation	124
Figure 13: Principaux marchés d'exportation des entreprises.....	125
Figure 14: Certifications détenues par les entreprises	126
Figure 15 : Intégration des pratiques écologiques dans l'activité de l'entreprise	127
Figure 16: Ancienneté de l'intégration des pratiques écologiques.....	128
Figure 17:Pratiques écologiques adoptées par les entreprises.....	130
Figure 18:Niveau de mise en œuvre des pratiques écologiques.....	131
Figure 19:Principaux obstacles rencontrés dans l'adoption des pratiques écologiques	133
Figure 20:Niveau d'influence des obstacles sur l'adoption des pratiques écologiques.....	134
Figure 21: Influence des normes environnementales étrangères sur les décisions.....	135
Figure 22: Influence des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation	136
Figure 23 : Bénéfice d'un soutien institutionnel	137
Figure 24:Types de soutien institutionnel reçus	139
Figure 25:Influence du soutien institutionnel sur l'intégration des pratiques écologiques....	140
Figure 26: Contribution des pratiques écologiques à la compétitivité internationale.....	141
Figure 27 : Impact des pratiques écologiques sur l'image de l'entreprise	142
Figure 28: Perception de l'avenir des exportations écologiques en Algérie	143

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: les industries les plus importantes par secteur d'activité	75
Tableau 2: les filières de l'industrie agroalimentaire et leurs produits en Algérie.	79
Tableau 3: Évolution des exportations de l'industrie agroalimentaire et des exportations hors hydrocarbures en Algérie (9M-22/9M-23).....	82
Tableau 4: Fréquence – Nature juridique des entreprises	122
Tableau 5: Fréquence – Taille des entreprises	123
Tableau 6: Fréquence – Ancienneté des activités d'exportation	124
Tableau 7: Fréquence – Marchés d'exportation ciblés	125
Tableau 8 : Fréquence – Certifications détenues par les entreprises	126
Tableau 9: Fréquence – Intégration des pratiques écologiques	127
Tableau 10: Fréquence – Ancienneté des pratiques écologiques	128
Tableau 11: Fréquence – Pratiques écologiques adoptées	129
Tableau 12: Niveau de mise en œuvre des pratiques écologiques.....	131
Tableau 13: Fréquence – Obstacles rencontrés dans l'adoption des pratiques écologiques ..	132
Tableau 14: Niveau d'influence des obstacles sur l'adoption des pratiques écologiques	134
Tableau 15: Fréquence – Influence des normes environnementales étrangères sur l'exportation	135
Tableau 16: Influence des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation	136
Tableau 17: Fréquence – Soutien institutionnel reçu.....	137
Tableau 18: Fréquence – Types de soutien institutionnel	138
Tableau 19: Influence du soutien institutionnel sur les pratiques écologiques	140
Tableau 20: Impact des pratiques écologiques sur la compétitivité internationale	141
Tableau 21: Impact des pratiques écologiques sur l'image de l'entreprise	142
Tableau 22: Perception des perspectives des exportations écologiques en Algérie	142
Tableau 23: Relation entre les contraintes et l'adoption des pratiques écologiques	144
Tableau 24: Effet des contraintes sur l'adoption des pratiques écologiques.....	144
Tableau 25: Coefficients de régression des contraintes sur l'adoption des pratiques écologiques	145
Tableau 26: Relation entre les pratiques écologiques et la stratégie d'exportation.....	145
Tableau 27: Effet des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation	146
Tableau 28: Coefficients de régression des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation	147
Tableau 29: Relation entre l'appui institutionnel et l'adoption des pratiques écologiques ...	147
Tableau 30: Effet de l'appui institutionnel sur l'adoption des pratiques écologiques	148
Tableau 31: Coefficients de régression de l'appui institutionnel sur l'adoption des pratiques écologiques	148

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
ALENA	Accord de Libre-échange Nord-Américain
ALGEX	Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur
ANACE	Agence Nationale Anti-corruption
ANCT	Agence Nationale de la Cohésion des Territoires
ANEXAL	Association Nationale d'Exportateurs Algériens
CACI	Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie
CAGEX	Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations
CCI	Chambre de Commerce Internationale
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CDP	Carbon Disclosure Project
CESE	Conseil Économique, Social et Environnemental
CITES	Convention sur le Commerce International des Espèces sauvages menacées d'extinction
CNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement
CO₂	Dioxyde de carbone
COP	Conférence des Parties
DA	Dinar Algérien
DD	Développement Durable
ETI	Entreprise de Taille Intermédiaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIATA	Fédération Internationale des Associations de Transitaires et Assimilés
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
HOS	Modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson
IPBES	Plateforme Intergouvernementale sur la Biodiversité et les Services Éco-Systemiques
IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change
ISO	International Organization for Standardization
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques

ODD	Objectifs de Développement Durable
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PTA	Preferential Trade Agreements
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
SMC	Stratégie Mondiale de la Conservation
UE	Union Européenne
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification
WWF	World Wide Fund for Nature
BRC	British Retail Consortium
CBAM / MACF	Carbon Border Adjustment Mechanism / Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières
CGV	Chaînes Globales de Valeur
HACCP	Hazard Analysis Critical Control Points
IFS	International Food Standard
SPS	Mesures Sanitaires et Phytosanitaires
WTO	World Trade Organization
ZLECAF	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine
ANOVA	Analyse de Variance
EHEC	École des Hautes Études Commerciales
FSPE	Fonds Spécial de Promotion des Exportations
IAA	Industries Agro-Alimentaires
ISMME	Industries Sidérurgiques, Métallurgiques, Mécaniques, Électriques et Électroniques
ONS	Office National des Statistiques
SNAT	Schéma National d'Aménagement du Territoire

SPSS	Statistical Package for the Social Sciences
-------------	---

RESUME

Dans un contexte marqué par les enjeux environnementaux et la nécessité de diversifier les exportations hors hydrocarbures, l'Algérie cherche à renforcer la compétitivité de ses produits agroalimentaires sur les marchés internationaux. La transition écologique apparaît aujourd'hui comme un facteur important influençant les stratégies d'exportation des entreprises.

Cette recherche, intitulée « La transition écologique et ses implications sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie », vise à analyser l'impact des pratiques écologiques sur les orientations stratégiques des entreprises exportatrices algériennes. L'étude repose sur une approche mixte combinant une enquête quantitative réalisée auprès des entreprises agroalimentaires exportatrices et des entretiens semi-directifs menés auprès des responsables du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations.

Les résultats montrent que l'intégration des pratiques écologiques contribue à améliorer l'image et la compétitivité des produits algériens sur les marchés étrangers. Toutefois, plusieurs obstacles freinent cette transition, notamment les contraintes financières, techniques et organisationnelles. L'étude souligne également l'importance de l'appui institutionnel pour accompagner les entreprises dans l'adoption de pratiques durables et renforcer les exportations agroalimentaires algériennes.

Mots clés

Transition écologique- Exportation- Produits agroalimentaires- Pratiques écologiques- Compétitivité - Algérie.

Abstract

In a context marked by environmental challenges and the need to diversify non-hydrocarbon exports, Algeria seeks to strengthen the competitiveness of its agri-food products in international markets. Ecological transition has become an important factor influencing the export strategies of companies.

This research, entitled “Ecological Transition and its Implications on the Export Strategies of Agri-food Products in Algeria”, aims to analyze the impact of ecological practices on the strategic orientations of Algerian exporting companies. The study is based on a mixed approach combining a quantitative survey conducted among exporting agri-food companies and semi-structured interviews with officials from the Ministry of Foreign Trade and Export Promotion.

The results show that the integration of ecological practices helps improve the image and competitiveness of Algerian products in foreign markets. However, several obstacles hinder this transition, particularly financial, technical, and organizational constraints. The study also highlights the importance of institutional support in helping companies adopt sustainable practices and strengthen Algerian agri-food exports.

Keywords

Ecological transition-Exportation- Agri-food products- Ecological practices- Competitiveness- Algeria.

ملخص

في سياق يتميز بالتحديات البيئية وضرورة تنويع الصادرات خارج قطاع المحروقات، تسعى الجزائر إلى تعزيز تنافسية منتجاتها الغذائية الزراعية في الأسواق الدولية. ويُعتبر التحول البيئي اليوم عاملاً مهماً يؤثر على استراتيجيات التصدير الخاصة بالمؤسسات.

تهدف هذه الدراسة، المعنونة بـ «التحول البيئي وانعكاساته على استراتيجيات تصدير المنتجات الغذائية الزراعية في الجزائر»، إلى تحليل تأثير الممارسات البيئية على التوجهات الإستراتيجية للمؤسسات الجزائرية المصدرة. وتعتمد الدراسة على مقارنة مختلطة تجمع بين دراسة كمية أنجزت لدى المؤسسات المصدرة للمنتجات الغذائية الزراعية، ومقابلات نصف موجهة أجريت مع مسؤولي وزارة التجارة الخارجية وترقية الصادرات.

أظهرت النتائج أن إدماج الممارسات البيئية يساهم في تحسين صورة المنتجات الجزائرية وتعزيز قدرتها التنافسية في الأسواق الأجنبية. ومع ذلك، لا تزال عدة عراقيل تعيق هذا التحول، خاصة القيود المالية والتقنية والتنظيمية. كما تؤكد الدراسة على أهمية الدعم المؤسسي لمرافقة المؤسسات في تبني ممارسات مستدامة وتعزيز صادرات المنتجات الغذائية الزراعية الجزائرية.

الكلمات المفتاحية

التحول البيئي – التصدير – المنتجات الغذائية الزراعية – الممارسات البيئية – التنافسية – الجزائر

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE 01 : CADRE THEORIQUE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL	6
Section 1 : les concepts fondamentaux du commerce international	8
Section 2 : La transition écologique	19
Section 3 : La transition écologique et le commerce international	35
CHAPITRE 02 : LES CONTRAINTES ECOLOGIQUES ET LES STRATEGIES D'EXPORTATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRE.....	50
Section 1 :Les stratégies d'exportation des entreprises dans le secteur agro-alimentaire	52
Section 2 : La situation environnementale et agro-alimentaire en Algérie	69
Section 3 :intégration des pratiques écologique dans l'exportation des produits agro-alimentaires en Algérie	84
CHAPITRE 03 : ÉTUDE EMPIRIQUE DE L'IMPACT DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE SUR LES STRATEGIES D'EXPORTATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRE EN ALGERIE	94
Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil	96
Section 2 :présentation de l'enquête.....	105
Section 3 :Analyse et évaluation des résultats	114
CONCLUSION GENERALE.....	152

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Introduction Générale

L'économie mondiale actuelle connaît d'importantes transformations liées aux enjeux environnementaux et climatiques. Dans ce contexte, la transition écologique devient une nouvelle orientation des politiques économiques et commerciales internationales. Cette évolution influence les modes de production, les échanges commerciaux ainsi que les stratégies des entreprises exportatrices, qui doivent désormais respecter des exigences environnementales de plus en plus strictes afin d'accéder aux marchés internationaux.

Le commerce international est ainsi marqué par l'apparition de nouvelles normes écologiques portant sur la qualité, la traçabilité et les pratiques durables. Le secteur agroalimentaire figure parmi les secteurs les plus concernés par ces transformations, notamment en raison de son lien avec les ressources naturelles et la sécurité alimentaire. Les marchés étrangers accordent aujourd'hui une importance croissante aux produits respectueux de l'environnement.

Pour l'Algérie, cette situation représente à la fois un défi et une opportunité. Dans le cadre de la diversification des exportations hors hydrocarbures, le secteur agroalimentaire possède un fort potentiel de développement. Cependant, les entreprises exportatrices algériennes doivent s'adapter aux nouvelles exigences environnementales et intégrer des pratiques écologiques afin d'améliorer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

C'est dans ce cadre que s'inscrit notre recherche intitulée : « **La transition écologique et ses implications sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie** », un thème qui reflète l'importance croissante des enjeux écologiques dans le commerce international.

Plusieurs raisons ont motivé le choix de ce thème. D'une part, il présente un intérêt particulier pour les questions liées au développement durable et aux stratégies d'exportation. D'autre part, il reflète l'importance croissante des enjeux environnementaux dans les échanges commerciaux internationaux, notamment dans le secteur agroalimentaire, particulièrement concerné par les nouvelles exigences écologiques imposées par les marchés étrangers. Enfin, ce thème s'inscrit dans le contexte économique actuel de l'Algérie, marqué par la nécessité de diversifier les exportations hors hydrocarbures et d'améliorer la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux grâce à l'adoption de pratiques écologiques et durables.

Introduction Générale

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser les implications de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie. Il s'agit également d'identifier le niveau d'intégration des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices, d'étudier l'impact de ces pratiques sur les orientations stratégiques des exportations agroalimentaires algériennes, ainsi que de mettre en évidence les principaux obstacles limitant l'adoption des pratiques écologiques dans ce secteur.

À partir de cette orientation, nous formulons la problématique suivante :

« Dans quelle mesure la transition écologique influence-t-elle les orientations stratégiques des exportations algériennes de produits agroalimentaires, notamment à travers l'intégration des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices ? »

Pour approfondir cette problématique, plusieurs sous-questions ont été dégagées :

1. Quel est le niveau d'intégration des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices algériennes de produits agroalimentaires ?
2. Comment l'intégration des pratiques écologiques influence-t-elle les orientations stratégiques des exportations algériennes de produits agroalimentaires ?
3. Quels sont les principaux obstacles limitant l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices de produits agroalimentaires ?

Afin de répondre à ces interrogations, les hypothèses suivantes ont été avancées :

- **H1** : Les contraintes organisationnelles, financières et techniques ont un impact négatif sur l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises algériennes exportatrices de produits agroalimentaires.
- **H2** : L'intégration des pratiques écologiques influence les orientations stratégiques des exportations algériennes de produits agroalimentaires.
- **H3** : L'appui institutionnel influence l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices de produits agroalimentaires.

Afin de vérifier nos hypothèses de recherche, nous avons adopté une démarche analytique à la fois déductive et inductive, fondée sur une approche mixte combinant les méthodes qualitative et quantitative. Cette méthodologie vise à mieux comprendre les implications de la transition

Introduction Générale

écologique sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie, tout en confrontant les apports théoriques aux réalités du terrain.

Dans ce cadre, une recherche documentaire a été réalisée à partir d'ouvrages spécialisés, d'articles scientifiques, de rapports institutionnels, de textes juridiques ainsi que de données statistiques afin de construire le cadre conceptuel et théorique de l'étude. Cette étape a permis d'analyser les principaux concepts liés au commerce international, à la transition écologique et aux stratégies d'exportation des produits agroalimentaires.

Parallèlement, une approche qualitative a été menée à travers des entretiens semi-directifs réalisés auprès de responsables et cadres du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations afin d'explorer leur perception des enjeux de la transition écologique et du rôle des institutions dans l'accompagnement des entreprises exportatrices.

En complément, une approche quantitative a été adoptée à travers un questionnaire destiné aux entreprises exportatrices de produits agroalimentaires. Cette enquête vise à évaluer le niveau d'intégration des pratiques écologiques, les contraintes rencontrées ainsi que l'impact de ces pratiques sur les orientations stratégiques des exportations. Les données collectées seront analysées à l'aide du logiciel SPSS 26 afin de tester les hypothèses de recherche et d'interpréter les résultats obtenus.

Ce travail de recherche s'articulera autour de trois chapitres :

Le premier chapitre sera consacré au cadre théorique du commerce international et de la transition écologique. Il abordera les fondements théoriques du commerce international, les échanges internationaux ainsi que les principaux concepts liés à la transition écologique et au développement durable.

Le deuxième chapitre traitera des implications de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires. Il analysera les exigences environnementales internationales, les pratiques écologiques adoptées par les entreprises exportatrices ainsi que les défis et opportunités liés à l'intégration de la transition écologique dans le secteur agroalimentaire.

Le troisième chapitre sera consacré à l'étude de terrain. Il présentera d'abord la méthodologie de recherche adoptée, puis l'analyse et l'interprétation des résultats obtenus à travers les

Introduction Générale

entretiens semi-directifs et les questionnaires réalisés auprès des entreprises exportatrices de produits agroalimentaires.

**CHAPITRE 01 : CADRE THEORIQUE
DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE
DANS UN CONTEXTE
INTERNATIONAL**

Introduction de chapitre 01

Ce chapitre vise à présenter le cadre théorique nécessaire à la compréhension de la transition écologique dans un contexte international, en mettant en évidence son lien avec le commerce international et les transformations des échanges mondiaux. Face aux défis environnementaux actuels, la transition écologique devient un enjeu majeur pour les États, les entreprises et les institutions internationales, notamment dans le domaine du commerce extérieur et des stratégies d'exportation.

Dans cette perspective, ce chapitre est structuré en trois sections complémentaires. La première section est consacrée aux concepts fondamentaux du commerce international, à travers ses définitions, ses principales théories ainsi que les institutions nationales et internationales qui encadrent et régulent les échanges commerciaux. La deuxième section porte sur les notions essentielles de la transition écologique, en abordant son évolution historique, ses fondements théoriques, ses principaux enjeux ainsi que les différents acteurs impliqués dans sa mise en œuvre. Enfin, la troisième section met en évidence les relations entre la transition écologique et le commerce international, notamment à travers l'intégration des normes environnementales dans les échanges internationaux, les transformations des stratégies commerciales ainsi que les opportunités et contraintes liées aux marchés verts.

Ainsi, ce cadre théorique permet de mieux comprendre l'importance croissante des enjeux environnementaux dans les dynamiques du commerce international et leurs implications sur les stratégies d'exportation des entreprises.

Section 1 : les concepts fondamentaux du commerce international

Le commerce international occupe aujourd'hui une place centrale dans le développement économique des nations. En favorisant l'ouverture des économies, il contribue à l'amélioration de la productivité, à la croissance économique, à l'augmentation des revenus ainsi qu'à la création d'emplois. Les échanges internationaux facilitent également le transfert de technologies, de connaissances et de compétences entre les pays, ce qui constitue un facteur important de développement, en particulier pour les pays en développement.¹

Dans cette section, il sera présenté le cadre conceptuel nécessaire à la compréhension du commerce international et de ses principaux mécanismes. Elle aborde d'abord la définition et les concepts fondamentaux du commerce international. Elle examine ensuite les principales théories du commerce international permettant d'expliquer les échanges entre les pays. Enfin, elle s'intéresse à l'organisation et aux institutions du commerce international, ainsi qu'aux opérations et instruments encadrant les activités d'exportation.

1 Définition et concepts fondamentaux du Commerce International**1.1 Définition du Commerce International :**

Le commerce international se caractérise, de manière restrictive, par l'échange de biens entre différents territoires économiques. Le solde commercial est constitué de la différence entre les valeurs exportées et importées.

Dans un sens plus large, cette notion inclut également les services offerts à l'international : transport, assurance, tourisme, entre autres. Ces échanges de services à l'échelle internationale se trouvent dans la section des transactions courantes de la balance des paiements. La valeur des exportations est notée en crédit et celle des importations en débit. La différence — l'excédent ou le déficit — est appelée solde.²

Le concept de « commerce international » fait généralement référence à tous les aspects liés à l'organisation des échanges commerciaux entre deux ou plusieurs nations : la logistique internationale, les techniques douanières, les solutions de financement (modes de paiement pour les transactions internationales), ainsi que la gestion des risques inhérents à ce type d'échanges (risques de change, fiscaux, juridiques, politiques...). Le domaine du commerce

¹OCDE et OMC, *Panorama de l'aide pour le commerce : Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive*, rapport 2016.

² RAINELLI, (M) : « le commerce international », collection repères, édition la découverte, 2003, p.262.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

international est un système complexe en raison de la diversité des aspects nécessaires pour gérer ces transactions au-delà des frontières d'un pays.¹

1.2 Définition des exportations :

Une opération d'exportation correspond à la vente de biens ou de services vers des marchés étrangers par un pays disposant d'un excédent de production. Cette démarche permet d'écouler ce surplus en ciblant d'autres pays, tout en générant une entrée de devises.

La valeur de ces transactions est déterminée en fonction de l'incoterm retenu.²

1.3 Définition des importations :

L'importation désigne le processus par lequel des biens et services provenant de l'étranger sont introduits sur le territoire national. Elle permet de répondre à des besoins internes lorsque la production locale est insuffisante, inexistante ou inadaptée. Dans certains cas, elle concerne également l'acquisition de matières premières destinées à être transformées localement puis réexportées. La valeur de ces échanges est déterminée en fonction de l'incoterm retenu. Ainsi, l'importation constitue un apport essentiel venant compléter les ressources de la production nationale.³

2 Théories du commerce international

Les théories du commerce international constituent un cadre d'analyse essentiel pour comprendre les échanges économiques entre les nations. Elles expliquent les raisons qui incitent les pays à échanger, ainsi que les avantages économiques qu'elles peuvent en tirer. Face à l'évolution de l'économie mondiale, ces théories ont été développées et diversifiées pour mieux interpréter la réalité des relations commerciales internationales.

2.1 Théories classiques :

Entre la fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe siècle, Les théories classiques du commerce international constituent l'une des premières tentatives d'analyse des échanges entre nation. Ces théories visent à démontrer que la liberté commerciale est un facteur de croissance pour les pays qui y participent. Selon cette approche libérale, chaque économie doit se concentrer sur la production des biens dont elle a besoin, exporter ceux pour lesquels

¹<https://www.glossaire-international.com> (consulté le 02/03/2023 à 20 :00).

² DARBELET, (M), IZARD, (L) et SCARAMUZZA, (M): « *L'essentiel sur le management* », FOUCHER, 5eme édition, Paris, 2006, p.464.

³ PANET-RAYMOND, (A) et ROBICHAUD, (D):« *Le commerce international, Une approche nord-américaine* » édition la chenelière, 2005, p.11.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

elle dispose d'un avantage comparatif en termes de coûts de production, et importer les biens pour lesquels elle ne présente aucun avantage. Cette logique, résumée par l'expression « laisser-faire, laissez-passer », pose ainsi les fondements de l'économie commerciale moderne.¹

2.1.1 Théorie d'avantage absolu d'Adam Smith:

Adam Smith (1723-1790) développe sa théorie de l'avantage absolu dans son ouvrage « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations ». Il s'appuie sur les idées préliminaires formulées par l'économiste britannique Alexander Home et reprend cette réflexion en la développant plus en profondeur.² Selon Adam Smith, un pays a un avantage absolu lorsqu'il peut produire une marchandise de manière moins coûteuse que les autres pays. Dans cette situation, il est préférable pour ce pays de se concentrer sur cette production et de l'exporter vers d'autres pays, plutôt que de laisser d'autres nations le faire. Cela signifie que le pays doit se spécialiser dans cette production pour en tirer la meilleure partie.³

De cette logique découle le principe de la spécialisation des pays. Ce principe constitue la base de la division internationale du travail. Chaque nation se concentre sur les secteurs où elle est la plus efficace. Elle échange ensuite ses productions avec les autres nations. Cette organisation permet d'optimiser l'utilisation des ressources. Elle permet également d'accroître la richesse globale. Par exemple, certains pays peuvent se spécialiser dans l'agriculture. D'autres pays peuvent se spécialiser dans la production industrielle. Il existe également des pays qui se distinguent dans les services ou les technologies.⁴

2.1.2 Théorie des avantages comparatifs de David Ricardo (1817) :

Comme Adam Smith, Ricardo a approfondi l'idée que le commerce international profite à tout le monde, et il a inventé le truc des coûts comparatifs en se basant sur ce qui fait vraiment la richesse d'une nation. Il explique que même si un pays n'est pas le meilleur partout (pas d'avantage absolu), tant qu'il a un avantage comparatif sur un truc, il a intérêt à se spécialiser là-dessus et à échanger avec les autres. Pour illustrer, il prend l'exemple de l'Angleterre et du Portugal qui fabriquent du drap (du tissu pour vêtements ou literie) et du vin. C'est super clair:

¹ NYAHOHO, (E) : « *Le commerce international : théories* », Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 2006, p.80.

² ANICHE, (F) : « *essai d'analyse de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique* », mémoire de Magister en Sciences Economiques, Faculté des Sciences Economiques, Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales, 2014, p.17.

³ BECUWE, (S) : « *Commerce international et politiques commerciales* », Armand Colin, Paris, 2006, p.19.

⁴ Support de cours, *Les fondements théoriques du commerce international*, fiche pédagogique, p7-14.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

tout repose sur le coût de production, mesuré en heures de travail nécessaires pour produire chaque bien, peu importe l'unité monétaire ou autre. Du coup, même si le Portugal est meilleur dans les deux, l'Angleterre gagne à se concentrer sur le drap et à troquer contre du vin portugais.¹

2.1.3 Le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson :

La théorie des coûts comparatifs ou relatifs explique le commerce international par les différences de dotations en facteurs de production entre les pays. Développée au XX^e siècle par Heckscher, Ohlin et Samuelson, elle approfondit les origines des écarts de coûts comparatifs. Dans ce cadre, le modèle Heckscher-Ohlin (HOS), issu de la théorie ricardienne des avantages comparatifs, se développe dans les années 1930 à travers les travaux de Viner et d'Ohlin. Il est ensuite formalisé par Samuelson et Stolper en 1941 avec le théorème sur la rémunération des facteurs. Contrairement au modèle ricardien fondé sur la technologie, le HOS met l'accent sur les dotations factorielles comme explication des échanges internationaux.²

2.2 Théories néoclassiques du commerce international :

2.2.1 Théorème de Stolper-Samuelson :

Le théorème de Stolper-Samuelson montre que l'ouverture au commerce international modifie les prix relatifs des biens et les rémunérations des facteurs de production : la hausse du prix relatif d'un bien augmente la rémunération réelle du facteur utilisé intensivement dans sa production et diminue celle de l'autre facteur. Dans le modèle Heckscher-Ohlin, le facteur abondant du pays, utilisé dans la production du bien exporté, voit sa rémunération augmenter, tandis que le facteur rare est défavorisé, ce qui montre que le commerce international a un effet distributif entre les détenteurs de facteurs. Ce mécanisme conduit au théorème d'égalisation des prix des facteurs, selon lequel les échanges de biens tendent à rapprocher les rémunérations des facteurs entre pays, faisant du commerce international un processus de spécialisation, de redistribution des revenus et de convergence des rémunérations factorielles.³

2.2.2 Le théorème de rybczynski :

Le théorème de Rybczynski (1955), complémentaire de Stolper-Samuelson (1941), s'intègre au modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson (HOS), qui introduit plusieurs théorèmes

¹ BOURDARIAT, (J) : « Commerce international théories et pratique », L'Harmattan, Paris, 2011, p.112.

² REINERT, (K): « *Introduction à l'économie internationale* », édition 2, p.41.

³<https://fr.scribd.com/presentation/456877771/Le-Modele-Heckscher-ohlin-samuelson-de-La-Theorie-de-Commerce> (consulté le 23/03/2026 à 23:47).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

sur les prix des facteurs. Cette formalisation constitue une étape clé de la construction du modèle de base, référence incontournable de la théorie moderne du commerce international.¹

Par ailleurs, le théorème de Rybczynski implique que le secteur capitaliste non exportateur se développe, tandis que le secteur exportateur se contracte. Cette réallocation accroît l'offre relative de biens non exportés, pouvant entraîner une dépréciation du taux de change réel. D'autres cas sont analysés dans Van der Ploeg.²

2.2.3 Le paradoxe de Leontief :

Dès le début des années 1950, les tests statistiques de la loi Heckscher-Ohlin ont suscité des interrogations. W. Leontief a mesuré en 1953 les contenus en travail et capital des exportations et importations américaines. Par conséquent, les exportations des États-Unis intègrent moins de capital et plus de travail que les importations, contredisant le modèle Heckscher-Ohlin.³

2.2.4 La théorie du cycle de vie du produit de Raymond Vernon :

La théorie du cycle international de vie du produit, formalisée par Vernon en 1966, repose sur les disparités dans les capacités technologiques entre les pays. Vernon postule que l'innovation naît là où convergent savoir-faire avancé et marché approprié. Les États-Unis, disposant d'un marché vaste et solvable, excellent dans le lancement de produits nouveaux, tandis que d'autres pays développés excellent dans leur transformation industrielle. Ce cadre établit un lien entre économie internationale et commerce en intégrant l'avantage comparatif technologique. Il décompose le processus en étapes biologiques (naissance, croissance, maturité et déclin), fournissant une représentation simplifiée du processus productif et des évolutions des ventes des firmes sur les marchés mondiaux.⁴

2.3 Les nouvelles théories du commerce international :

L'économie est en constante évolution. Dans le commerce international actuel, les théories classiques montrent certaines limites des marchés, ce qui justifie le recours à des approches plus modernes. Celles-ci mettent en avant le rôle clé des firmes, leurs stratégies d'export, la différenciation des produits, les rendements d'échelle croissants et les effets de

¹ RAINELLI, (M) : « *Le commerce international* », La Découverte, Paris, 2004, p.48.

² Organisation mondiale du commerce(OMC) , *Rapport sur le commerce mondial 2010 Le commerce des ressources naturelles* ,rapport 2010.

³ LAHSEN,(A):« *Le commerce international : Analyses ,institutions et politiques des Etats*»,René Sandretlo, 2017,p.47.

⁴ FENNETEAU, (H) : « *Le cycle de vie des produits* », Ed ECONOMICA, Paris, 1988, p.62.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

réseau. Donc, on comprend mieux ce qui rend un pays ou une entreprise compétitive dans ce monde globalisé, de plus en plus interconnecté.¹

2.3.1 Les économies d'échelle et les rendements d'échelle:

Le rendement d'échelle mesure fondamentalement la relation entre l'augmentation du volume de production et les coûts associés. La théorie néoclassique distingue le rendement d'échelle constant du rendement croissant, ce dernier correspondant aux économies d'échelle, où l'augmentation de la production entraîne une diminution des coûts unitaires. Celles-ci désignent la capacité d'une firme à accroître sa production tout en réduisant son coût unitaire. Cette notion a été développée par Alfred Marshall en 1879, en s'appuyant sur les idées d'Adam Smith relatives à la division du travail et en distinguant les différents types d'économies d'échelle.²

Les économies d'échelle établissent ainsi un lien entre le coût unitaire de production et le volume produit par une entreprise, tandis que les rendements d'échelle, étudiés notamment par Léon Walras et Paul Douglas, décrivent la variation de la production en fonction de l'évolution des facteurs de production.³

2.3.2 Théorie de la concurrence monopoliste :

Le modèle de Paul Krugman, inspiré du cadre d'analyse d'Avinash Dixit et Joseph Stiglitz (1977) et appliqué au commerce international en 1979, repose sur l'hypothèse de produits différenciés issus d'un même processus de production, chaque entreprise disposant d'un pouvoir de monopole sur sa propre variété dans un contexte de libre entrée. Le nombre de variétés dépend de la taille du marché et, à l'équilibre, les marges couvrent uniquement les coûts fixes, les consommateurs répartissant leur demande entre les différentes variétés perçues comme équivalentes. L'ouverture commerciale augmente le nombre de variétés disponibles, réduit les marges et favorise les économies d'échelle, tout en pouvant entraîner la disparition

¹ KADIMA, (G- M):« *Le droit du commerce international contre l'économie africaine* », L'Harmattan, Paris, p.20.

²HOUCHI, (GH) : « *L'impact de la pandémie COVID-19 sur le commerce international* », Mémoire de Master en Sciences Commerciales, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou –Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, 2023, p.25.

³ WALRAS, (L) et NEUMANN (J-v) : « *Ont étudié la formalisation mathématique des rendements d'échelle en lien avec l'équilibre général* ».

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

de certaines entreprises nationales. Elle conduit ainsi à une diversification accrue, à une intensification de la concurrence et au développement du commerce intra-branche entre pays.¹

2.3.3 Théorie de la différenciation des produits :

En économie internationale, des études récentes montrent que les approches classiques de la compétitivité présentent certaines limites. La compétitivité structurelle ou hors-prix ne dépend pas uniquement des prix, mais aussi de facteurs comme la qualité et la différenciation des produits. La théorie de la concurrence imparfaite permet de préciser ces dimensions en soulignant l'importance des facteurs non liés aux prix dans la compétitivité externe.²

Dans ce cadre, la théorie économique de la différenciation des produits met en évidence la stratégie des firmes consistant à distinguer leurs biens par leurs caractéristiques ou leur qualité. Cette différenciation répond à la demande de variété des consommateurs et influence les stratégies des entreprises sur les marchés internationaux. Selon Paul Krugman (1979, 1980), celle-ci associée aux économies d'échelle favorise le commerce intra-industriel et génère des gains de bien-être. On distingue la différenciation horizontale, entre produits similaires mais différenciés, et la différenciation verticale, fondée sur la qualité.³

3 Organisation et Les institutions économiques

Le commerce international repose sur des organisations et institutions qui encadrent, structurent et facilitent les échanges entre les pays. Elles établissent des règles communes, règlent les différends commerciaux et contribuent à assurer un commerce stable et équitable. Elles renforcent ainsi la coopération économique mondiale et le bon fonctionnement des marchés internationaux. Avec l'accroissement de l'interdépendance entre les États, ces organisations se sont multipliées afin de mieux organiser les relations internationales, tout en complétant le rôle central des États.

Dès le XIX^e siècle, certaines organisations modernes apparaissent pour assurer des relations pacifiques et établir des règles communes, notamment dans des domaines techniques comme la navigation ou les échanges.⁴

¹ FONTAGNE, (L) :« *Commerce International* », Economica, 1991.

² François, (N) et Egizio (V):Agro-alimentaire: une économie de la qualité, Economica, Paris, 1995, p.253.

³ ADEL-ALLICHE, (S) et AIT DARNA HADDADOU, (S): « Le financement des opérations du commerce international cas d'importation par le crédit documentaire banque : BDL Tizi -Ouzou »,Mémoire de Master en Sciences Commerciales, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou Faculté des Sciences Economiques, 2023, p.28.

⁴ FONTANEL, (J): « *Organisations économiques internationales* », masson, Paris, 1995, p.01.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

Ce titre explore les diverses institutions nationales et internationales qui interviennent dans le commerce international.

3.1 Institutions nationales algériennes :

Les institutions nationales algériennes jouent un rôle important dans le développement du commerce extérieur en soutenant les entreprises, en facilitant les exportations et en valorisant les produits nationaux. Elles contribuent également à sécuriser les échanges, diffuser l'information économique et encourager un commerce plus durable.

3.1.1 L'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX) :

En Algérie, l'ALGEX, sous la tutelle du ministère du Commerce, se consacre à la promotion des exportations hors hydrocarbures. Elle joue un rôle actif dans la définition de la stratégie nationale du commerce extérieur, en particulier pour le secteur agricole, et déploie des mesures concrètes pour accompagner les entreprises exportatrices. Par ailleurs, elle recueille et partage des données sur le potentiel exportable grâce à des instruments comme les fiches produits et des bulletins spécialisés. Enfin, elle offre aux acteurs économiques une plateforme numérique qui permet un accès précis aux informations sur l'exportation.¹

3.1.2 La Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX) :

Lancées en 1996, la CAGEX constitue un établissement public chargé de promouvoir et de protéger les exportations algériennes, hors hydrocarbures pour l'essentiel. Elle propose aux entreprises des couvertures assurantielles et des garanties contre les risques commerciaux et politiques liés aux transactions internationales, tels que les impayés des clients étrangers ou les instabilités sur les marchés importateurs. Elle soutient également le financement en garantissant les prêts de pré- et post-exportation. Son action est d'autant plus vitale pour aider les PME à s'internationaliser et à contribuer à la diversification de l'économie nationale.²

3.1.3 L'Association Nationale d'Exportateurs (ANEXAL) :

Créée le 10 juin 2001 dans le cadre de la loi N° 90-31 du 24 décembre 1990 et régie aujourd'hui par la loi N° 12-06 du 12 janvier 2012 ainsi que par ses statuts particuliers, l'ANEXAL a pour mission de rassembler et de fédérer les exportateurs algériens tout en défendant leurs intérêts matériels et moraux. L'association contribue à la définition de la

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Développement d'une plateforme d'information sur l'exportation des produits agricoles en Tunisie*, rapport 2022.

²<https://fr.scribd.com/presentation/804759998/Presentation-sur-la-CAGEX-04/04/2026> (consulté le 04/04/2026 à 21:23).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

stratégie nationale de promotion des exportations, soutient et sensibilise les opérateurs économiques, favorise les partenariats via des réseaux d'information, et organise ou participe à des salons et manifestations économiques en Algérie et à l'étranger.

L'ANEXAL promeut également la formation aux techniques d'exportation, encourage la mise à niveau des outils de production pour accroître la capacité d'exportation et facilite l'échange d'expériences entre ses membres.¹

3.1.4 La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) :

Installée à Alger depuis sa création en 1962, la CACI défend les intérêts des entreprises algériennes et contribue au dynamisme de l'économie nationale. Elle fournit aux acteurs économiques divers services pratiques, tels que l'appui administratif et juridique, l'accès à une base de données économique, ou encore des solutions de médiation et d'arbitrage. Par ailleurs, elle conseille les responsables publics, que ce soit à leur demande ou de manière spontanée, en formulant des avis, propositions et recommandations sur les secteurs du commerce, de l'industrie et des services à l'échelle nationale.²

3.2 Institutions internationales :

Les organisations internationales se définissent comme des associations d'États créées pour répondre à des besoins communs et faciliter la coopération entre les pays. Elles possèdent une personnalité juridique propre, ce qui leur permet d'agir dans le cadre du droit international. Leur présence illustre l'importance que les États accordent à la régulation et au développement des échanges internationaux. Ces institutions jouent ainsi un rôle central pour structurer, encadrer et soutenir le commerce international.³

3.2.1 L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) :

L'OMC trouve son origine dans le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*), signé à Genève le 30 octobre 1947 et entré en vigueur le 1er janvier 1948, dont l'objectif était de faciliter le développement du commerce international. À la suite des accords du cycle de

¹<https://anexal.dz/wp-content/uploads/2019/06/PRESENTATION-DE-LANEXAL.pdf> (consulté le 04/04/2026 à 22:36).

²<https://www.caci.dz/> (consulté le 04/04/2026 à 22 : 34).

³ NTUMBA KAPITA, (P) :« *Structure et fonctionnement des organisations internationales* », L'Harmattan, 2021, p23.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

l'Uruguay, le GATT s'est transformé en Organisation mondiale du commerce en 1995, l'acte final ayant été signé le 15 avril 1994 à Marrakech.¹

Comme le GATT, l'OMC a pour mission principale de supprimer les obstacles au commerce mondial et d'assurer le respect de la règle de la nation la plus favorisée par tous les pays membres. Elle est la seule organisation internationale habilitée à définir les règles régissant les échanges commerciaux entre États.

La gouvernance de l'OMC repose sur plusieurs organes : la Conférence ministérielle, qui réunit tous les membres au moins tous les deux ans et définit la stratégie générale de l'organisation, le conseil général, qui gère les affaires courantes entre les réunions de la Conférence ministérielle et l'Organe de règlement des différends, considéré comme l'une des contributions les plus originales de l'OMC à l'économie mondiale, chargé de traiter les litiges commerciaux entre les membres.²

3.2.2 L'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) :

L'OMD est un organisme international qui regroupe les administrations douanières de 183 pays (en 2021) et qui participe à la gestion de plus de 98 % du commerce mondial. Sa mission principale consiste à améliorer l'efficacité des administrations douanières, notamment en établissant des normes destinées à harmoniser et simplifier leurs procédures. Parmi ces instruments figurent le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ainsi que la Convention de Kyoto révisée sur la simplification et l'harmonisation des procédures douanières. L'OMD favorise également l'échange d'expériences et la diffusion de bonnes pratiques dans ces domaines, et a développé des cadres normatifs spécifiques tels que le Cadre de normes SAFE et le Cadre de normes sur le commerce électronique transfrontalier.³

3.2.3 Fédération Internationale des Associations de Transitaires et Assimilé (FIATA) :

La FIATA est une organisation non gouvernementale regroupant des entreprises du secteur du transport de marchandises à l'échelle mondiale, connue sous l'appellation « *International Federation of Freight Forwarders Associations* », et présente dans plus de 150 pays à travers des associations et entreprises du secteur. Elle a pour mission de fédérer les acteurs du transport de fret, de représenter leurs intérêts auprès des organisations internationales, de

¹ Jean-Claude, (Z) : « *institutions internationales* », Ellipses, 7eme édition, Paris, 2018, p.59.

² Ibid., p60.

³ PEREZ AZCARRAGA, (A) et alii : « *La douane, une institution clé : Renforcer l'administration douanière dans un monde changeant* », Fonds monétaire international, Washington Etats- Unis, 2025, p.24.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

promouvoir les activités de transport et d'améliorer la qualité des services par l'élaboration de standards, tout en contribuant à la formation des professionnels du secteur. Elle a également développé plusieurs documents types destinés à ses membres, utilisés dans les opérations de transport international, tels que des certificats de prise en charge, des connaissements et des documents de transport multimodal.¹

3.2.4 La Chambre du Commerce Internationale (la CCI) :

Créée en 1919 à Paris, la Chambre de Commerce Internationale (CCI) est une organisation regroupant des entreprises de divers secteurs présentes à l'échelle mondiale. Elle vise principalement à promouvoir le développement des échanges, l'ouverture des marchés et la libre circulation des capitaux, tout en soutenant le commerce, l'investissement et l'économie de marché. Elle rassemble des milliers de membres dans plus de 130 pays et repose sur le rôle des entreprises dans la promotion de la paix et de la prospérité. Ses activités s'articulent autour de trois axes principaux : l'élaboration de règles du commerce international, le règlement des différends commerciaux par l'arbitrage et la contribution à l'orientation des politiques commerciales internationales.²

¹<https://www.eurofiscalis.com/lexiques/fiata/> (consulté le 05/04/2026 à 03 :23).

²<https://infonet.fr/lexique/definitions/chambre-de-commerce-internationale> (consulté le 05/04/2026 à 05:49).

Section 2 : La transition écologique

La transition écologique constitue un enjeu majeur pour les sociétés contemporaines, qui vivent dans le contexte de pressions croissantes sur l'environnement et du besoin impérieux de repenser leurs modes de production et de consommation. Pour comprendre la transition écologique, il faut étudier ce concept en analysant d'abord ses origines et l'histoire de sa construction. La compréhension des fondements théoriques de la transition écologique, en identifiant ses principes et mécanismes, en la distanciant du concept de développement durable ou de croissance verte, constitue la seconde étape à suivre. La transition écologique est un enjeu complexe dans le sens où elle concerne à la fois des enjeux environnementaux, des enjeux économiques, des enjeux sociaux, et elle mobilise un large éventail d'acteurs. La compréhension de la transition écologique peut aider à mieux comprendre les stratégies à suivre pour atteindre cette mutation fondamentale du monde contemporain.

1 Origines et évolution historique de la transition écologique

Cette partie retrace brièvement l'évolution du concept de transition écologique, depuis l'apparition du développement durable jusqu'à son intégration progressive dans les politiques publiques internationales

1.1 Émergence du concept de développement durable :

Chaque concept possède une histoire qui révèle sa propre signification. La notion de Développement durable émerge dans les années 1970.¹ Suite à la prise de la conscience croissante des effets négatifs de l'industrialisation sur la nature dès les années 1920.

En 1972, la Conférence de Stockholm avait directement mis l'accent sur les problèmes environnementaux planétaires ce qui constituait déjà une première étape, mais l'UICN adoptant une démarche plus vaste soulignait que ces enjeux environnementaux s'inscrivaient dans des problématiques globales.² Dans un autre part, le club de Rome avait déjà titré, cette même année, son rapport «*Halte à la croissance?*» interrogeant le problème entre la croissance démographique et la croissance économique.³

¹ CUNCHA, (A-D) et RUEGG, (J) : « *Développement durable et aménagement du territoire* », Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2003, p.14.

² SMOUTS, (M-C) : « *Le développement durable : les termes du débat* », Armand Colin, Paris, 2008, p.67.

³ PELLAUD, (F) : « *Éducation au développement durable* », Éditions Quae, Versailles, 2011, p.11.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

En 1980, avec la publication de la stratégie mondiale de la conservation (SMC), que le terme «développement durable» a été utilisée dans le sens qu'on lui attribue aujourd'hui.¹ En 1987 le rapport Brundtland intitulé « *Our common future* » du nom de Gro Harlem Brundtland, ancienne première ministre norvégienne de l'environnement aussi qui présidait la Commission mondiale sur l'environnement et le développement a donné une définition la plus classique de développement durable : « *un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ». ² Cette définition montre que les besoins de la génération actuelle doivent être satisfaits tout en préservant les ressources environnementales car la prochaine génération a les mêmes exigences que nous, et c'est ce qui est montré les trois (03) béliers du développement durable : environnemental, social et économique.

En 1992, La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio , adopte la Déclaration de Rio et le programme « action 12 » également appelé « Agenda 12 » signée par 172 pays , reposait sur (03) idées principales : la reconnaissance d'un droit au développement sur un double principe d'équité intergénérationnelle ,d'une part entre les générations, d'autre part pour la réduction des différences actuelles de niveaux de vie ; la reconnaissance d'un principe de responsabilité et d'un devoir de solidarité entre les États, tant en ce qui concerne l'environnement, qu'en ce qui concerne le développement économique et social ; et l'intégration de l'environnement dans le processus global de développement . En 1997, une étape essentielle s'est produite dans la lutte contre le réchauffement climatique. C'est Le Protocole de Kyoto : 38 pays industrialisés se sont engagés à adopter des actions nécessaires pour limiter le volume global de leurs émissions de gaz à effet de serre.³

En l'année 2000, les États membres de l'ONU ont pris un engagement mondial connu sous le nom d'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD), qui vise à améliorer les conditions de vie des populations d'ici à 2015. Ces OMD se divisent en (08) objectifs.⁴

Le sujet du développement durable a occupé toutes les conférences internationales des Nations Unies : en 2001, à New York, sur l'habitat et la ville durable, en 2002 à Johannesburg

¹ L'atelier d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, *Évolution conceptuelle et historique du développement durable, rapport 1998*.

² CHNEIDER, (L) : « *100 questions pour comprendre et agir : développement durable territorial* », AFNOR, Paris, 2010, p.5.

³ Observation sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) : « *développement durable et entreprises : défi pour managers*, AFNOR, 2^{ème} édition, Paris, 2008, p.6.

⁴ LARÉ, (A) et SAADAOU, (KH) : « *Fiches de Développement durable et RSE* », Ellipses, Paris, 2024, p.7.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

le Sommet mondial pour le développement durable, au cours des années ultérieures sur les thèmes de la sécurité et de la dignité humaine, du désarmement, de la désertification, de la faim et de la pauvreté, des changements climatiques.¹

Le 25 septembre 2015, un nouveau lot d'objectifs mondiaux a vu le jour : Objectifs de Développement Durable (ODD), adopté par les 193 pays membres de l'ONU dans le but de continuer la poursuite des OMD. Ces ODD sont beaucoup plus ambitieux et détaillés par rapport aux anciens objectifs. Ils comportent 17 objectifs mondiaux répartis en 169 cibles à atteindre d'ici 2030.²

Chaque étape historique a donné au concept un sens en fonction des problèmes et circonstances mondiaux, et cela montre la plasticité du concept.³ Donc l'idée de la transition écologique commence maintenant à remplacer celle de développement durable.⁴

1.2 La genèse de la notion de la transition écologique :

Il trouve son origine dans divers mouvements, dont celui des villes en transition, initié par Rob Hopkins au Royaume-Uni. Ce dernier a également été employé dans d'autres domaines, tels que l'énergie (transition énergétique) et l'agriculture (transition agricole).⁵

En remontant l'histoire de la transition, il apparaît qu'elle est étroitement liée au développement durable, et cela apparaît dans le rapport Meadows 1972 et le rapport Brundtland 1987, où le premier souligne la nécessité de la transition d'un modèle de croissance à l'équilibre mondial en mettant l'accent sur les risques environnementaux résultant de la croissance économique et démographique, et le second appelle à la transition vers le développement durable.

Cependant, dans de nombreux événements qui ont émergé, le terme développement durable a balayé la scène internationale lors du Sommet Rio en 1992, après dans les années 2000 avec les plants de climats et aux « croissance verte », par exemple en France le concept de transition écologique a acquis une grande notoriété au sein du ministère de l'Environnement, avec la création du Conseil national de la transition écologique en 2012 et de la loi sur la

¹ Observation sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) : Op.cit, p.7.

² LARÉ, (A) et SAADAOU, (KH) : Op.cit, p.8.

³ JEGOU, (A) : « *Les géographes français face au développement durable* », L'information géographique, N°71, septembre, 2007, pp. 6-18.

⁴ <https://junior.universalis.fr/encyclopedie/transition-ecologique> (consulté le 02/03/2026 à 02: 38).

⁵ ASTRUC, (A) : « *L'essentiel de la transition écologique* », Studyrama, Paris, 2024, p.7.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

transition énergétique pour une croissance verte en 2015.¹ Dans l'objectif de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et Favorise le recours aux énergies renouvelables,² et aussi la Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (2015-2020), Ainsi, le travail est orienté vers des enjeux environnementaux tels que le climat, la diversité biologique et d'autres.³

1.3 Évaluation du concept transition écologique à l'échelle international :

- Après son émergence progressive, le concept de transition écologique s'est imposé à l'échelle internationale en raison de l'aggravation des crises climatiques, de la perte de biodiversité et de la dégradation des ressources naturelles. La communauté internationale a alors mis en place un cadre commun composé d'accords internationaux et de plateformes scientifiques.
- Le Sommet de la Terre de Rio en 1992 a conduit à l'adoption de trois conventions majeures encadrées par les Conférences des Parties (COP).
- La Convention sur la diversité biologique (CDB) vise la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources biologiques et le partage équitable des avantages issus des ressources génétiques. Elle couvre les écosystèmes, les espèces et les ressources génétiques. Le cadre mondial de Kunming-Montréal adopté en 2022 fixe des objectifs à atteindre d'ici 2030 et 2050 afin de vivre en harmonie avec la nature.
- La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC), entrée en vigueur en 1994, cherche à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre afin d'éviter les perturbations climatiques causées par l'activité humaine, selon le principe des responsabilités communes mais différenciées.
- La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), adoptée en 1994, lutte contre la dégradation des terres dans les zones arides et semi-arides, tout en favorisant un développement durable et la prévention des effets de la sécheresse.
- Les Objectifs de Développement Durable (ODD), adoptés dans l'Agenda 2030 par les Nations Unies en 2015, renforcent la transition écologique à travers plusieurs objectifs : ODD 6 : Eau propre et assainissement ; ODD 7 : Énergie propre et d'un coût

¹ Commissariat général au développement durable , *la transition analyse d'un concept* , rapport 2017.

²<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/loi-relative-transition-energetique-croissance-verte-tepcv> (consulté le 02/03/2026 à 23:37)

³ Commissariat général au développement durable, *la transition analyse d'un concept*, rapport 2017.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

abordable ; ODD 11 : Villes et communautés durables ; ODD 12 : Consommation et production responsables ; ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques ; ODD 14 : Vie aquatique ; ODD 15 : Vie terrestre.

- L'Accord de Paris adopté en 2015 vise à limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C et idéalement à 1,5°C. Il repose sur des engagements climatiques renouvelés tous les cinq ans ainsi que sur des mécanismes d'aide financière et technique aux pays en développement.
- Les plateformes scientifiques internationales jouent un rôle d'interface entre la science et les décideurs politiques afin d'évaluer les enjeux environnementaux et proposer des recommandations.
- Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC/IPCC), créé en 1988, évalue les connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques relatives au changement climatique, à ses causes, ses impacts et les solutions d'atténuation possibles.
- La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services éco-systémiques (IPBES), créée en 2012, soutient les gouvernements dans les questions liées à la biodiversité et agit comme un lien entre les chercheurs et les décideurs publics.

La transition écologique vise à :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre le changement climatique.
- La transition vers la neutralité carbone à long terme.
- Le développement des énergies renouvelables et des technologies propres
- L'intégration de politiques climatiques dans les secteurs clés (énergie, transport, agriculture, industrie).
- La mise en place de mécanismes de régulation et de tarification du carbone.
- Le soutien à la transformation vers une économie plus durable et innovante.
- L'accompagnement des acteurs économiques dans la transition vers des modèles plus respectueux de l'environnement.¹

¹ Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable(IGEDD), *planification écologique dans le monde*, rapport 2025.

2 Définition et fondements théoriques de la transition écologique

Face aux défis environnementaux et économiques qui se multiplient, la transition écologique n'est plus un concept théorique, mais une approche globale qui consiste à équilibrer le développement économique et la préservation des ressources naturelles.

2.1 Définition de la transition écologique :

L'un des défis les plus complexes de notre époque c'est la transition écologique,¹ et pour mieux comprendre le concept, la transition écologique c'est deux mots, le terme de « Transition » désigne le passage d'un état présent vers un état futur souhaité et positif et nécessite d'innovation et de mettre en œuvre des pratiques et technologies innovantes afin de réduire l'impacte de notre production d'énergie sur la planète avec la croissance de la population.² Ensuite le terme « écologique » se rapporte à la nature et l'environnement en relation avec les actions de l'homme.³

Mais malheureusement, il n'y a pas une définition précise, Ou plutôt, comme on l'a vu dans le cadre du développement durable, il existe deux catégories, d'une part une définition institutionnelle selon laquelle « la transition écologique » et autre une série d'approches plus conceptuelles de la notion générale de transition appliquées aux interfaces entre systèmes socio-économiques et systèmes écologiques.⁴

Dans la première catégorie qui est institutionnelle de cette notion il y a la définition de l'organisation de coopération et de développement durable économiques (OCDE) et de Commissariat général au développement durable et Direction générale du trésor.

Selon l'organisation de coopération et de développement durable économiques (OCDE) a définie la transition écologique ou « Green transition » dans littérature anglophone comme : « *désigne généralement le passage, à l'échelle de l'économie, d'activités à fort impact environnemental et dépendantes des ressources naturelles à des pratiques*

¹ GRIVEL, (N) : « *La protection sociale au cœur de la transition écologique* », Informations sociales, N°206, Février 2022, pp.3-4.

² SERGHINE, (M- T) et KASSA, (S) : « *Transition écologique, Transition énergétique Et Protection De L'environnement* », document en ligne publié sur Calaméo, <https://www.calameo.com/read/007271123cda356273bef> (consulté le 11/03/2026 à 01:57).

³ L'atelier centre de ressources régional de l'économie sociale solidaire, *Économie sociale et solidaire : Des acteurs au cœur de la transition écologique*, rapport 2015.

⁴ THEYS, (J) : « *Prospective et recherche pour les politiques publiques en phase de transition* », Natures Sciences Sociétés, supplément (supp4), 2017, pp. 84-92.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

respectueuses des limites planétaires et favorisant la durabilité, la résilience et le bien-être social à long terme à l'échelle mondiale », ¹Cela indique que la transition écologique transforme progressivement le fonctionnement de la société et de l'économie, c'est-à-dire le passage d'activités économiques néfastes pour l'environnement, fondées sur l'exploitation des ressources naturelles, à des pratiques respectueuses des limites environnementales. De plus, cette définition vise à parvenir à un développement économique durable.

Selon Commissariat général au développement durable et Direction générale du trésor en France la notion de la transition écologique définir comme : « *la transformation des normes de production, de consommation et d'investissement vers un mode de développement économique décarbonné capable d'entretenir et renouveler ses ressources* ». ² Cette définition explique que la transition écologique exige une modification des modes de production, de consommation et d'investissement afin de réduire les émissions de carbone en diminuant la dépendance aux énergies fossiles. Elle comporte également un autre aspect : elle oriente le développement économique vers un modèle plus durable qui garantit la préservation des ressources naturelles.

Dans la deuxième catégorie, On peut y distinguer deux conceptions assez différentes de l'idée de transition, avec des implications politiques et scientifiques bien spécifiques. Une première idée de transition peut consister en l'idée d'un passage, d'un entre-deux, d'une période d'instabilité et de tâtonnements entre deux phases de stabilité. Des mutations, subies ou non subies, interviennent qui donnent l'impression d'avoir mal comprise leurs conséquences et leur durée, avec les opportunités d'une part, les risques d'autre part, ainsi que les possibles ruptures brutales : l'entrecroisement des changements multiples en période de fortes tempêtes et d'incertitudes. Une seconde idée de transition peut consister en l'idée d'un chemin ou d'une mise en mouvement vers un changement souhaité avec un horizon qui est défini a priori : l'idée d'une transition qui met en place l'action pour une transformation souhait. ³

Il existe plusieurs domaines touchés par la transition écologique :

¹Organisation de coopération et de développement durable économiques (OCDE), *Environment at a Glance Indicators*, rapport 2025. https://www.oecd.org/en/publications/environment-at-a-glance-indicators_ac4b8b89-en.html (consulté le 14/03/2026 à 03:31).

²Commissariat général au développement durable et Direction générale du Trésor, *livre blanc sur le financement de la transition écologique*, rapport 2013.

³THEYS, (J) : « *Prospective et recherche pour les politiques publiques en phase de transition* », Natures Sciences Sociétés, supplément (supp4), 2017, pp. 84-92.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

- transition énergétique : cette transition est basée sur le changement de la façon dont l'énergie est produite et consommée en s'appuyant sur les énergies renouvelables et afin d'atteindre une consommation d'énergie respectueuse de l'environnement et ne dépendant pas des énergies non renouvelables.
- La transition industrielle : repose sur le changement de méthode de production pour réduire la pollution issue du secteur industriel en s'appuyant sur une production locale et durable qui consomme moins d'énergie, car elle inclut ou prend en compte l'ensemble du cycle du produit.
- La transition agro-alimentaire : cherche à s'appuyer sur des méthodes agricoles durables qui préservent la biodiversité et réduisent la pollution des sols et de l'eau afin de réduire les effets négatifs de l'agriculture industrielle sur l'environnement et les humains.¹

Ainsi la transition écologique peut être comprise comme un modèle ou processus planifié et progressif en travaillant sur des systèmes économiques, sociaux et environnementaux pour guider la société vers la durabilité afin de préserver l'environnement. Recouvre plusieurs secteurs la transition énergétique, la transition industrielle et la transition agro-alimentaire.

2.2 Les principes et leviers de la transition écologique :

La transition écologique est réalisée en s'appuyant sur un ensemble de principes et leviers qui organisent et forment le cadre réglementaire, car ils contribuent à orienter diverses politiques et activités économiques et sociales vers des pratiques plus durables.

(03) principes et leviers sont majeurs : la sobriété (réduire la consommation d'énergie et de ressources de manière consciente), l'appropriation (Participation des individus et de la société au changement) et la solidarité (la justice entre les personnes en transition écologique).

¹<https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/transition-ecologique/> (consulté le 25/03/2026 à 14 :42).

2.2.1 La sobriété :

La sobriété repose sur la réduction volontaire et maîtrisée de la consommation d'énergie et de ressources, notamment celles considérées comme critiques. Elle ne signifie pas une limitation globale de toutes les consommations, mais plutôt une gestion raisonnée des usages. Ce principe est souvent intégré dans les scénarios de transition à long terme. Il ne doit pas être confondu avec une baisse de la croissance économique, car il peut s'appuyer sur l'innovation et la technologie. De plus, la réduction des gaspillages dans les chaînes de valeur peut contribuer à des gains économiques et environnementaux.

2.2.2 L'appropriation :

L'appropriation désigne l'implication des citoyens dans la compréhension et l'acceptation de la transition écologique. Elle suppose une prise de conscience des effets de cette transition sur leur quotidien et celui des générations futures. Elle met l'accent sur l'importance du débat public et de l'information de proximité, en favorisant les échanges directs plutôt que les consultations uniquement numériques. L'éducation et la sensibilisation jouent également un rôle essentiel pour renforcer cette adhésion, notamment dans les établissements scolaires et les institutions publiques. Chaque politique sectorielle devrait intégrer cet aspect participatif.

2.2.3 La solidarité :

La solidarité dans la transition écologique vise à prendre en compte les impacts sociaux de cette transformation, en particulier les inégalités qu'elle peut générer ou accentuer. Elle implique d'évaluer les effets des politiques environnementales non seulement sur l'environnement, mais aussi sur les populations, notamment les plus vulnérables. L'objectif est de proposer des mesures qui limitent les inégalités et accompagnent les groupes les plus touchés. Ainsi, toute action liée à la transition doit intégrer une dimension sociale afin de garantir une évolution plus équitable.¹

2.3 Différence entre transition écologique, développement durable et croissance verte :

Après avoir abordé les concepts de développement durable et de transition écologique, il est nécessaire de clarifier les différences et les complémentarités entre ces concepts, notamment suite à l'émergence de la croissance verte dans la littérature économique moderne.

¹<https://www.humanite-biodiversite.fr/articles/105072-4-piliers-pour-reussir-la-transition-ecologique> (consulté le 25/03/2026 à 18:08).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

Et après avoir constaté que le concept de développement durable est un concept flexible, mais qu'il est considéré comme le cadre de référence le plus complet, cela garantit l'équilibre sociétal en maintenant l'harmonie entre les trois piliers fondamentaux : le pilier économique, qui vise à développer la performance économique et la compétitivité du pays ; le pilier social, qui vise à répondre aux besoins humains ; et le pilier environnemental, qui vise l'amélioration et le développement à long terme de l'environnement et des ressources naturelles grâce au maintien de l'équilibre environnemental. Tenant compte de la nécessité d'assurer l'équité et l'égalité des chances pour les générations futures dans les limites des ressources disponibles.¹ Par conséquent, elle ne se limite pas à la seule dimension environnementale, mais vise également à atteindre la justice et la durabilité.

À l'inverse, la transition écologique désigne un passage progressif d'un modèle économique traditionnel à un nouveau modèle offrant une solution globale et durable. Il s'agit de s'éloigner de la dépendance aux énergies fossiles et de la consommation intensive des ressources naturelles pour mettre en place un modèle de développement flexible et durable qui réévalue nos modes de consommation, de production et de fonctionnement. Ce processus concerne de nombreux secteurs.²

La définition de la croissance verte par l'OCDE comme suite : « *la promotion de la croissance économique et du développement, tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont dépend notre bien-être* », elle cherche à favoriser une croissance économique compétitive, mais en tendant à inclure l'environnement dans la pratique. L'OCDE dans la publication « vers la croissance verte » a présenté plusieurs leviers notamment : Amélioration de la productivité pour une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources ; Favoriser l'innovation pour créer de nouveaux marchés de technologies, biens et services afin de résoudre les problèmes d'environnement et Stabiliser les politiques économiques et environnementales pour renforcer la confiance des investisseurs.³

En résumé, les trois principes partagent l'idée de soutenabilité : le développement durable qui est à la fois efficace sur le plan économique, équitable sur le plan social et soutenable sur le

¹ MORTAD, (J) : « *Le contexte du développement durable dans une approche globale en Algérie* » مجلة البشائر الاقتصادية، N°1, Avril, 2025, pp. 642-661.

² La cité des Métiers, transition écologique, document (PDF), Avril 2024.

³ <https://vizea.fr/actualites/136-transition-des-entreprises/8374-comprendre-la-croissance-verte.html> (consulté le 29/03/2026 à 15:19).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

plan écologique,¹ la croissance verte qui positionne l'écologie et le développement durable en tant que nouveaux moteurs de croissance, et au sein de l'approche de transition écologique, la stratégie de croissance verte, pour cela on peut dire que la transition écologique est un chemin pour atteindre le DD et la croissance verte est un outil parmi les autres.²

3 Les défis et les enjeux de la transition écologique

La transition écologique est considérée comme l'une des plus grandes transformations actuelles, en raison des multiples défis qui menacent l'équilibre environnemental, économique et social de la planète. Ces enjeux dépassent la seule dimension écologique et touchent directement les conditions de vie humaines et la durabilité des ressources. Ils peuvent être regroupés en trois axes principaux : environnementaux et climatiques, sociaux et économiques.

3.1 Environnementaux et Climatiques :

La transition écologique constitue une réponse urgente à la dégradation de l'environnement mondial, marquée par le changement climatique, la perte de biodiversité et l'augmentation de la pollution. Ces enjeux sont essentiels pour garantir la durabilité et protéger les générations futures. Ils se déclinent en plusieurs domaines principaux :

- Pour les achats, il s'agit de prendre en compte l'impact environnemental des produits afin de privilégier des choix plus durables.
- Pour les bâtiments, l'enjeu est lié à la réduction de la consommation énergétique et à la promotion des énergies renouvelables.
- Pour la mobilité, l'objectif est de développer des modes de transport plus respectueux de l'environnement.
- Concernant le numérique, l'enjeu réside dans la réduction de son empreinte environnementale croissante.

Enfin, la biodiversité constitue un enjeu majeur en raison de la disparition des espèces et de la dégradation des écosystèmes.³

¹<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1644> (consulté le 29/03/2026 à 18:11).

²<https://www.ipag.edu/blog/croissance-verte> (consulté le 29/03/2026 à 18:29).

³ Transition écologique et développement durable des associations (TEDDA), livre blanc pour la transition écologique associative, rapport 2022.

3.2 Sociaux :

La transition écologique est liée à la dimension sociale car elle influence les conditions de vie et le niveau de vie des populations.

- Les populations les plus vulnérables sont davantage exposées aux effets des dégradations environnementales et aux transformations écologiques.
- Les ménages à faibles revenus rencontrent des difficultés pour financer la rénovation énergétique de leurs logements.
- Certaines mesures environnementales, comme la fiscalité sur les carburants, peuvent accentuer les inégalités sociales.
- Il est nécessaire de mettre en place des politiques équilibrées, notamment le soutien financier, le développement des transports collectifs et l'amélioration de l'accessibilité.
- La transition écologique transforme également le marché du travail avec la disparition de certains emplois polluants et la création d'emplois liés à l'économie verte.
- Elle représente ainsi un enjeu social majeur nécessitant des politiques publiques adaptées afin de réduire les inégalités et renforcer la cohésion sociale.¹

3.3 Économiques :

- La transition écologique ne concerne pas uniquement l'environnement, mais aussi les dimensions économiques, ce qui nécessite de revoir les modèles de production et de consommation traditionnels.
- Elle touche tous les secteurs industriels et ne se limite pas seulement aux questions énergétiques et à l'économie verte.²
- Parmi les principaux défis figure la tarification du carbone, utilisée pour encourager les entreprises à réduire la pollution et à innover dans des pratiques plus respectueuses de l'environnement.
- Cependant, le coût élevé de ces taxes peut affecter certains secteurs sensibles comme l'agriculture et le transport routier, ce qui nécessite un encadrement adapté.
- Les subventions publiques représentent également un défi économique important, notamment en raison de leur coût élevé pour soutenir la transition écologique, estimé à 40 milliards d'euros en France d'ici 2024.¹

¹ GRIVEL, (N) : « *La protection sociale au cœur de la transition écologique* », Informations sociales, N°206, Février, 2022, pp.3-4.

² (LEPAGE), Corinne : « *L'économie, instrument de la transition écologique* », Vraiment durable, N°3, Janvier, 2013, pp111-134.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

- Malgré ces contraintes, la transition écologique offre des perspectives positives grâce aux investissements nécessaires au renouvellement des infrastructures et des technologies.
- La hausse des coûts des matières premières et des combustibles fossiles pousse les entreprises à adopter des technologies plus durables et moins dépendantes de ces ressources.
- Enfin, l'utilisation des recettes des taxes environnementales pour réduire les coûts salariaux peut produire un « double avantage »: diminuer la pollution tout en réduisant les charges des employeurs ou en augmentant les revenus des employés².

4 les acteurs de la transition écologique

Après avoir clarifié le concept de transition écologique et les défis qu'il soulève, l'étape suivante consiste à identifier les acteurs impliqués. Cela requiert la participation et l'intégration d'un large éventail d'acteurs à différents niveaux, notamment institutionnels, les entreprises et industriels, La société civile et ONG et ainsi les acteurs internationaux.

4.1 Les acteurs institutionnels :

Les acteurs institutionnels de la transition écologique regroupent principalement les gouvernements, les collectivités territoriales, les agences nationales, ainsi que les organisations internationales et financières.

Les gouvernements jouent un rôle central à travers l'élaboration des politiques publiques, l'adoption de lois et la signature d'accords internationaux tels que l'Accord de Paris, afin de réduire les émissions de CO₂ et de promouvoir le développement durable.³

Les collectivités territoriales participent à la mise en œuvre des politiques environnementales à l'échelle locale, en tant qu'acteurs essentiels de l'action publique face aux enjeux climatiques et aux inégalités sociales.⁴

¹<https://www.lafinancepourtous.com/2025/02/10/quels-enjeux-economiques-de-la-transition-ecologique/> (consulté le 28/03/2026 à 15 :03).

²<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/268302-defis-et-enjeux-economiques-de-la-transition-ecologique#:~:text=Les%20impacts%20de%20la%20transition,domains%20de%20la%20consommation%2C%20etc> (consulté le 28/03/2026 à 15 :42).

³https://d-carbonize.eu/ecological-transition/#elementor-toc_heading-anchor-2 (consulté le 01/04/2026 à 14:53).

⁴<https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/et-si-les-collectivites-territoriales-etaient-les-mieux-placees-pour-concilier-transition-ecologique-et-justice-sociale/> (consulté le 01/04/2026 à 21:20).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

Les agences nationales contribuent au développement des énergies renouvelables, à la protection de la biodiversité et à la promotion de pratiques durables. Elles soutiennent également les territoires et sensibilisent les citoyens à la transition écologique, à l'image de l'ANCT et de l'ADEME.¹²

Au niveau international, plusieurs organisations jouent un rôle important. Le PNUE coordonne les actions environnementales mondiales et soutient l'intégration du développement durable dans les politiques internationales.³ Le GIEC fournit des analyses scientifiques sur le changement climatique et ses impacts, en orientant les politiques de transition.⁴ L'UICN œuvre pour la protection de la biodiversité à travers un réseau mondial d'expertise.⁵ L'OCDE accompagne les États dans la mise en place de politiques de croissance durable et fournit des données sur les enjeux environnementaux⁶. Enfin, la Banque mondiale soutient financièrement les pays en développement dans leurs efforts d'adaptation et de lutte contre le changement climatique.⁷

4.2 Les entreprises et industriels :

La transition écologique dans l'entreprise concrétise l'idée du concept de développement durable en transformant les modes de travail, de production, et de consommation. Cette démarche se situe dans le cadre de la RSE en y incorporant les différentes composantes du concept de développement durable. Les objectifs de l'entreprise en matière de transition

¹<https://anct.gouv.fr/thematiques/transition-ecologique#:~:text=L'ANCT%20accompagne%20les%20collectivit%C3%A9s,transition%20%C3%A9cologiqu%20de%20leur%20territoire> (consulté le 01/04/2026 à 18:32).

² Mouvement des entreprises de France, *Guide des acteurs et outils de la transition écologique : agir ensemble pour une croissance responsable*, rapport 2024.

³<https://www.ungeneva.org/fr/about/organizations/unep#:~:text=Le%20Programme%20des%20Nations%20Unies,d%C3%A9fenseur%20de%20l'environnement%20mondial> (consulté le 01/04/2026 à 22 :53).

⁴ Conseil national de la transition écologique, *Avis du Conseil national de la transition écologique rendus en 2026*, rapport 2026.

⁵ Centre de Coopération pour la Méditerranée, *Union internationale pour la conservation de la nature*, rapport 2024.

⁶[https://www.oecd.org/fr/themes/changement-climatique.html#:~:text=Le%20Programme%20international%20pour%20l,de%20l'Accord%20de%20Paris.&text=Renforcer%20les%20conditions%20nationales%20favorables,propre\)%20dans%20les%20%C3%A9conomie%20%C3%A9mergentes.&text=Le%20Programme%20Dpays%20est%20un,entr%C3%A9e%20vers%20les%20march%C3%A9s%20mondiauxhttps://www.oecd.org/fr/themes/changement-climatique.html#:~:text=Le%20Programme%20international%20pour%20l,de%20l'Accord%20de%20Paris.&text=Renforcer%20les%20conditions%20nationales%20favorables,propre\)%20dans%20les%20%C3%A9conomie%20%C3%A9mergentes.&text=Le%20Programme%20Dpays%20est%20un,entr%C3%A9e%20vers%20les%20march%C3%A9s%20mondiaux](https://www.oecd.org/fr/themes/changement-climatique.html#:~:text=Le%20Programme%20international%20pour%20l,de%20l'Accord%20de%20Paris.&text=Renforcer%20les%20conditions%20nationales%20favorables,propre)%20dans%20les%20%C3%A9conomie%20%C3%A9mergentes.&text=Le%20Programme%20Dpays%20est%20un,entr%C3%A9e%20vers%20les%20march%C3%A9s%20mondiauxhttps://www.oecd.org/fr/themes/changement-climatique.html#:~:text=Le%20Programme%20international%20pour%20l,de%20l'Accord%20de%20Paris.&text=Renforcer%20les%20conditions%20nationales%20favorables,propre)%20dans%20les%20%C3%A9conomie%20%C3%A9mergentes.&text=Le%20Programme%20Dpays%20est%20un,entr%C3%A9e%20vers%20les%20march%C3%A9s%20mondiaux) (consulté le 02/04/2026 à 00 :00).

⁷ Groupe de la banque mondiale, *développement et changement climatique : cadre stratégique pour le groupe de la banque mondiale*, rapport 2010.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

écologique sont triples : celle d'être une entreprise respectueuse de l'environnement, d'avoir un impact sur la société, et d'être économiquement viable.¹

D'où le fait que nombreuses grandes entreprises se sont donné le pourboire d'une mutation stratégique pour la rendre compatible avec une économie qui s'engage sur la voie de la neutralité carbone et de la préservation de la biodiversité, La stratégie des entreprises transparaît également dans leur adhésion à cette initiative appelée « *Science-based Target* », qui consiste en un partenariat entre le CDP, le UN Global Compact, et le WWF qui vise à vérifier la compatibilité entre l'engagement de l'entreprise en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'Accord de Paris, dans lequel plus d'un mille d'entreprises ont été engagées en octobre 2020. Le développement des nouvelles activités nécessite également de se préoccuper de la préparation de la main d'œuvre des anciens métiers vers les nouveaux métiers (par exemple, de la construction des véhicules thermiques vers les services et la maintenance des véhicules électriques, de la construction des bâtiments vers leur rénovation. Pour le secteur privé, les problèmes posés par la transition écologique ne se limitent plus aux questions de formation et de compétences, mais s'étendent aux questions d'engagement (valeurs, cultures, etc.) ainsi qu'aux questions de transformation (gestion du changement, compétences, etc.). Aussitôt qu'un acteur économique, une entreprise, aura inscrit dans sa stratégie ou sa raison d'être l'ambition environnementale, il s'agit alors de la communiquer à l'ensemble de l'organisation, à l'ensemble des collaborateurs, pour vraiment lancer cette transformation. La construction d'un socle commun de connaissance et de valeurs permettra ensuite de construire un programme de transformation. Trois grands objectifs pour les programmes de transformation, associés à trois publics différents, ont été mis en évidence dans les entreprises qui ont engagé leur transformation : diffuser la vision de l'entreprise et engager les collaborateurs, conduire la transformation de l'organisation, accompagner l'évolution des métiers.²

Pour l'industrie joue un rôle central dans la transition écologique, non seulement par la transformation de son appareil productif mais aussi par l'accélération et le déploiement de

¹<https://graduate-conseil.fr/2025/03/28/le-role-des-entreprises-dans-la-transition-ecologique/> (consulté le 02/04/2026 à 15 :31).

²LORANT, (D) et REITA, (M) : « *Formation à la transition écologique dans les entreprises : de l'engagement à la transformation* », Annales des Mines - Responsabilité & environnement, N°101, Janvier, 2021, pp.74-78.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

technologies vertes capables de décarboner l'ensemble de l'économie. En investissant dans des technologies innovantes et des zones industrielles à faibles émissions de carbone.¹

4.3 La société civile et l'ONG :

La société civile faire accélérer la transition écologique avec exigence de hiérarchiser les responsabilités dans la prise en charge de la transition écologique. Ainsi, sur l'importance du principe de subsidiarité climatique : le rôle central des initiatives individuelles dans le passage à un nouveau modèle sociétal ne doit pas occulter les obligations des États, des entreprises, mais aussi des territoires. D'autre part, l'exigence de la société civile envers les entreprises augmente et celle-ci devrait trouver son expression dans les politiques publiques. La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a en effet été récemment reconnue comme un outil au service du développement durable, en tant que possibilité de concilier création de richesses et exploitation rationnelle des ressources naturelles. Le CESE de la France propose dans son avis intitulé « La RSE : une voie pour la transition économique, sociale et environnementale » une politique de développement de la RSE au sein des entreprises de toutes nature et en particulier des PME-ETI, par exemple via l'augmentation de l'accessibilité aux informations sur la RSE. Le CESE soutient également le développement du cadre national et européen sur le reporting extra-financier des entreprises, en particulier de leurs gaz à effet de serre.²

Pour les ONG qui définie par l'ONU comme « *Groupe de citoyens bénévoles à but non lucratif, qui est organisé au niveau local, national ou international pour aborder des questions en faveur du bien public* », là où il aborde les défis climatiques. Il relie les différentes dimensions climatiques et environnementales Elle se concentre ainsi sur les stratégies de développement durable et la gestion de la performance durable, et fournit des rapports sur les engagements sociaux et environnementaux.³

¹<https://www.entreprises.gouv.fr/priorites-et-actions/transition-ecologique/decarboner-lindustrie#:~:text=L'industrie%20joue%20un%C3%B4le,ensemble%20de%20l%C3%A9conomie> (consulté le 02/04/2026 à 16 :29).

² Conseil économique social et environnemental(CESE), *faire de la société civile l'accélérateur de la transition écologique*, rapport 2019.

³ Vincent Pradier -Coordination SUD, *Les enjeux de la transition écologique pour les ONG*, rapport 2021.

Section 3 : La transition écologique et le commerce international

La transition écologique un enjeu majeur qui transforme profondément le commerce international, en intégrant de plus en plus les préoccupations environnementales dans les politiques commerciales et les stratégies des entreprises.

Dans cette section, il s'agit d'analyser l'intégration des enjeux environnementaux dans les échanges internationaux, d'étudier leurs effets sur les stratégies commerciales des entreprises, ainsi que de mettre en évidence les opportunités offertes par les marchés verts et les contraintes liées aux exigences environnementales.

1 L'intégration des enjeux environnementaux dans le commerce international

L'intégration des enjeux environnementaux dans le commerce international est un aspect fondamental de la régulation des échanges entre pays. Face à l'intérêt croissant pour la protection de l'environnement, les gouvernements en général et les entreprises en particulier sont de plus en plus enclins à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement. Cette tendance se traduit par l'élaboration de normes et de réglementations environnementales qui encadrent la production, la commercialisation et l'exportation de biens à l'échelle internationale.

Dans ce contexte, les normes environnementales jouent un rôle crucial en définissant des critères de qualité environnementale pour les produits commercialisés, tandis que les accords harmonisent ces règles et renforcent la coopération internationale. Ainsi, l'intégration des enjeux environnementaux ne se limite pas au respect des lois, mais influence également les stratégies commerciales des entreprises.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

1.1 Les normes environnementales dans les échanges internationaux :

1.1.1 Définition des normes environnementales :

Les normes environnementales « *sont des règles qui s'appliquent aux pratiques des entreprises (également aux Etats et collectivités locales) afin de les contraindre à produire sans détruire les ressources naturelles. Cela, dans un souci de protection de l'environnement* ». ¹ Cela signifie qu'il s'agit d'un ensemble de règles imposées aux différents acteurs, en particulier aux entreprises, pour contrôler leurs opérations de production. Ces règles ne visent pas à empêcher complètement la production, mais plutôt à l'orienter vers des pratiques qui n'épuisent pas les ressources naturelles et ne nuisent pas à l'environnement. De plus, ces normes ne se limitent pas uniquement aux entreprises, mais aussi aux États et aux collectivités locales, dans le but d'assurer un équilibre entre l'activité économique et la protection de l'environnement.

Parmi les normes environnementales les plus connues dans le commerce international : la norme ISO 14001 (relative aux systèmes de management environnemental) sur le plan international. Cette norme aide les entreprises à recenser, comprendre et améliorer leurs modes de gestion de l'environnement. Norme ISO 14001 n'impose pas l'application de directives ou de principes déterminés. Les entreprises peuvent « auto-certifier » leur conformité à cette norme, mais la plupart se soumettent à une vérification indépendante. Cette norme peut cependant se révéler utile en ce qu'elle oblige les entreprises à admettre l'existence des problèmes environnementaux et à agir en conséquence. Ainsi il y a Ecolabel c'est des labels écologique sont apposés sur les produits respectueux de l'environnement et mis en place par les entreprises en réponse à la demande croissante pour ces produits. Ces labels visent à inciter les consommateurs à faire des choix d'achat éco-responsables et sont élaborés à partir de données économiques et environnementales nationales, reflétant les préférences environnementales nationales. ²

L'importation des produits en Europe est soumise à des réglementations strictes par exemple le 25 avril 2023, le Conseil de l'Union européenne a adopté un nouveau règlement visant à renforcer les règles de sécurité applicables aux produits. Le règlement (UE) 2023/988 du

¹ Université Batna 2, Cours : Normalisation et certification (Master 2 écologie des zones arides et semi-arides), s.d , p 2.

² Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Institut international du développement durable (IIDD), *Guide de l'environnement et du commerce, rapport 2001.*

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établit les règles fondamentales relatives à la sécurité des produits de consommation disponibles sur le marché de l'UE.¹

Par conséquent, ces normes (normes ISO 14001, labels écologique, les réglementations...) revêtent une grande importance dans les échanges commerciaux : Les entreprises qui respectent les normes environnementales peuvent être très compétitives sur le marché international, car il semblerait que les pays dotés de réglementations environnementales strictes disposent de marchés intérieurs plus importants où ils constituent une source nette de biens et services environnementaux, l'ouverture des marchés aux biens et services écologiques favorise la diffusion des technologies économes en ressources.²

Les normes environnementales sont aussi essentielles pour préserver la planète c'est-à-dire protéger l'environnement à l'échelle mondiale et garantir que les activités industrielles ne se fassent pas au détriment des générations futures.

1.1.2 L'impact des normes environnementales sur le commerce international :

En effet, l'impact des normes environnementales sur le commerce international est particulièrement évident dans les pays en développement, notamment pays du Sud, sont confrontés à des défis importants pour se conformer aux normes environnementales. Bien que ces pays soient souvent riches en ressources naturelles, ils sont également vulnérables aux impacts environnementaux de l'industrialisation. Nombre d'entre eux, cherchant à améliorer leur économie par le développement industriel, sont confrontés à un dilemme : comment attirer les investissements étrangers et promouvoir la croissance économique tout en assurant la protection de l'environnement ?

La réponse n'est pas facile par ce que d'une part, les normes environnementales strictes des pays développés peuvent constituer un frein à l'accès au marché pour les producteurs des pays en développement. Par exemple, un pays en développement peut souhaiter exporter ses produits vers l'Union européenne, mais ses industries peuvent ne pas respecter la réglementation environnementale rigoureuse de l'UE. Cela peut entraîner des restrictions commerciales ou des droits de douane, limitant ainsi le potentiel de croissance économique.

¹[https://www.lfc-conseil.fr/obligations-a-limportation-nouvelle-reglementation-pour-la-securite-des-produits/#:~:text=R%C3%A8glement%20\(UE\)%202023/988%20relatif%20%C3%A0%20la%20s%C3%A9curit%C3%A9%20g%C3%A9n%C3%A9rale,libre%20pratique%20par%20les%20autorit%C3%A9s.](https://www.lfc-conseil.fr/obligations-a-limportation-nouvelle-reglementation-pour-la-securite-des-produits/#:~:text=R%C3%A8glement%20(UE)%202023/988%20relatif%20%C3%A0%20la%20s%C3%A9curit%C3%A9%20g%C3%A9n%C3%A9rale,libre%20pratique%20par%20les%20autorit%C3%A9s.) (consulté le 03/04/2026 à 22 :59).

² Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), *Trade and the environment* (Trade Policy brief), Paris, Février 2019.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

Dans certains cas, les pays en développement peuvent être contraints de choisir entre améliorer leurs pratiques environnementales (souvent à un coût important) ou perdre l'accès aux marchés mondiaux.

D'autre part, l'imposition de ces normes peut également stimuler les améliorations environnementales dans les pays en développement. De nombreux accords commerciaux internationaux incluent désormais des clauses environnementales, et les pays souhaitant participer au commerce mondial doivent démontrer qu'ils prennent des mesures pour réduire les dommages environnementaux. Cela peut créer des opportunités d'innovation dans les technologies plus propres et les pratiques durables. Toutefois, le défi demeure : les pays en développement ne disposent souvent pas des capacités nécessaires pour mettre en œuvre et faire respecter ces normes.¹

1.2 Les accords internationaux liés à l'environnement et au commerce :

1.2.1 Définition des accords internationaux liés à l'environnement et au commerce :

Depuis des décennies, le volume des échanges mondiaux croît à un rythme presque deux fois supérieur à celui de la production mondiale, témoignant de son importance. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment la baisse des coûts de communication et de transport et la libéralisation des échanges multilatéraux et bilatéraux. Parmi les questions centrales des débats figurent la place de l'environnement dans les accords commerciaux internationaux.²

Pour éviter les conséquences désastreuses du changement climatique, il est impératif de réduire les émissions de carbone liées aux activités économiques humaines. Le commerce international joue un rôle positif dans la protection et la préservation de l'environnement, comme en témoignent les clauses environnementales incluses dans les accords commerciaux, notamment leur caractère contraignant, qui contribue à réduire la pollution.³

Les aspects environnementaux n'ont été que partiellement pris en compte lors des négociations de l'Organisation mondiale du commerce(OMC). Toutefois, les accords bilatéraux et régionaux ont connu un développement remarquable ces dernières années,

¹https://polsci.institute/globalisation-environment-development/environmental-standards-impact-global-trade/#google_vignette (consulté le 04/04/2026 à 00 :53).

² CHAIMI, (Y) et SALEM, (A) : « *Les Accords Internationaux et Protection de L'environnement : un Etat des Lieux* », Al Bashaer Economic Journal, N°1, Avril, 2020, pp.908-921.

³<https://variances.eu/?p=7914> (consulté le 05/04/2026 à 18 :51).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

intégrant la dimension environnementale dans leurs dispositions. Des études indiquent qu'un pourcentage considérable d'accords commerciaux préférentiels (PTA) atteignant 85 %, contiennent désormais des dispositions environnementales. Ces dispositions visent à renforcer la protection de l'environnement et à promouvoir le développement durable dans divers pays, qu'ils soient en développement ou émergents. Cela témoigne de l'intérêt mondial porté aux dimensions environnementales dans le commerce international.¹

Généralement les accords internationaux liés à l'environnement et au commerce sont pactes conclus entre deux ou plusieurs pays qui fixent les règles de commerce entre eux.² et contiennent des clauses environnementales dans le but de encadrer les activités commerciales internationales et limiter les effets négatifs sur l'environnement.

Il y a trois (03) accords multilatéraux sur l'environnement les plus importants sont approuvés par de nombreux États : la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction 1973 (CITES), le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone 1987 et la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination 1989. Rappelons que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) suggère aux États de recourir au « moyen le moins incompatible » avec les engagements environnementaux contractés à la signature de ces trois accords, lorsqu'il y a conflit avec les principes de libre-échange. L'Agence nationale anti-corruption (ANACE) vient confirmer ces engagements en mettant en place un mécanisme d'arbitrage.

Ces trois accords multilatéraux sur l'environnement, auxquels est venue s'ajouter la Convention de Rio sur la diversité biologique, prévoient l'imposition de restrictions et sanctions commerciales pour l'atteinte de leurs objectifs. Ces limites à la libre circulation des marchandises paraissent justifiées en fonction du accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone établit un véritable régime international de contrôle, fondé en partie sur des restrictions commerciales. Adopté à la suite de la Convention de Vienne pour la protection de la couche

¹ Institut Allemand de Développement et de Durabilité (IDOS), *Environnemental provisions in trade agreements : promises at the trade and environment interface*, rapport 2017.

²<https://www.studysmarter.fr/resumes/sciences-economiques-et-sociales/macroeconomie/accords-commerciaux-internationaux/> (consulté le 06/04/2026 à 00 :16).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

d'o zone et entré en vigueur en 1989, le Protocole de Montréal met en place un régime progressif de réduction des chlorofluorocarbones (CFCs) dans les pays membres de l'OMC et en interdit le commerce avec les pays non membres. La création de ce régime flexible marque un véritable changement des pratiques en matière de droit international de l'environnement.¹

1.2.2 L'impact de l'inclusion des clauses environnementales dans les accords commerciaux internationaux :

L'inclusion de clauses environnementales dans les accords commerciaux internationaux a par conséquent, des répercussions à la fois sur l'environnement et sur le commerce, En ce qui concerne les impacts commerciaux : la présence de dispositions environnementales dans un AC provoque une augmentation du commerce inférieure à celle observée avec un accord commercial ne comportant pas de disposition environnementale. Cette baisse se situe à environ 5 % en moyenne. Elle est principalement due aux flux commerciaux entre pays en développement et pays à revenus élevés, et varie en fonction des types de produits commercialisés. Par conséquent, les dispositions environnementales provoquent une baisse de la proportion des produits les plus polluants échangés par les parties signataires d'un accord commerciaux, certains types de disposition favorisant même l'augmentation de la proportion des biens environnementaux. Les impacts environnementaux, quant à eux, peuvent être résumés comme suit :

- les dispositions environnementales entraînent une réduction des émissions de gaz à effet de serre cumulatives des partenaires commerciaux, sans dire quoi que ce soit sur les fuites potentielles de ces émissions vers les pays non parties à l'accord, pour lesquels aucun bilan global n'a encore été effectué.
- les dispositions environnementales entraînent une amélioration de la qualité de l'air.
- d'après une récente étude de la Banque mondiale, les clauses prévoyant une limitation de la déforestation sont efficaces dans cette tâche.²

En somme, Les accords internationaux liés à l'environnement et au commerce jouent un rôle essentiel pour la croissance économique et la protection de l'environnement.

¹ BASHIGE BINJA, (A) : « *impact des accords commerciaux internationaux sur la protection de l'environnement* », Journal of Social Science and Humanities Research , N°(1)11, Février ,2025,pp.1-12.

² BELLORA, (C) et THIE, (M) : « *Quelles clauses environnementales dans les accords commerciaux?* », La lettre du CEPII, N°432, Novembre –décembre, 2022, pp.1-4.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

2 Les effets de la transition écologique sur les stratégies commerciales internationales

La transition écologique transforme les stratégies commerciales internationales en poussant les entreprises à intégrer les exigences environnementales dans leurs activités. Elle renforce également la compétitivité des organisations capables de proposer des produits écologiques adaptés aux normes et aux attentes des marchés internationaux.

2.1 Transformation des chaînes de valeur mondiale :

2.1.1 Définition de la chaîne de valeur mondiale :

Une chaîne de valeur mondiale (CVM) « implique la fabrication et la distribution transfrontalières de produits de base. Elle intègre divers processus, de l'acquisition des matières premières à la livraison des produits finis aux consommateurs. Une chaîne de valeur mondiale comprend l'idée, la conception, la commercialisation et les services après-vente des produits. Les réseaux d'approvisionnement mondiaux ont un impact sur la façon dont nous fabriquons les choses. La plupart des biens finaux modernes comprennent des matériaux étrangers ajoutés à différents stades de la fabrication et distribués par l'intermédiaire de réseaux d'approvisionnement mondiaux. Ces liens constituent des systèmes organisationnels complexes, diversifiés, fragmentés, dynamiques et en développement ».¹ Cette définition désigne que la chaîne de valeur mondiale regroupe l'ensemble des étapes de production d'un produit réalisées dans plusieurs pays, depuis les matières premières jusqu'à la distribution finale. Elle repose sur des réseaux internationaux complexes et évolutifs intégrant différents acteurs et composants étrangers tout au long du processus de fabrication.

2.1.2 Chaîne de valeur verte :

Des études ont montré que les chaînes de valeur mondiales ont entraîné une forte augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂), les émissions mondiales du seul secteur des transports internationaux étant estimées à 10 % en 2018, selon l'OCDE en 2022.

La transition des chaînes de valeur mondiales vers des chaînes de valeur vertes consiste en un processus de réduction de l'impact de celles-ci sur l'environnement, notamment leurs effets sur les gaz à effet de serre, la biodiversité et la surconsommation de ressources naturelles.

¹ Parlement européen, *Chaines de valeur mondiales : Synergies potentielles entre la politique commerciale extérieure et les initiatives économiques internes pour faire face aux dépendances stratégiques de l'UE*, rapport 2023.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

Dans l'analyse de la dynamique des transitions vers les chaînes de valeur vertes dans toute chaîne de valeur, il est essentiel de tenir compte de l'impact que ces chaînes de valeur mondiales ont sur l'environnement. Il y a trois moyens principaux par lesquels ces chaînes de valeur mondiales (CVM) affectent l'environnement : effet d'échelle, effet de composition et effet technique.

A. L'effet d'échelle:

Est caractérisé par la croissance de la production, générant une augmentation de la production des déchets, de la pollution par les gaz à effet de serre, et par une sur-utilisation des ressources naturelles, qui sont souvent limitées. Puisqu'il y a de nombreux mouvements de biens intermédiaires entre différents pays via les chaînes mondiales de valeurs, la croissance de la production engendre de nouvelles émissions de gaz à effet de serre.

B. L'effet de composition:

Est une conséquence des modifications de la structure de production dans un pays qui est influencé par les échanges commerciaux internationaux. En ce qui concerne la chaîne de valeur mondiale, la production est scindée en tâches qui peuvent être délocalisées d'un endroit à un autre. Cela entraîne des avantages environnementaux si la délocalisation est effectuée dans des endroits plus productifs pour la tâche de production, et des désavantages environnementaux si la délocalisation est faite dans des endroits où il y a moins de régulation environnementale.

C. L'Effet technique:

Est la pratique de techniques de fabrication dans les organisations où la quantité d'émission produite par unité de production est réduite grâce au commerce. À l'intérieur du système des chaînes de valeur mondiales (CVM), les informations sont échangées entre les entreprises le long de la chaîne de valeur pour faciliter la conception et l'adoption de technologies environnementales par les fournisseurs. Participer à la chaîne de valeur mondiale peut être une forte motivation pour les organisations pour optimiser leurs techniques de fabrication

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

conformément aux exigences des organisations innovantes, sinon elles seront exclus de la chaîne de valeur.¹

En réalité, une chaîne de valeur verte consiste à intégrer la dimension environnementale dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement à travers la réduction des déchets, des émissions et de la consommation d'énergie, ainsi que l'adoption de pratiques durables dans toutes les étapes. Elle permet également d'améliorer l'efficacité des systèmes, la qualité des produits, la réduction des coûts et la flexibilité des processus. Cette stratégie vise à réduire l'impact environnemental de l'entreprise tout au long de sa chaîne d'approvisionnement, notamment en matière de pollution, de changement climatique et de préservation des ressources non renouvelables, grâce à la gestion du cycle de vie des produits et au respect des réglementations liées à la réduction des émissions de carbone.²

2.2 Compétitivité verte et différenciation des produits sur les marchés internationaux :

La compétitivité constitue un élément essentiel pour la position des entreprises sur les marchés internationaux. Elle intègre désormais la dimension environnementale, poussant les organisations à adopter une compétitivité verte à travers le développement de produits respectueux de l'environnement.

2.2.1 L'impact des stratégies environnementales sur la compétitivité et l'innovation des entreprises:

Les questions environnementales sont souvent perçues comme un moyen d'améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises, et des études montrent que cela ne se limite pas au secteur industriel ; il existe également une corrélation positive entre les avantages économiques et les mesures environnementales dans le secteur agricole.³

La compétitivité des entreprise : « *est l'ensemble des capacités (financières, technologiques, humaines et matérielles) de l'entreprise, quelle possède et utilise afin de se maintenir sur le*

¹ World Trade Organization (WTO), Asian Development Bank (ADB), Institute of Developing Economies (IDE-JETRO) et World Bank Group, *Global Value Chain Development Report 2023: Resilient and Sustainable GVCs in Turbulent Times*, rapport 2023.

² OUBAID, (F- Z) : « *Évaluation des pratiques de la chaîne d'approvisionnement verte en utilisant la méthode d'évaluation et d'analyse basée sur la distance (CODAS)* », *Dafatir Al-Iqtisadiya*, N°2, Novembre, 2025, pp.819-834.

³ BOIRAL, (O) : « *Concilier environnement et compétitivité, ou la quête de l'éco-efficience* », *Revue française de gestion*, N°158, Mai, 2005, pp.163-186.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

marché et ils doivent être sans cesse ajusté en fonction de ses concurrents ». ¹ Et donc la compétitivité verte d'une entreprise, c'est réussir l'entreprise à intégrer la responsabilité environnementale à ses opérations et à sa stratégie de base pour obtenir un avantage concurrentiel.²

Les entreprises qui investissent dans l'adaptation au réchauffement climatique et l'atténuation de son impact sont également plus enclines à exporter. À ce sujet, l'utilisation d'un certificat se justifie : le fait de disposer de certificats permettant de prouver le respect de certaines normes durables par exemple, GLOBALG.A.P. Pour les denrées alimentaires, favorise l'exportation des entreprises non seulement en termes de montant des exportations, mais aussi en termes de nombre de pays concernés.

En dehors de l'efficacité économique et de l'accès à de nouvelles opportunités sur les marchés, le développement d'une stratégie de durabilité pourrait également favoriser l'innovation dans les entreprises. Selon l'ITC, les entreprises qui prennent des actions de mitigation des effets du changement climatique ou qui adaptent leur fonctionnement à celui-ci sont de presque 20 % plus susceptibles de réaliser des innovations, soit par rapport aux produits, soit par rapport aux procédés, que les autres entreprises qui ne le font pas. Une recherche réalisée chez des entreprises vietnamiennes a aussi démontré que ces entreprises qui sont conformes aux normes environnementales sont plus susceptibles d'avoir mis en place un meilleur niveau d'innovation lorsqu'il s'agit de leurs processus opérationnels. Pareillement, au Brésil, les entreprises qui utilisent des pratiques durables et qui sont capables de maîtriser efficacement l'utilisation de l'eau et de l'énergie ont également favorisé une plus grande innovation dans leurs processus de production.

Par contraste, une étude récente réalisée par l'ITC en Argentine a montré que cette dynamique peut également s'écouler dans l'autre sens, en d'autres termes, qu'un investissement dans l'innovation est un outil efficace pour la lutte contre le changement climatique. En effet, les pionniers de l'entreprise peuvent introduire des produits innovants avec une faible émission d'émissions, remplacer les intrants polluants par des intrants à moindre émission, et introduire dans leurs cycles de production le concept de processus circulaires. Cette approche donne le

¹ ZEROUKI, (L) : « La compétitivité des entreprises et leur capacité à intégrer la chaîne de valeur mondiale : Cas des entreprises algériennes », master en sciences commerciales, université Mouloud Mammeri de TIZI OUZOU, 2018, p.21.

²<https://climate.sustainability-directory.com/term/green-competitiveness/#:~:text=Meaning%20%E2%86%92%20Achieving%20business%20success,and%20strategy%20for%20competitive%20advantage> (consulté le 09/04/2026 à 15 :39).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

coup d'envoi à la création d'une dynamique positive, puisque les entreprises qui favorisent la créativité sont aussi en mesure d'acquérir les compétences nécessaires à l'arrêt des activités dommageables pour la planète, et, ainsi, d'innover encore plus.¹

Les échanges commerciaux peuvent être déterminants pour la prospérité d'un pays et la réussite d'un entrepreneur. C'est qu'avec le commerce international, le développement et la création d'emplois d'un pays sont favorisés. Par contre, de façon interne, cela permet à l'entreprise d'élargir son marché et d'augmenter ses niveaux de production afin d'atteindre des économies d'échelle et produire à moindre coût ; c'est-à-dire la compétitivité basée sur le prix. Il y aura également plus de diversité en termes de produits, d'où la compétitivité non prix. Concrètement, il faut que l'entreprise crée de nouveaux produits.²

2.2.2 La différenciation écologique des produits sur les marchés internationaux :

La différenciation des produits : « désigne une situation où les consommateurs considèrent le produit offert par chaque producteur comme spécifique à cette entreprise et donc différent, sous certains aspects, des produits offerts par ses concurrents sur le marché. L'existence d'une forme de différenciation des produits implique par conséquent le non-respect de la condition d'homogénéité sur un marché. La différenciation des produits est une caractéristique aujourd'hui très répandue, induite à la fois par les conditions de la demande et par les stratégies des producteurs sur les marchés »,³ Cela signifie que la différenciation des produits est un moyen pour une entreprise de proposer un produit différent aux consommateurs, ce qui l'aide à être plus compétitive sur le marché.

Le produit écologique : « est également appelé produit biologique. Avec la définition la plus simple, ce sont les produits fabriqués sans l'utilisation d'intrants chimiques, d'additifs ou de méthodes nocifs dans aucun des processus jusqu'à ce qu'ils parviennent au consommateur à partir de la matière première utilisée pour la production du produit et atteignent même la nature avec un recyclage après consommation est essentiel »,⁴ Cela signifie que, du début de la production jusqu'à sa livraison au consommateur, le produit est fabriqué naturellement, sans utilisation de produits chimiques ni de substances nocives.

¹ Centre du Commerce International, *Renforcer la compétitivité verte des petites entreprises : Un livre blanc pour inspirer l'action*, rapport 2025.

² ZEROUKI, (L): op.cit, p53.

³ <https://moodle.luniversitenumerique.fr/mod/book/view.php?id=10788> (consulté le 09/04/2026 à 19 :42).

⁴ <https://www.ekoetiket.com/fr/sektorel/ekolojik-urun-nedir/> (consulté le 09/04/2026 à 20 :04).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

Par conséquent la différenciation écologique d'un produit consiste pour l'entreprise à différencier son produit de ceux de ses concurrents en le rendant écologique, c'est-à-dire naturel et sans produits chimiques. Cet atout lui permet d'être compétitive et d'attirer les consommateurs.

La différenciation des produits écologiques à l'échelle internationale par la matière de production biologique, c'est-à-dire utilisation des matières premières naturelles dans la production et la certification biologique, un étiquetage clair¹, plus la soumission des produits aux normes environnementales. Pour répondre aux demandes des clients à l'international, accéder à plusieurs marchés à l'international, les produits ont un avantage concurrentiel, et renforcer l'image de la marque.

3 Les opportunités et les contraintes liées à la transition écologique dans le commerce international

L'étude des opportunités et des contraintes liées à la transformation environnementale est essentielle pour comprendre les institutions et leur capacité à s'intégrer aux marchés mondiaux.

3.1 Les opportunités offertes par les marchés verts :

Les marchés verts offrent aux entreprises la possibilité d'adopter des pratiques nouvelles et durables pour l'économie mondiale, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives commerciales. Parmi ces opportunités figurent notamment :

3.1.1 Une opportunité d'améliorer l'image et la réputation de la marque :

Démontrer un engagement environnemental et prendre des mesures concrètes renforce l'attractivité de l'entreprise auprès de ses clients cibles, de ses partenaires et de ses futurs collaborateurs. Par conséquent, il est urgent d'intégrer l'entreprise dans une démarche environnementale globale, qui constitue un facteur clé pour attirer et fidéliser les talents.

3.1.2 Engagement stratégique et attractivité des investisseurs :

La participation à la transition écologique favorise la création de partenariats avec des acteurs partageant les mêmes valeurs de durabilité, ce qui peut générer des synergies

¹ Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), *Agritrade : Le commerce ACP analysé et décrypté – Note de synthèse*, rapport 2013.

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

bénéfiques pour la croissance des entreprises. Ainsi, les entreprises engagées dans des pratiques éco-responsables collaborent plus facilement avec des partenaires disposant de certifications environnementales comme ISO 14001.

Les investisseurs socialement responsables s'orientent de plus en plus vers les entreprises durables, notamment celles actives dans des secteurs comme les énergies renouvelables ou l'économie circulaire. Ces investissements permettent aux entreprises d'obtenir des capitaux tout en soutenant des projets ayant un impact positif sur l'environnement et la société.

3.1.3 Accès à de nouveaux marchés :

Les entreprises impliquées dans la transition écologique auront l'accès à de nouveaux marchés, tels que les marchés liés aux technologies vertes, aux technologies d'efficacité énergétique et aux services d'impact environnemental minime. Par exemple, la transition vers l'énergie peut être un domaine de nombreuses possibilités pour la fabrication et la distribution des énergies renouvelables, la construction de bâtiments de haute efficacité énergétique, et même la mobilité durable.

Bien que la transition écologique ne soit pas seulement un défi, c'est également une occasion unique d'examiner et de conceptualiser nos modèles économiques, pour explorer de nouveaux marchés et pour nouer de nouvelles relations stratégiques¹.

3.2 Les contraintes et barrières environnementales au commerce :

Les barrières environnementales figurent parmi les principaux défis auxquels le commerce est confronté aujourd'hui, compte tenu de l'évolution vers la conservation et la protection de l'environnement. Elles peuvent entraver l'activité d'une entreprise et sa capacité à être compétitive sur les marchés internationaux, barrières environnementales au commerce les plus importantes, on peut citer :

3.2.1 Contraintes réglementaires :

Un obstacle croissant au commerce mondial est la fragmentation des réglementations entre les pays. Les normes de sécurité des produits, les normes d'étiquetage, la protection des

¹[https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/agir-climat/comprendre-enjeux-du-climat/opportunités-economiques-entreprises#:~:text=pr%C3%AAs%20d'honneur-,S'engager%20en%20faveur%20de%20l'environnement%20:%20une%20opportunit%C3%A9,%C3%A0%20des%20particuliers%20\(B2C\)%20](https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/agir-climat/comprendre-enjeux-du-climat/opportunités-economiques-entreprises#:~:text=pr%C3%AAs%20d'honneur-,S'engager%20en%20faveur%20de%20l'environnement%20:%20une%20opportunit%C3%A9,%C3%A0%20des%20particuliers%20(B2C)%20) (consulté le 10/04/2026 à 16 :12).

Chapitre 01 : Cadre théorique de la transition écologique dans un contexte international

données et la conformité environnementale diffèrent et nécessitent une adaptation continue. Les coûts de mise en conformité pour les importations à forte intensité de carbone comme l'acier, le ciment et l'aluminium augmenteront en 2026 en raison de politiques renforcées telles que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE. Ignorer ces exigences peut entraîner des retards, des amendes, voire des interdictions pures et simples. Les entreprises sont de plus en plus dépendantes des réglementations croissantes.

3.2.2 Barrières techniques et environnementales :

Les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les barrières techniques au commerce visent à protéger la santé humaine, animale et végétale, mais elles sont souvent des barrières commerciales déguisées. De nombreuses importations sont refusées sans justification scientifique claire en raison de normes de sécurité, d'exigences de tests ou de réglementations environnementales variées. De nouvelles réglementations axées sur le développement durable, telles que les normes relatives aux importations sans déforestation, sont nécessaires, ce qui ajoute encore plus de complexité à la chaîne d'approvisionnement. Leurs manquements peuvent bloquer complètement les expéditions, entraînant des retards et des pertes importantes. Les producteurs nationaux sont généralement favorisés par ces mesures tout en imposant des contraintes plus lourdes aux exportateurs étrangers.¹

¹<https://www.logos3pl.com/fr/blog/top-10-trade-barriers-affecting-global-markets/#:~:text=le%20commerce%20international.-,1.,de%20tarification%20pour%20rester%20comp%C3%A9titif> (consulté le 10/04/2026 à 17 :43).

Conclusion du chapitre 01

En conclusion, ce chapitre a permis de poser les bases théoriques nécessaires à la compréhension des liens étroits entre la transition écologique et le commerce international. Dans un premier temps, l'étude des concepts fondamentaux du commerce international a montré l'importance des échanges internationaux, des importations et des exportations, ainsi que le rôle des théories classiques et modernes dans l'explication des dynamiques commerciales mondiales. Cette section a également mis en évidence l'importance des institutions nationales et internationales dans l'encadrement et la régulation des échanges, notamment dans un contexte marqué par les exigences environnementales croissantes.

Dans un second temps, l'analyse de la transition écologique a permis de comprendre son évolution historique, ses fondements théoriques ainsi que ses principaux enjeux environnementaux, économiques et sociaux. Cette transition représente aujourd'hui un processus incontournable visant à concilier croissance économique, préservation de l'environnement et développement durable. Elle mobilise plusieurs acteurs, notamment les institutions publiques, les entreprises et la société civile, qui participent activement à la mise en œuvre des politiques et stratégies écologiques.

Enfin, ce chapitre a démontré que la transition écologique influence profondément le commerce international à travers l'intégration des normes environnementales, la transformation des chaînes de valeur mondiales et l'émergence de nouvelles formes de compétitivité verte. Bien qu'elle offre de nombreuses opportunités liées au développement des marchés verts et à l'innovation durable, elle engendre également des contraintes et des barrières environnementales qui peuvent affecter les échanges internationaux. Ainsi, l'adaptation aux exigences écologiques devient un enjeu stratégique majeur pour les États et les entreprises souhaitant renforcer leur positionnement sur les marchés internationaux.

**CHAPITRE 02 : LES CONTRAINTES
ÉCOLOGIQUES ET LES STRATEGIES
D'EXPORTATION DES PRODUITS
AGRO-ALIMENTAIRE**

Introduction du chapitre 02

Dans un environnement économique mondial de plus en plus compétitif, les entreprises du secteur agroalimentaire doivent adopter des stratégies d'exportation efficaces afin de pénétrer les marchés internationaux et d'assurer leur compétitivité à long terme, l'internationalisation impliquant la maîtrise des processus logistiques, l'adaptation aux exigences des intermédiaires et des marchés, ainsi que la gestion des risques liés à l'exportation.¹Cependant, la réussite des stratégies d'exportation est freinée par un ensemble de contraintes internes et externes, notamment liées aux exigences des marchés internationaux, à la concurrence mondiale et aux barrières à l'entrée.²Ces éléments montrent que la stratégie d'exportation doit être conçue de manière globale et intégrée afin de surmonter la complexité des marchés internationaux.

Dans ce contexte, la transition écologique apparaît comme un nouvel impératif stratégique pour le secteur agroalimentaire. Les attentes des consommateurs et des distributeurs internationaux en matière de durabilité, de qualité et de traçabilité des produits influencent directement la compétitivité des entreprises à l'export.³ L'intégration de pratiques respectueuses de l'environnement ne relève plus uniquement d'une démarche éthique, mais constitue un levier stratégique permettant d'améliorer la valeur ajoutée des produits et de renforcer leur positionnement sur les marchés internationaux.

Ce chapitre est structuré en trois sections principales. La première section traite des stratégies d'exportation dans le secteur agroalimentaire, en présentant leurs spécificités, leurs formes ainsi que les facteurs de performance et les contraintes. La deuxième section s'intéresse à la situation environnementale et au secteur agroalimentaire en Algérie. La troisième section analyse l'intégration des pratiques écologiques dans les exportations agroalimentaires et leur impact sur les stratégies des entreprises.

¹ Abila,(M), Bouzid,(A) et Boudi, (A): « *Stratégies et obstacles à l'internationalisation des entreprises algériennes du secteur agroalimentaire* », Revue des Sciences Économiques et de Gestion, Université d'Alger 3 et Université de Bechar, 2019, pp140-141.

² Ibid, pp. 142-143.

³Ibid, pp. 140-141.

Section 1 : Les stratégies d'exportation des entreprises dans le secteur agro-alimentaire

Dans un contexte de mondialisation et d'intensification des échanges internationaux, les entreprises agroalimentaires sont amenées à recourir à l'exportation pour assurer leur croissance et leur compétitivité. Cependant, l'accès aux marchés étrangers dépend de la mise en œuvre de stratégies adaptées aux spécificités du secteur et aux exigences internationales. Cette section analyse ainsi les stratégies d'exportation en mettant en évidence leurs particularités, leurs formes, ainsi que les facteurs de réussite et les contraintes de leur mise en œuvre à l'international.

1 Spécificités des stratégies d'exportation dans le secteur agroalimentaire

Les stratégies d'exportation agroalimentaires sont marquées par la périssabilité des produits et des exigences élevées de qualité et de sécurité. Elles dépendent aussi fortement des marchés internationaux et des réseaux de distribution.

1.1 Caractéristiques des produits agroalimentaires :

1.1.1 Périssables :

Les denrées périssables se distinguent par leur sensibilité aux conditions de conservation, ce qui nécessite un suivi rigoureux pour garantir leur qualité et leur sécurité. Elles doivent être conservées à des températures spécifiques afin de limiter le développement de microorganismes pathogènes ou de toxines. La réglementation impose le contrôle de ces conditions, tandis que les recommandations des acteurs de la filière du froid précisent les mesures préventives et correctives à appliquer. Ces mesures assurent la qualité des produits tout au long de la chaîne de distribution et impliquent l'ensemble des intervenants dans le respect des normes

1

¹ DEFORGES, (J) :« Maîtrise de la chaîne du froid des produits laitiers réfrigérés », Cemagref, 1999, p11.

1.1.2 Exigence de qualité :

Le secteur agroalimentaire fait face à des exigences croissantes des consommateurs en matière de qualité et de sécurité des produits. Les crises alimentaires récentes, comme celle de la vache folle, ont révélé les limites des dispositifs existants et provoqué une perte de confiance des consommateurs. En réponse, les pouvoirs publics ont créé des organismes de veille sanitaire et de certification pour contrôler le respect des normes. De leur côté, les distributeurs ont développé des démarches garantissant la sécurité, la qualité gustative et environnementale des produits, notamment à travers des accords avec les producteurs et des filières qualité. Ces initiatives visent à offrir aux consommateurs des garanties fiables sur la qualité des produits alimentaires.¹

1.1.3 Sécurité alimentaire :

La sécurité alimentaire des produits agroalimentaires repose sur les systèmes alimentaires, qui organisent les activités de production, de distribution et de consommation en intégrant les flux économiques, physiques et institutionnels. Elle nécessite une offre suffisante, sûre, nutritive et diversifiée, fondée sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès, utilisation et stabilité. Le développement du modèle agro-industriel, apparu avec la révolution industrielle, a transformé les systèmes alimentaires par la production à grande échelle, la mondialisation des échanges et l'intégration des filières, soutenues par des innovations techniques et des dispositifs institutionnels garantissant la sécurité sanitaire des produits.²

1.2 Rôle des marchés internationaux dans la compétitivité des entreprises :

Les marchés internationaux jouent un rôle central dans la compétitivité des entreprises. L'ouverture sur l'extérieur est indispensable pour assurer leur croissance et leur pérennité dans un contexte d'intensification des échanges mondiaux. L'accès à ces marchés permet de dépasser les limites du marché national, d'élargir les débouchés et d'améliorer la position concurrentielle des entreprises. L'exportation constitue ainsi un levier stratégique pour

¹ FONTGUYON, (G-D), GIRAUD-HÉRAUD, (É), ROUACHED, (L) et SOLER, (L-G) : « *Qualité des produits alimentaires et marques de filières* », in revue *Sociologie du travail*, pp. 77-94.

² Ibid., p 3-4.

renforcer leur performance et leur présence internationale.¹ Notamment dans le secteur agroalimentaire où les marchés internationaux sont particulièrement déterminants. Une part importante de la production agroalimentaire est destinée aux exportations et la compétitivité des entreprises dépend directement de leur capacité à s'imposer à l'international. La viabilité et la croissance du secteur reposent sur l'aptitude des entreprises à faire face à la concurrence étrangère et à maintenir leur présence sur ces marchés. Les performances à l'exportation constituent un indicateur clé de compétitivité, et la capacité à répondre aux exigences des marchés internationaux influence directement la performance et le succès des entreprises agroalimentaires.²

1.3 Influence des distributeurs et chaînes de valeur sur le positionnement à l'export :

Les chaînes globales de valeur (CGV) constituent un cadre théorique essentiel pour comprendre comment les entreprises organisent leur production et leur distribution à l'échelle internationale. Elles permettent aux entreprises de bénéficier d'économies d'échelle, d'améliorer leur compétitivité et d'accéder aux marchés internationaux. Certaines firmes leaders coordonnent les activités des partenaires et fournisseurs afin d'assurer un positionnement efficace sur les marchés étrangers et de renforcer la compétitivité exportatrice des entreprises.³

Au sein de l'industrie agroalimentaire, les chaînes de valeur pilotées par la grande distribution (GD) et les certifications privées, comme l'IFS, constituent des outils stratégiques pour l'internationalisation des entreprises. Les firmes certifiées, conformes aux standards des distributeurs, ont davantage de possibilités d'exporter, d'accéder à de nouveaux marchés et de renforcer leur positionnement concurrentiel. La participation aux chaînes pilotées par la

¹BOUNCER, (F) et TAFOUKT, (S): « *Compétitivité des entreprises et stratégies d'exportation à l'international: cas de CEVITAL* », mémoire de Master en Sciences Commerciales, Université de Bejaia, 2016, p.2.

²Institut canadien des politiques agroalimentaires, *La compétitivité du secteur agroalimentaire canadien*, rapport 2010.

³BARHDAD, (A) et BENABDELHADI, (A): « *Cadre Théorique Général de l'Analyse des Chaines Globales de Valeur Appliqué à l'agroalimentaire : Concepts et enjeux* », International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Vol. 2, Issue 3, Mai, 2021, pp.214-232.

grande distribution influence également la performance globale des entreprises, confirmant le rôle central des distributeurs dans le positionnement à l'export.¹

2 Formes et modalités des stratégies d'exportation

Les stratégies d'exportation peuvent prendre différentes formes selon le mode d'accès aux marchés étrangers, tout en impliquant des modalités spécifiques liées à leur mise en œuvre. Ainsi, les entreprises doivent à la fois choisir la forme d'exportation la plus adaptée et ajuster leurs produits et processus aux exigences des marchés internationaux.

2.1 Les formes des stratégies d'exportation dans le secteur agroalimentaire :

Les stratégies d'exportation dans le secteur agroalimentaire se déclinent en plusieurs formes selon le degré d'implication de l'entreprise et ses objectifs de développement à l'international.

2.1.1 Exportation directe :

L'exportation directe désigne une stratégie par laquelle l'entreprise vend ses produits directement aux clients situés à l'étranger, sans recourir à des intermédiaires. Elle implique que l'entreprise prenne en charge toutes les opérations liées à l'exportation, telles que la prospection commerciale, l'organisation de la logistique et le respect des formalités administratives. Cette approche offre un meilleur contrôle du marché et une relation directe avec les clients, tout en demandant un engagement significatif.² Au vu de cette stratégie, l'exportation directe permet aux entreprises de bénéficier d'un meilleur contrôle sur la distribution et de renforcer la relation avec leurs clients internationaux. Elle peut également générer des marges plus élevées par rapport à l'utilisation d'intermédiaires, mais elle comporte des risques significatifs et nécessite des investissements importants.³

Et dans l'industrie agroalimentaire, l'exportation directe présente des spécificités particulières :

¹ AGBEKPONOU, (K.M), CHEPTEA, (A) et LATOUCHE, (K):« Chaînes de valeur mondiales pilotées par la grande distribution : analyse de la participation des entreprises agroalimentaires françaises », 14^e Journées de Recherches en Sciences Sociales, SFER, Clermond-Ferrand , 2021, pp. 4-11.

²<https://french.globalsources.com/knowledge/direct-exporting-vs-indirect-exporting-head-to-head-comparison> (consulté le 07/04/2026 à 23 :27).

³ MASSABIE-FRANCOIS, (M):«commerce international, gestion des opérations imports export », 2008, p.165.

- Elle nécessite une attention rigoureuse à la qualité et à la conservation des produits, en particulier pour les denrées périssables.
- Elle permet un meilleur contrôle du marché et une amélioration des marges bénéficiaires.
- Elle exige une organisation logistique efficace afin de garantir le respect des normes de qualité et la satisfaction des clients internationaux.

2.1.2 Exportation indirecte :

L'exportation indirecte consiste pour une entreprise à commercialiser une partie de sa production sur les marchés étrangers en passant par des intermédiaires. Cette approche est généralement considérée comme l'un des moyens les plus simples pour un fabricant d'accéder à un marché international. Elle nécessite seulement des ajustements limités au niveau de la gamme de produits, de l'organisation, des investissements et des objectifs de l'entreprise. Par ailleurs, cette méthode présente l'avantage de demander moins de ressources financières, dans la mesure où l'entreprise n'est pas tenue de mettre en place une force de vente à l'étranger.¹ S'agissant de l'industrie agroalimentaire, cette forme d'exportation présente des caractéristiques particulières :

- Elle est particulièrement adaptée aux entreprises disposant de moyens limités pour gérer directement les marchés étrangers.
- Elle facilite l'accès aux circuits de distribution et simplifie l'organisation des opérations.
- Elle permet de mieux gérer les contraintes liées au transport et à la conservation des produits.
- Elle contribue à réduire les efforts d'adaptation aux exigences des marchés étrangers.

2.1.3 L'exportation concertée (ou associée) :

L'exportation concertée repose sur un partenariat entre plusieurs entreprises d'un même pays afin de mutualiser les ressources, les coûts et les risques liés aux opérations d'exportation. Elle permet également le partage des savoir-faire et des connaissances des marchés étrangers, facilitant ainsi l'accès aux opportunités commerciales et aux appels

¹ROUANE, (R): « *Le marketing direct international : au service des exportations Algérienne hors hydrocarbures* », ENAG, Réghaia , Algérie, p.55.

d'offres. Toutefois, elle nécessite l'identification de partenaires complémentaires et implique une gestion parfois complexe et contraignante des relations de coopération.¹ Cette forme d'exportation présente des caractéristiques spécifiques lorsqu'elle est appliquée au secteur agroalimentaire :

- Elle est particulièrement adaptée aux entreprises disposant de moyens limités pour gérer directement les marchés étrangers.
- Elle facilite l'accès aux circuits de distribution et simplifie l'organisation des opérations.
- Elle permet de mieux gérer les contraintes liées au transport et à la conservation des produits.
- Elle contribue à réduire les efforts d'adaptation aux exigences des marchés étrangers.

2.2 Adaptation des produits agroalimentaires et des processus aux exigences des marchés étrangers :

L'accès aux marchés étrangers exige des entreprises agroalimentaires une adaptation des produits et des processus afin de répondre aux exigences techniques, sanitaires et commerciales des différents marchés.

2.2.1 Adaptation des produits agroalimentaires aux spécificités des marchés étrangers :

Les entreprises doivent adapter leurs produits aux attentes des consommateurs étrangers en tenant compte des préférences culturelles, des goûts locaux, des habitudes alimentaires et des valeurs propres à chaque marché.² Cette adaptation implique des ajustements du produit lui-même (composition, design, ingrédients), mais également de la communication du nom, du produit et du packaging, afin de faciliter l'acceptation et la compréhension par le consommateur.³ Par ailleurs, les facteurs économiques et concurrentiels influencent également ces décisions. Le niveau de développement du marché, le revenu moyen, la concurrence locale et la diversité des goûts et habitudes alimentaires conditionnent le degré d'adaptation

¹<https://www.eurofiscalis.com/lexiques/exportation-concertee> (consulté le 08 /04/ 2026 à 17 :58).

² NATHAN/VUEF : « *Les marchés étrangers – Guide de l'exportateur* », manuel, pp.145-146.

³<https://www.tutorchase.com/answers/ib/business-management/how-do-businesses-adapt-their-product-offerings-for-international-audiences> (consulté le 09/04/2026 à 19 :07).

nécessaire.¹À partir de ces éléments généraux, une application spécifique peut être observée au secteur agroalimentaire, où l'adaptation consiste donc à ajuster les caractéristiques du produit et sa communication aux attentes des consommateurs étrangers, en respectant les préférences culturelles et économiques de chaque marché. Cette approche garantit l'acceptation du produit et contribue à sa compétitivité sur les marchés internationaux.

2.2.2 Adaptation des processus aux exigences techniques, sanitaires et logistiques :

L'adaptation des processus repose sur le respect d'exigences techniques, sanitaires et logistiques.

A. Adaptation technique:

L'adaptation technique en matière de qualité et de sécurité alimentaire trouve ses origines dès l'Antiquité, avec des contrôles portant sur les poids, les mesures et certaines boissons. Au Moyen Âge, des réglementations encadrent déjà la qualité de certains produits alimentaires, tandis qu'au XIX^e siècle, le développement des sciences permet la mise en place de véritables dispositifs de contrôle des aliments. Cette évolution conduit progressivement à l'apparition des premières normes alimentaires avec le « *Codex Alimentarius Austriacus* », aujourd'hui considéré comme une référence mondiale.²

Dans ce contexte évolutif, les entreprises agroalimentaires sont amenées à adapter leurs processus de production afin de répondre aux exigences techniques actuelles, notamment à travers l'application du système HACCP et de la norme ISO 22000, qui constituent des démarches essentielles pour garantir la qualité et la sécurité des produits. Ces dispositifs reposent sur l'identification et l'évaluation des risques tout au long du processus de fabrication ainsi que sur la mise en place de mesures préventives visant à maîtriser les dangers susceptibles d'affecter la sécurité alimentaire, depuis les matières premières jusqu'au produit final.³

¹ GINOUX, (A-C):« *La stratégie de marque à l'international*», édition Ellipses, Paris, 2025, p.SP.

² CHALLAL, (O) : « *Normes internationales et les échanges dans le secteur agroalimentaire : cas des entreprises algériennes* », thèse de doctorat en sciences commerciales, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2023, p.72.

³ IZITI, (KH) :« *L'Application du système HACCP- ISO 22000 pour assurer la qualité/sécurité au niveau de l'industrie de boissons (jus de fruits) (SPA – NCA Rouïba)* », in *Revue d'économie et de développement humain*, vol. 11, n° 2, 2020, pp 34-48.

La réglementation technique impose par ailleurs le respect d'exigences liées aux caractéristiques des produits, aux procédés de fabrication ainsi qu'aux obligations administratives de mise sur le marché, avec des contrôles réalisés à différentes étapes de la chaîne de production afin de garantir la conformité aux normes et aux exigences des marchés de destination.¹ Cette évolution s'accompagne d'une structuration progressive des systèmes de normalisation, où le HACCP et l'ISO 22000 occupent une place centrale en tant que référentiels de gestion de la sécurité alimentaire, complétés par des standards privés tels que l'IFS et le BRC, utilisés pour évaluer la conformité des entreprises aux exigences de qualité, de sécurité et de légalité des produits.²

B. Adaptation sanitaire :

La sécurité sanitaire des aliments vise à protéger les consommateurs à travers des normes destinées à prévenir les risques alimentaires et à garantir la conformité des produits. Toutefois, ces exigences représentent une contrainte pour les pays en développement, qui doivent s'y adapter afin de faciliter leur accès aux marchés internationaux

L'accès aux marchés extérieurs dépend ainsi de plus en plus de la capacité des entreprises agroalimentaires à adopter des référentiels de sécurité sanitaire, l'intégration de normes telles que l'ISO 22000 ou d'autres standards privés permettant de répondre aux exigences des marchés les plus stricts et de faciliter l'exportation des produits. Néanmoins, le niveau d'adoption de ces référentiels demeure variable selon les entreprises, certaines les considérant comme un levier stratégique d'accès aux marchés internationaux, tandis que d'autres hésitent à investir en raison des coûts et des contraintes associés.³ Cette dynamique s'inscrit dans une approche globale mobilisant l'ensemble des acteurs de la filière agroalimentaire afin de garantir des produits sûrs, soutenue par le renforcement du cadre réglementaire et des

¹ BOUBRAHIMI, (N):« Exigences liées aux mesures SPS à l'export : cas des filières de la pêche, des fruits rouges et de l'apiculture au Maroc », CUTS International, Genève, 2020.

²<https://mae-innovation.com/processus-agroalimentaire-etapes-cles-normes-et-innovations-industrielles/#:~:text=Chaque%20entreprise%20agroalimentaire%20doit%20obligatoirement,%C3%A0%20chaque%20%C3%A9tape%20du%20processus> (consulté le 09/04/2026 à 23 :11).

³ ALLANI, (H), ROMDHANI, (A) et LAAJIMI, (A) : « Adoption de référentiels de sécurité sanitaire dans la filière dattes en Tunisie : portées et limites pour l'accès aux marchés d'exportation », in *NEW MEDIT*, N° 3, 2016, pp.64-72.

Chapitre 02 : les contraintes écologiques et les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire

institutions de contrôle, ce qui contribue à améliorer la conformité aux exigences internationales et à faciliter l'accès aux marchés d'exportation.¹

C. Adaptation logistique :

La logistique dans le commerce international assure la circulation efficace des marchandises afin qu'elles soient livrées au bon endroit, au bon moment et dans de bonnes conditions, tout en respectant les exigences réglementaires des différents pays, ce qui contribue à la satisfaction des clients ainsi qu'à l'efficacité globale des opérations d'exportation.²

La logistique agroalimentaire repose sur une organisation structurée couvrant l'acheminement des matières premières, leur transformation et leur distribution, avec des conditions spécifiques liées aux produits périssables, notamment le transport et le stockage sous température contrôlée, ainsi que des dispositifs de suivi garantissant leur qualité et leur sécurité tout au long de la chaîne.³ Dans ce cadre, la chaîne du froid constitue un système essentiel permettant de maintenir les denrées alimentaires dans des conditions thermiques adaptées afin de préserver leur valeur et leur qualité, reposant sur des principes fondamentaux tels que le refroidissement rapide après production, le maintien continu de la température et l'application d'un froid maîtrisé jusqu'à la consommation finale, nécessitant ainsi des équipements spécialisés et une gestion rigoureuse afin d'éviter toute détérioration des produits.⁴

Par ailleurs, le développement des infrastructures logistiques, notamment les ports, entrepôts et centres de stockage, facilite l'acheminement des produits agricoles vers les marchés internationaux, malgré des contraintes liées aux coûts élevés et au manque d'installations

¹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Organisation mondiale de la santé, *contrôle et certification des exportations alimentaires*, 2004.

² MEGHOUEFEL, (M- F) et MELIANI (K) : « *L'exportation et la chaîne logistique internationale* », Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences commerciales, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion, 2020, p.12.

³ REZGUI, (L) et ZADI, (S):« *Analyse de la logistique de distribution des produits agroalimentaires – Cas de CEVITAL* », Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales, Université A/Mira-Bejaia, 2022, p.40.

⁴ DERENS-BERTHEAU, (E) et LETANG, (G) : « *Chaîne du froid - Conservation des aliments, produits réfrigérés et congelés* », in Techniques de l'Ingénieur, 26 avril 2021.

spécialisées, ce qui rend l'amélioration continue de la chaîne logistique indispensable pour renforcer la compétitivité des exportations agroalimentaires.¹

3 Analyse des facteurs clés de succès et des contraintes des stratégies d'exportation

Les stratégies d'exportation dépendent de facteurs de réussite mais aussi de contraintes internes et externes qui peuvent limiter leur efficacité. Leur analyse permet de mieux comprendre la performance des entreprises à l'international.

3.1 Les facteurs clés de succès des stratégies d'exportation :

La réussite à l'exportation est influencée par plusieurs facteurs clés liés à la compétitivité et à l'adaptation des entreprises aux marchés étrangers.

3.1.1 Innovation comme facteur de succès dans le secteur agroalimentaire :

L'innovation constitue un élément central de la compétitivité et de la réussite des entreprises sur les marchés internationaux, notamment pour les PME, en tant que facteur déterminant de la performance à l'exportation favorisant l'adaptation aux exigences des marchés et l'amélioration de l'offre. Elle peut prendre différentes formes, notamment l'innovation de produit, de procédé et d'organisation, contribuant ainsi au renforcement de la capacité concurrentielle des entreprises.²

Pour les entreprises agroalimentaires, l'innovation apparaît comme un levier stratégique pour faire face à la concurrence et renforcer la position des entreprises sur le marché, dans un contexte de mondialisation où la compétitivité dépend fortement de la capacité à s'adapter à l'ouverture des marchés et à la concurrence étrangère.

Elle se décline principalement en innovation de produit, de procédé, d'organisation et de commercialisation, la première se traduisant par le développement de nouveaux produits ou l'amélioration de la qualité des produits existants, la deuxième par l'optimisation des techniques de production et des équipements utilisés, la troisième par l'évolution des modes

¹ LE COURRIER DU VIETNAM : « *L'investissement dans la logistique, un levier pour l'exportation de produits agricoles* », in Le Courrier du Vietnam, 17 juillet 2023.

² HAMMAMI, (I) et ZGHAL, (M) : « *Les facteurs clés de la performance à l'exportation d'une PME : Une revue de la littérature* », in Actes du 3ème colloque international de l'Association Maghrébine de Marketing (AMM), Hammamet, 07 mars, 2014, pp.1-17.

de gestion et de l'organisation interne de l'entreprise, et la dernière par l'amélioration des méthodes de présentation, de distribution et de promotion des produits sur le marché. Dans la pratique, ces innovations demeurent le plus souvent incrémentales, orientées vers l'amélioration de la qualité et le renouvellement progressif de l'offre, plutôt que vers des démarches structurées de recherche et développement.

3.1.2 Connaissance des marchés internationaux comme facteur du succès dans le secteur agroalimentaire :

La connaissance des marchés internationaux constitue un facteur déterminant dans la décision d'exportation et la croissance des entreprises. L'accès à l'information sur les marchés étrangers se développe à travers la participation aux foires commerciales, aux missions commerciales et aux voyages de prospection, qui facilitent l'acquisition d'informations et la compréhension des marchés internationaux.¹ Dans cette dynamique d'internationalisation, Les entrepreneurs du secteur agroalimentaire jouent un rôle central dans le développement des systèmes alimentaires et des chaînes de valeur durables, en contribuant à la création d'emplois, de revenus et au développement économique. Malgré certaines contraintes environnementales freinant leur activité, des initiatives de soutien à l'entrepreneuriat agroalimentaire sont mises en place afin de renforcer les capacités des acteurs, favoriser l'innovation et soutenir la croissance du secteur.²

3.1.3 Qualité des produits comme facteur du succès dans le secteur agroalimentaire :

Dans le secteur agroalimentaire, la qualité présente des caractéristiques spécifiques liées à la nature des produits alimentaires, notamment leur durée de vie limitée et les contraintes de conservation qui en découlent. La consommation directe de ces produits rend également essentielles les dimensions de sécurité sanitaire, de qualité nutritionnelle et sensorielle, auxquelles s'ajoutent des aspects socioculturels renforçant la complexité de la notion de qualité.³

¹ SELLAMI, (S) : « *Analyse des stratégies d'exportation de produits agroalimentaires : contraintes et facteurs clés de succès – Étude de cas CEVITAL* », mémoire de Master en sciences commerciales, École des Hautes Études Commerciales d'Alger, 2024, p.56.

² WALKER (C) et alii : « *Agripreneuriat en Afrique : Histoires d'inspiration* », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Eco Ventures International, Rome, 2020, p.7.

³ ISPA, (M-L) : « *La qualité en industrie Application : travail sur la qualité produit au sein d'une industrie agroalimentaire* », thèse de doctorat en médecine vétérinaire, Université Paul-Sabatier de Toulouse, 2004, p.18.

La qualité alimentaire se définit comme la capacité d'un produit à satisfaire les besoins nutritionnels dans des conditions de sécurité totale, et repose sur trois dimensions complémentaires, à savoir la qualité hygiénique garantissant l'absence de substances nocives, la qualité nutritionnelle liée à l'équilibre des apports énergétiques et nutritionnels, ainsi que la qualité organoleptique relative aux caractéristiques sensorielles telles que le goût, l'odeur et l'apparence influençant l'acceptation par le consommateur.¹

Au-delà de ces dimensions, les produits agroalimentaires intègrent également des qualités d'usage et de service liées à leur conservation, leur facilité d'utilisation et de préparation, lesquelles prennent une importance croissante avec l'évolution des modes de vie et des habitudes de consommation. La qualité peut ainsi être envisagée de manière plus globale à travers des dimensions de satisfaction, de santé, de sécurité et de service, complétées par des aspects symboliques et sociaux influencés par les évolutions sociétales.²

Dans ce cadre, la qualité s'impose comme un levier essentiel de compétitivité pour les entreprises agroalimentaires dans un contexte de mondialisation et de forte concurrence, contribuant à l'amélioration de la performance, notamment par l'optimisation du rapport qualité-prix et la réduction des coûts liés à la non-qualité. La mise en place de systèmes de certification qualité renforce par ailleurs la confiance des clients et valorise l'image des entreprises sur les marchés.³

3.2 Les contraintes à l'exportation des produits agroalimentaires :

Dans le contexte de l'internationalisation des échanges, l'exportation des produits agroalimentaires représente une opportunité de croissance pour les entreprises, mais elle est également confrontée à plusieurs contraintes pouvant limiter l'accès aux marchés étrangers.

3.2.1 Contraintes internes à l'exportation des produits agroalimentaires :

Les contraintes internes à l'exportation des produits agroalimentaires sont liées aux capacités financières, organisationnelles et de gestion des entreprises.

¹ ISPA, (M-L): Op.cit, p.19.

² Ibid, p20.

³ Ibid, p21.

A. Les contraintes financières :

Les contraintes financières à l'exportation des produits agroalimentaires se traduisent par :

- **Accès limité aux mécanismes de financement des exportations**¹: cette contrainte reflète les difficultés des entreprises à mobiliser les ressources financières nécessaires pour développer leurs activités à l'international, en raison des coûts liés à la production, au transport et aux exigences des marchés étrangers.
- **Déficit en capitaux disponibles**²: il s'agit de l'insuffisance des ressources financières internes permettant de soutenir les activités d'exportation et de répondre aux besoins d'investissement à l'international.
- **Dépendance aux conditions de financement et aux taux d'intérêt** : les décisions d'exportation sont influencées par les conditions d'accès au crédit ainsi que par le coût du financement, notamment les taux d'intérêt et les charges associées.
- **Contraintes liées à la liquidité et au financement interne** : la capacité financière interne de l'entreprise, notamment la liquidité et l'autofinancement, conditionne directement son aptitude à s'engager sur les marchés internationaux.³

B. Contraintes organisationnelles :

On distingue plusieurs contraintes organisationnelles à l'exportation des produits agroalimentaires liées à la structure interne, à la gestion, à la stratégie et aux ressources humaines des entreprises :

- **Organisation interne des entreprises (structure et fonctionnement)** : la performance des entreprises à l'exportation dépend de leur organisation interne, notamment de la structure organisationnelle qui influence leur capacité à gérer efficacement leurs activités et à s'adapter aux exigences du marché international.

¹ HORRI, (KH), DAHANE, (A), MAATOUG (M) : « *Problématique du développement des industries agroalimentaires en Algérie* », Laboratoire d'Agro Biotechnologie et de Nutrition en Zones Semi Arides Université de Tiaret, Algérie, European Scientific Journal January 2015, p. 225

² ARROUCHE, (N), CHITTI (M), Les barrières à l'export : « *essai d'analyse de la situation des entreprises Algériennes hors hydrocarbures* », El-Bahith Review 17/2017, p. 185.

³ BELLONE, (F) et alii : « *L'impact des contraintes financières sur les performances à l'exportation des entreprises françaises* », in Economie et statistique, N° 435-436, 2010, pp. 65-83.

- **Stratégie d'entreprise** : les choix stratégiques adoptés par les entreprises constituent un facteur déterminant de leur performance, en orientant leur manière de se positionner et d'agir sur les marchés étrangers.
- **Profil et rôle du dirigeant** : les caractéristiques du propriétaire-dirigeant influencent directement la performance organisationnelle, notamment dans la prise de décision et la gestion des activités exportatrices.
- **Gestion et développement organisationnel** : la capacité des entreprises à développer leur organisation interne et à améliorer leur mode de gestion conditionne leur aptitude à être performantes à l'international.
- **Ressources humaines et compétences** : le développement du personnel et la formation continue jouent un rôle important dans la capacité des entreprises à répondre aux exigences des marchés extérieurs.¹

C. Les contraintes liées à la production :

Les contraintes liées à la production à l'exportation des produits agroalimentaires se manifestent notamment par un niveau de production limité et une forte dépendance aux produits agricoles importés.

- **Niveau de production restreint²**: cette contrainte limite la capacité des entreprises à répondre efficacement à la demande, notamment sur les marchés internationaux. Elle peut freiner leur compétitivité et réduire leurs opportunités de croissance à l'export.
- **Dépendance élevée vis-à-vis des produits agricoles importés³**: cette situation traduit une faible autonomie de production locale, obligeant les acteurs à recourir aux marchés extérieurs pour satisfaire la demande. Elle peut fragiliser la stabilité des approvisionnements et augmenter la vulnérabilité aux variations des prix internationaux.

¹ ANANA, (M) : « Facteurs influençant la performance organisationnelle et l'orientation entrepreneuriale des PME agroalimentaires exportatrices au Maroc et en Espagne », in Dossiers de Recherches en Economie et Gestion, Dossier 13, N° 1, avril 2025, p. 121-134.

² ARROUCHE, (N) et CHITTI (M) : « Les barrières à l'export : essai d'analyse de la situation des entreprises Algériennes hors hydrocarbures », El-Bahith Review 17/2017, p.190.

³ HORRI,(KH), DAHANE, (A) et MAATOUG (M) : « Problematique du developpement des industries agroalimentaires en Algérie », Laboratoire d'Agro Biotechnologie et de Nutrition en Zones Semi Arides Université de Tiaret, Algérie, European Scientific Journal January 2015, p. 225.

3.2.2 Contraintes externes à l'exportation des produits agroalimentaires :

Les contraintes externes à l'exportation des produits agroalimentaires regroupent l'ensemble des exigences liées aux marchés internationaux, aux réglementations, à l'adaptation aux normes et aux contraintes logistiques du commerce international.

A. Contraintes liées aux marchés internationaux à l'exportation :

Les contraintes liées aux marchés internationaux à l'exportation concernent les exigences des pays cibles ainsi que la pression concurrentielle sur les marchés étrangers.

- **Adaptation des produits aux normes des pays cibles** : l'accès aux marchés étrangers exige que les produits respectent des normes spécifiques propres à chaque pays, ce qui impose aux entreprises des ajustements techniques et réglementaires.
- **Exigences liées à l'emballage et au conditionnement**: la mise sur le marché international nécessite un conditionnement conforme à des standards précis, adaptés aux exigences des marchés d'exportation.
- **Concurrence intense des pays voisins** : les entreprises font face à une forte concurrence provenant des pays limitrophes, ce qui renforce la pression sur leur compétitivité.
- **Compétitivité des produits concurrents régionaux** : certaines entreprises étrangères, notamment des pays voisins, proposent des produits à la fois de qualité et à des prix plus compétitifs, ce qui accentue la difficulté d'accès aux marchés.

B. Des contraintes législatives, réglementaires :

Les contraintes législatives et réglementaires regroupent l'ensemble des exigences administratives, juridiques et financières encadrant les opérations d'exportation.

- **Difficultés liées aux procédures administratives et aux mécanismes d'appui au commerce** : l'absence de guichet unique et les coûts élevés des certificats nécessaires à l'exportation constituent des obstacles pour les entreprises.
- **Lenteur dans la mise en œuvre des décisions liées à l'exportation** : l'exécution des décisions issues des rencontres entre les autorités publiques et les partenaires sociaux est souvent lente, ce qui retarde les actions d'accélération des exportations.

- **Risques liés aux erreurs de facturation et aux retards de rapatriement des fonds :** ces situations peuvent être rapidement assimilées à des cas de fraude dans les opérations d'exportation.
- **Contraintes liées aux opérations de change et aux frais imposés par les pays importateurs :** les entreprises exportatrices font face à des difficultés liées au change ainsi qu'à des coûts supplémentaires d'enregistrement exigés à l'international.¹

C. Difficultés liées à l'adaptation des produits aux normes internationales :

Les contraintes liées à l'adaptation aux normes internationales portent sur les exigences sanitaires, de qualité, de traçabilité et de conformité réglementaire des produits agroalimentaires.

- **Respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire :** l'industrie agroalimentaire est soumise à des règles strictes concernant toutes les étapes de transformation, de stockage, de transport et de vente des produits afin de garantir la sécurité des consommateurs et des salariés.
- **Application des normes internationales de sécurité alimentaire :** les entreprises doivent se conformer à des systèmes de management tels que ISO 22000 et à la démarche HACCP, qui visent à identifier et maîtriser les dangers liés aux aliments.
- **Conformité aux normes de qualité et environnementales :** les normes ISO 9001 et ISO 14000 constituent des exigences importantes pour les industriels du secteur agroalimentaire.
- **Adaptation aux exigences de traçabilité et d'étiquetage des produits :** chaque denrée alimentaire doit être correctement étiquetée afin de garantir sa traçabilité sur les marchés.
- **Adaptation aux différences de réglementation selon les produits et les marchés:** les exigences varient en fonction de l'origine du produit, de sa destination et du type de filière agroalimentaire.

¹ SELLAMI, (S) : « *Analyse des stratégies d'exportation de produits agroalimentaires : contraintes et facteurs clés de succès, étude de cas : CEVITAL* », mémoire de fin de cycle pour l'obtention du diplôme de Master en sciences commerciales, option Affaires Internationales, École des Hautes Études Commerciales d'Alger, dirigé par Pr. Farah RAHIAL, juin 2024,p.58.

- **Adaptation permanente à l'évolution de la réglementation:** les entreprises doivent suivre et s'adapter régulièrement à une réglementation en constante évolution ainsi qu'à des contrôles fréquents¹.

D. Les contraintes liées à la logistique internationale :

Les contraintes liées à la logistique internationale concernent les difficultés de transport, de conservation et de gestion des produits agroalimentaires sur les marchés d'exportation.

- **Contraintes liées au transport réfrigéré:** le transport des produits agroalimentaires nécessite des conteneurs spécialisés (REEFER), dont la disponibilité reste limitée malgré une demande croissante.
- **Coût élevé de la logistique frigorifique:** le recours aux conteneurs réfrigérés engendre des coûts nettement plus élevés que ceux des conteneurs classiques.
- **Déséquilibre entre l'offre et la demande en équipements de transport:** le nombre de conteneurs disponibles reste insuffisant par rapport aux besoins du marché, ce qui crée une contrainte logistique importante.
- **Contraintes liées à la gestion des produits périssables:** la nature sensible des produits agroalimentaires impose des conditions strictes de transport sous température dirigée.
- **Manque de fiabilité et de transparence dans certaines opérations de transport:** certaines pratiques logistiques peuvent remettre en question la traçabilité et la maîtrise des itinéraires de transport.
- **Pression et incertitudes dans le secteur du transport maritime:** le secteur fait face à des tensions logistiques et doit s'adapter en permanence aux contraintes du commerce international.²

¹<https://www.palamaticprocess.fr/blog/guide-dintroduction-sur-les-normes-de-l-industrie-agroalimentaire> (consulté le 11 /04 /2026 à 12 :55).

²<https://www.teamfrance-export.fr/actualites/commerce-agroalimentaire-transatlantique--entre-enjeux-logistiques-et-incertitudes-geopolitiques> (consulté le 11 /04 /2026 à 13 :46).

Section 2 : La situation environnementale et agro-alimentaire en Algérie

La situation environnementale et agroalimentaire en Algérie sera analysée à travers deux axes principaux. D'une part, un état des lieux de l'environnement mettant en évidence les principaux enjeux et les politiques mises en place. D'autre part, un aperçu du secteur agroalimentaire, en présentant sa structure, ses caractéristiques ainsi que son rôle dans l'économie nationale, notamment en termes de contribution au PIB, à l'emploi et aux exportations.

1 État des lieux de l'environnement en Algérie

La nature algérienne est très diverse, ils sont en mesure d'offrir des réserves de biodiversité importantes et des paysages de grande qualité grâce à leur diversité et à leur richesse.¹

En 2024, selon l'Indice environnemental, l'Algérie a été classée la 2ème pays arabe le plus respectueux de la nature. En niveau mondiale se positionne au 97^e rang.²

Malgré l'importance de la place qu'occupe l'Algérie, sa situation environnementale demeure préoccupante et laisse peu de place à l'optimisme. En l'absence de solutions immédiates, le pays pourrait être exposé à un risque de catastrophe écologique. Aujourd'hui, l'Algérie fait face à de nombreux défis liés à la gestion des ressources naturelles, notamment l'eau et les espaces, ainsi qu'à la lutte contre les différentes formes de pollution et de nuisances.³

Les défis environnementaux et climatiques constituent des facteurs influençant directement les choix stratégiques du pays dans plusieurs domaines, notamment l'eau, l'alimentation et la sécurité sanitaire. La Constitution algérienne a consacré la dégradation de l'environnement et ses effets négatifs comme des enjeux majeurs.⁴

¹ CHAOUI (S) et NEGHAZ(L) : « *La Protection de l'environnement et la Législation Algérienne (Son application dans la wilaya Bordj Bou Arreridj)* », Master en Sciences de la Nature et de la vie, Université Mohammed El Bachir El Ibrahimi Bordj Bou Arreridj, 2020, p 3.

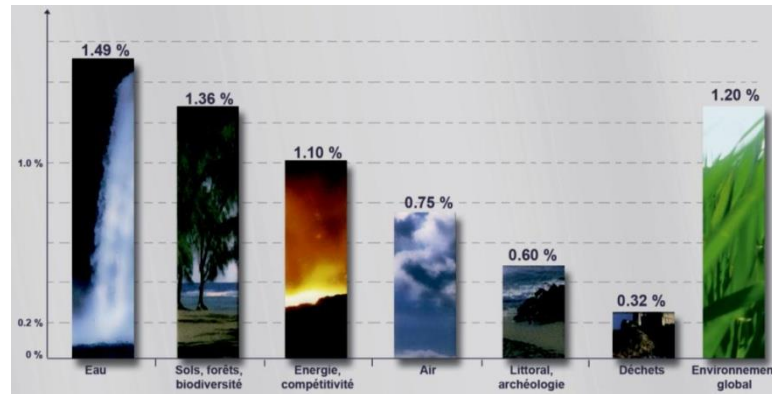
² <https://www.algerie360.com/indice-environnemental-2024-lalgerie-2%E1%B5%89-pays-arabe-le-plus-respectueux-de-la-nature/> (consulté le 11/04/2026 à 19 :37).

³ ABBACI (S) : « *Les inégalités écologiques en milieu urbain et leur impact sur l'attractivité des quartiers cas d'étude : Annaba* », Magister en Architecture, Université Bedji Mokhtar Annaba, 2013, p 77.

⁴ GRIMES, (S) : « *Enjeux et défis environnementaux et climatiques de l'Algérie : Vision 2035* », Alger, le 05/06/2024, 09h20 – 09h40.

Le coût des dommages environnementaux représente près de 7 % du PIB, soit l'équivalent de 3,5 milliards de dollars US.¹

Figure 1: Les coûts environnementaux en parts de PIB



Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme, *Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT 2025 – Synthèse)*, Rapport 2010.

1.1 Les principaux enjeux environnementaux :

Comme de nombreux pays, l'Algérie fait face à des défis environnementaux croissants qui menacent à la fois les écosystèmes et le développement durable. Parmi ces enjeux majeurs figurent la pollution, considérée comme l'une des menaces les plus dangereuses pour l'environnement et l'un des principaux problèmes dont souffrent tous les pays du monde, à l'heure actuelle. En plus du problème de la désertification dont souffrent les terres agricoles en particulier, en raison de leur mauvaise gestion², ainsi que du changement climatique.

1.1.1 La pollution :

La pollution représente un processus d'altération de l'environnement par l'accumulation de matières toxiques, de déchets et autres polluants. Ce peuvent être des particules fines, des gaz à effet de serre, des métaux lourds, des substances chimiques et des matières non biodégradables telles que les plastiques.³

¹Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme, *Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT 2025 – Synthèse)*, Rapport 2010.

²BELIL, (Z) : « La protection de l'environnement en Algérie entre les textes juridiques et les défis pratiques », *Revue de la pensée juridique et politique*, n°1, Mai, 2022, pp 776-795.

³ Fondation pour la recherche et la biodiversité, *Pollution et Biodiversité*, rapport 2022.

Algérie est confrontée à différentes formes de pollution qui affectent l'environnement et la santé humaine. Parmi les principales, on distingue la pollution atmosphérique, de l'eau et des sols.

A. La pollution atmosphérique:

La pollution atmosphérique a plusieurs définitions. En Algérie, selon la loi n° 03-10 du 19 juillet 2003, elle correspond à l'introduction dans l'air de substances comme les gaz, fumées ou particules, qui peuvent nuire à la santé, à l'environnement, à la sécurité publique, ainsi qu'aux plantes, à l'agriculture et aux constructions.¹

L'étude réalisée en collaboration avec l'Université de Bath au Royaume-Uni indique que l'Algérie figure parmi les pays les plus pollués au monde par les particules, avec des niveaux au nord compris entre 16 et 25 $\mu\text{g}/\text{m}^3$, et atteignant 70 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ au sud.

Les principales sources de pollution de l'air sont les transports inefficaces, les combustibles domestiques, les centrales au charbon et les activités industrielles. En Algérie, surtout au sud, les activités industrielles sont peu développées, mais les tempêtes de sable représentent une source importante de pollution par les particules fines, principalement en raison du Sahara. La situation géographique du pays et la direction des vents (Ouest et Sud) favorisent aussi l'augmentation de ces particules, tandis que la baisse des précipitations limite leur élimination.²

B. La pollution de l'eau :

L'une des principales causes de la pollution marine en Algérie est la contamination bactérienne des eaux usées. En effet, la pollution des eaux littorales peut provenir de plusieurs sources (atmosphériques, industrielles, agricoles et domestiques). Ainsi, une mauvaise qualité de ces eaux peut entraîner des conséquences néfastes sur la santé publique.³

¹ OUCHER, (N): « Les polluants indicateurs de pollution atmosphérique et leurs techniques de prélèvements dans l'air ambiant », Recherche et Développement, N°21, 2011, pp 2-3.

²MERABET (H) : “Pollution atmosphérique par les particules dans la région MENA”, Bulletin des Énergies Renouvelables, n°42, 2017, pp. 10-11.

³ Institut national de santé publique, *Bilan annuel de l'évaluation microbiologique des eaux baignades –Algérie 2019*, rapport 2019.

C. La Pollution de sols :

Depuis la révolution industrielle, les terres algériennes sont exposées à différents types de contaminations (hydrocarbures, mercure, métaux lourds, solvants, etc.), causées majoritairement par les activités humaines. Souvent invisibles à l'œil nu, ces composés chimiques peuvent avoir des effets nuisibles sur la santé humaine, celle des enfants et des êtres vivants qui se nourrissent de ces sols contaminés. Par ailleurs, ces polluants peuvent se transmettre par des vecteurs peu redoutés.¹

1.1.2 Désertification et changement climatique :

A. Désertification :

La désertification en Algérie touche surtout les régions arides et semi-arides, utilisées principalement pour l'élevage ovin. Ces espaces subissent des sécheresses répétées et une forte pression humaine comme le surpâturage et l'exploitation inadaptée des terres. Depuis plus de trente ans, ils connaissent une dégradation importante de l'écosystème (sol, végétation, faune). Cela entraîne une baisse du potentiel biologique et un déséquilibre écologique et socio-économique.²

B. changement climatique :

On observe une hausse des températures à partir des longues séries, notamment à Alger et dans plusieurs stations, avec une tendance nette liée à la période de sécheresse. Cette augmentation est aussi significative dans les régions désertiques, même dans des zones éloignées de toute urbanisation comme la station de l'Assekrem.³

1.1.3 Les politiques environnementales en Algérie :

Face aux défis environnementaux croissants, l'Algérie a mis en place un ensemble de politiques visant à protéger l'environnement et à promouvoir le développement durable. Ces

¹<https://cei-halfaoui.com/actu/pollution-des-sols-algerie/#:~:text=Pollution%20des%20sols%20en%20Alg%C3%A9rie%20:%20causes%20et%20cons%C3%A9quences,et%20des%20gaz%20parfois%20lib%C3%A9r%C3%A9s> (consulté le 13/04/2026 à 08 :32).

²<https://journals.openedition.org/vertigo/5375> (consulté le 13/04/2026 à 08:41).

³ MATARI (A) : « *Climat et changement climatique* », Journal Algérien des Régions Arides (JARA), Numéro spécial, 2016, pp 9-14.

politiques s'appuient à la fois sur des stratégies nationales de protection et sur un cadre réglementaire renforcé, soutenu par plusieurs institutions chargées de leur mise en œuvre.

1.1.4 Stratégie nationale de protection de l'environnement :

La Stratégie nationale de l'environnement 2017-2035 constitue une réponse au nouveau modèle de développement économique. Elle permet à l'Algérie de contribuer à 14 des 17 Objectifs de Développement Durable adoptés lors du sommet de 2015.

Cette stratégie repose sur sept (07) axes principaux : amélioration de la santé et de l'hygiène de vie, protection du capital naturel et culturel national, garantie d'une sécurité alimentaire durable ; développement d'une économie verte et circulaire, renforcement de la résistance face à la désertification, adaptation au changement climatique et participation aux efforts internationaux, mise en place d'une gouvernance environnementale.¹

1.1.5 Cadre réglementaire et institutions environnementales :

En Algérie, le cadre réglementaire de la protection de l'environnement repose sur un ensemble de lois qui fixent les principes fondamentaux de gestion et de protection du milieu naturel. Le code de l'environnement a instauré les bases de la politique environnementale en visant la lutte contre la pollution, la protection des ressources naturelles (eau, air, sol) et la préservation des équilibres biologiques, tout en considérant la protection de l'environnement comme une responsabilité collective. La loi 03-10 a renforcé ce dispositif en intégrant le principe de développement durable, en liant protection de l'environnement et développement économique et social, et en adoptant des principes tels que la prévention et le principe du pollueur-payeur.

Sur le plan institutionnel, la protection de l'environnement en Algérie est assurée par plusieurs organismes. Le ministère chargé de l'environnement définit et met en œuvre la politique nationale. Les collectivités locales jouent également un rôle important : la commune assure la gestion de la propreté publique, la protection des espaces verts et le suivi des projets

¹<https://www.me.gov.dz/fr/la-nouvelle-strategie-nationale-de-lenvironnement-2/> (consulté le 13/04/2026 à 09 :15).

locaux, tandis que la wilaya participe à la planification environnementale, à la prévention des risques et au soutien des communes dans la mise en œuvre des actions environnementales.¹

2 Aperçu du secteur agro-alimentaire en Algérie

La politique alimentaire adoptée par l'État depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui avait pour objectif principal de répondre aux besoins alimentaires de toute la population. Ainsi, une priorité particulière a été accordée aux produits dits « de base », en raison de leur forte consommation.

Jusqu'à la fin des années 1980, la politique agroalimentaire visait surtout à améliorer la consommation et à satisfaire les besoins de la population. Elle reposait sur deux moyens principaux : la subvention des prix pour les maintenir bas et l'importation massive de matières premières destinées à l'industrie. Cette stratégie, soutenue par les revenus pétroliers, a freiné le développement de l'agriculture locale et encouragé une forte dépendance aux importations, ainsi qu'une consommation élevée.

Dans les années 1970-1980, l'État a développé les industries de transformation sans les adapter aux ressources agricoles disponibles. Les unités ont été installées surtout dans les ports et grandes villes, et ont fonctionné principalement avec des intrants importés.

Cela a conduit à un secteur public agroalimentaire peu compétitif, qui a perdu une grande partie du marché au profit du secteur privé après la fin des monopoles.²

2.1 Structure et caractéristiques du secteur :

Au niveau Algérien le secteur agro-alimentaire est diversifié. La nomenclature des composantes du secteur, telle que définie par le CNRC (Centre National du Registre de Commerce), comprend six activités principales, chacune regroupant plusieurs sous-activités : la meunerie, le lait et les produits laitiers, les huiles et corps gras, la production et le raffinage

¹BELIL (Z) : « *La protection de l'environnement en Algérie entre les textes juridiques et les défis pratiques* », *Revue de la pensée juridique et politique*, n°1, Mai, 2022, pp 776-795.

²TEBANI (A) : « *L'industrie agroalimentaire en Algérie: Etat des lieux et stratégie d'avenir* », *Revue des droits et des sciences humaines – Études économiques*, N°2(27), 2013, pp 453-461.

Chapitre 02 : les contraintes écologiques et les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire

du sucre, la production de boissons, ainsi que les produits divers (conserverie, alimentation du bétail, production de viandes et de volailles,...).¹

Tableau 1: les industries les plus importantes par secteur d'activité

Secteurs productifs	Entreprises
Filière des céréales	Groupe public ERIAD, SIM, Metidji, Amor Benamor, Moula, Sosemie, Amour, La belle, Chikhoulne...
Eaux & boissons	Castel, Fruital, Hamoud Boualem, NCA Rouiba, Vitajus, Ifri, ABC Pepsi, N'Gaous, Toudja, La belle, Cevital, ...
Huiles et corps gras	Cevital, COGB Labelle, Bellat, Almag, Entreprise public Cogral, Mateg, ...
Produits laitiers	Groupe public Giplait, Soummam, Danone, Hodna, Candia Tchén Lait, Trèfle
Conserves fruits et légumes	Conserverie Benamor, conserverie Amour, conserverie SIM, complexe Izdihar, ...
Raffinage de sucre	Cevital, Cristal Union, Groupe Berrahal, ...

Source: Chérif. E, « L'Algérie, un marché à investir », Agroligne, n° 103, Avril- Juin 2017, p12.

2.1.1 Importance économique du secteur agro-alimentaire :

En 2025, les industries agroalimentaires (IAA) occupent une place importante dans l'économie algérienne².

A/ La part des industries agroalimentaires dans la production brute :

La production brute englobe les biens et services produits dans un établissement et devenant utilisables en dehors de celui-ci, ainsi que les biens et services destinés à un usage final propre. Ainsi définie, l'analyse de la production brute du secteur agroalimentaire

¹ TIMERIDJINE (S) : « L'industrie agroalimentaire levier de diversification de l'économie algérienne : état des lieux », N°01, Janvier, 2023, pp118-133.

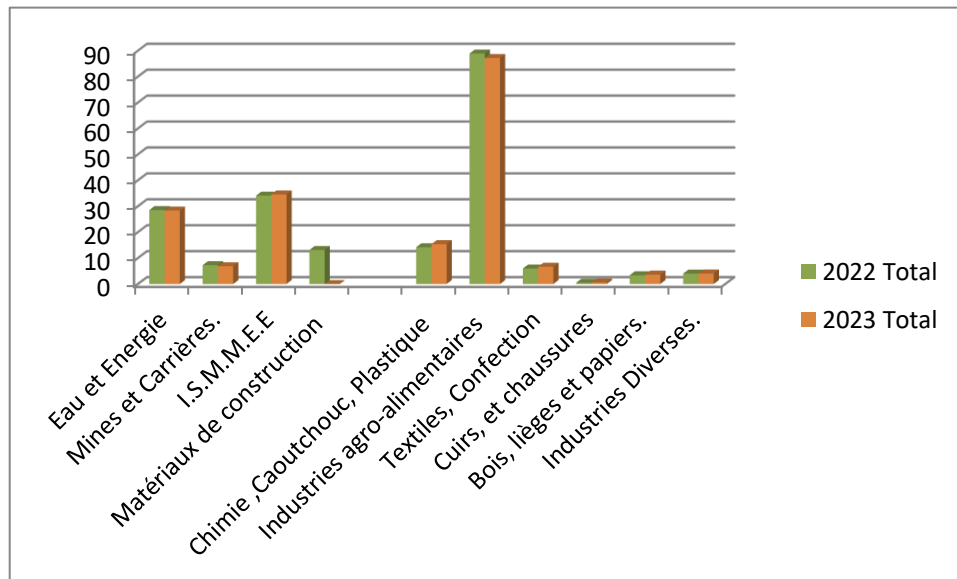
²<https://www.teamfrance-export.fr/fiche-marche/equipements-et-solutions-pour-l-agriculture-et-l-agroalimentaire/solutions-pour-les-iaa/DZ> (consulté le 15/04/2026 à 21:06).

Chapitre 02 : les contraintes écologiques et les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire

national permet de comprendre son poids par rapport aux autres secteurs d'activité économique et d'établir la participation de chaque secteur juridique.¹

Figure 2 : Répartition de la production brute hydrocarbures par secteur d'activité en 2022-2023

En pourcentage %



Source : Etabli par nos soins à partir des données de l'ONS/Collections Statistiques activité industrielle 2014 à 2023, N°243, Page 425 (Annexe 3).

Les données du tableau (voir l'annexe 3) et de la figure N°2 montre qu'en 2023 les industries agroalimentaires (IAA) viennent en 1ère position avec près de 90%, suivies par les ISMMEE (38%) et le secteur eau et énergie (32%), tandis que les autres secteurs restent faibles. Cependant, ces résultats restent déséquilibrés, en raison de la forte dominance des IAA dans la production industrielle et de la faible contribution des autres branches, avec une évolution presque stable entre 2022 et 2023.

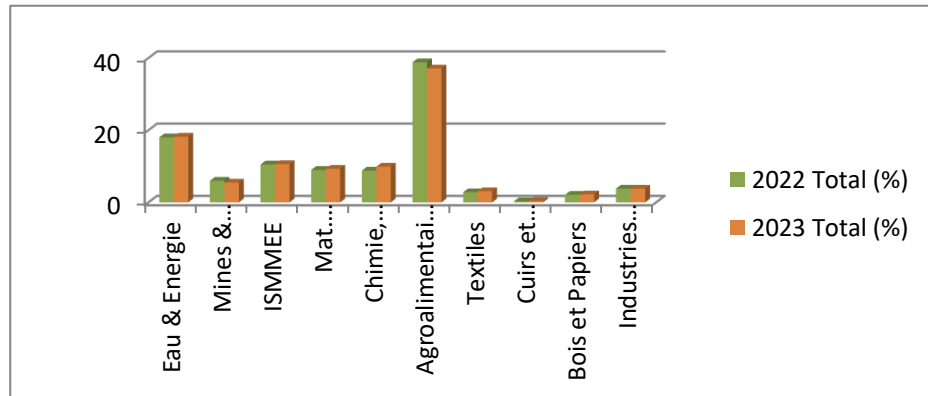
¹ AIROUCHE, (S) et BOUZIDI, (S) : « *Analyse du secteur agro-alimentaire et son impact sur la croissance économique* », master en économie Appliquée et Ingénierie Financière, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2015, p33.

B/ La part des industries agroalimentaires dans la valeur ajoutée :

La figure ci-dessus montre la répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité

Figure 3:Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (2022-2023)

En pourcentage %



Source : Etabli par nos soins à partir des données de tableau (Annexe 4).

D'après les données du tableau (voire l'annexe 4) et la figure N°3 d'une manière générale, on observe une légère baisse de la part du secteur agroalimentaire, passant de 38,8 % en 2022 à 37,1 % en 2023. Cette diminution s'explique principalement par le recul de la contribution du secteur privé (de 64,0 % à 61,5 %), malgré une stabilité relative du secteur public.

2.1.2 Types de productions dans le secteur agro-alimentaire :

En réalité, l'industrie agro-alimentaire est définie comme étant l'industrie qui transforme les matières premières provenant de l'agriculture afin d'en faire des aliments stockables, utilisables dans la préparation des repas. On peut donc comprendre qu'il existe deux principales formes de productions au sein de ce secteur industriel, soit l'agriculture et la production de transformation.¹ On peut donc comprendre qu'il existe deux principales formes de productions au sein de ce secteur industriel, soit l'agriculture et la production de transformation.

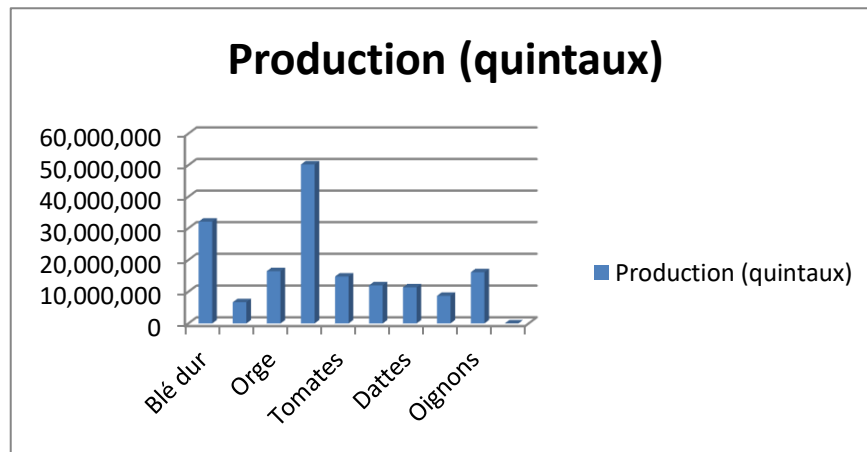
¹ Université Abdelhamid Mehri Constantine 2 : « *L'industrie agro-alimentaire en Algérie : état des lieux et perspectives de développement* », Actes du 1er colloque international. Constantine, Constantine, Algérie, 2019, p.1.

A. l'agriculture :

Le secteur de l'agriculture en Algérie est un secteur clé et il est un pilier majeur de l'économie nationale, il permet de garantir la sécurité alimentaire du pays en couvrant plus de 74% des besoins nationaux en produits agricoles.¹ En outre l'agriculture est considérée comme la principale source de matières premières de l'industrie agro-alimentaire.

Figure 4 : la production de matières premières plus importantes de l'industrie agroalimentaire en Algérie (2019)

En quintaux (qx)



Source : Etabli par nos soins à partir des données de tableau (Annexe 5)

Le tableau (voire l'annexe 5) et a figure N°4 montre que la production agricole en Algérie destinée à l'industrie agroalimentaire est dominée par les céréales (blé dur, blé tendre, orge) et les cultures maraîchères, notamment la pomme de terre et la tomate. Les fruits comme les oranges, les dattes et les olives occupent aussi une place importante. Globalement, la production est concentrée sur quelques produits essentiels qui constituent la base de la transformation agroalimentaire en Algérie.

L'Algérie reste le deuxième importateur mondial de poudre de lait², qui est considérée comme une matière première importante dans le secteur agro-alimentaire. Par l'intermédiaire de 5

¹<https://aapi.dz/secteur-de-lagriculture/> (consulté le 17/04/2026 à 23 :19).

²<https://www.djazagro.com/fr-FR/actualites-tendances/actualites/le-secteur-des-matieres-premieres-ingredients-et-additifs-a-djazagro> (consulté le 18/04/2026 à 18:50).

Chapitre 02 : les contraintes écologiques et les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire

fournisseurs de cette matière en 2017, à savoir : la Nouvelle-Zélande (60,7%) des quantités importées), la France (14,24%), l'Argentine (7,07%), la Pologne (4,3%) et la Belgique (3,3%) ,Ainsi que le blé soit dur et tendre et le sucre roux sont importé par l'Algérie destinées à l'industrie agro-alimentaire.¹

B. La production agro-alimentaire (transformation) :

Les IAA « regroupent l'ensemble des activités industrielles qui transforment des matières premières issues de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche en produits alimentaires destinés à la consommation humaine ou animale », ² c'est-à-dire (IAA) désignent les activités qui consistent à transformer des matières premières issues de l'agriculture, de l'élevage ou de la pêche en produits alimentaires prêts à la consommation. Autrement dit, elles assurent le passage des produits bruts vers des produits finis. Le tableau ci-dessous montre les filières de l'industrie agroalimentaire et leurs produits en Algérie.

Tableau 2: les filières de l'industrie agroalimentaire et leurs produits en Algérie.

Filière	Produits
Meunerie	Farine, semoule, pâtes alimentaires, couscous, produits de boulangerie, biscuiterie, produits infantiles
Lait et produits laitiers	Lait, beurre, fromage, produits laitiers, confiserie, chocolat, glaces, arômes alimentaires
Huiles et corps gras	Huiles végétales, graisses animales, margarine
Sucre et produits associés	Sucre, café, thé, levure, transformation des dattes
Boissons	Eau minérale, jus, boissons non alcoolisées, boissons alcoolisées (vin, bière...)
Produits divers	Conserves (fruits, légumes, viande, poisson), plats cuisinés, condiments, bouillons, viandes transformées, aliments pour animaux

Source : Etabli par nos soins à partir des données de CNRC

¹[https://www.commerce.gov.dz/fr/statistiques/alimentation-les-prix-a-l-importation-du-1er-trimestre-2017#:~:text=Concernant%20la%20r%C3%A9partition%20des%20importations%20alimentaires%20par,\(14%2C24%25\)%2C%20l%60Argentine%20\(7%2C07%25\)%2C%20la%20Pologne%20\(4%2C3%25\)%20et](https://www.commerce.gov.dz/fr/statistiques/alimentation-les-prix-a-l-importation-du-1er-trimestre-2017#:~:text=Concernant%20la%20r%C3%A9partition%20des%20importations%20alimentaires%20par,(14%2C24%25)%2C%20l%60Argentine%20(7%2C07%25)%2C%20la%20Pologne%20(4%2C3%25)%20et) (consulté le 18/04/2026 à 19 :14).

² OULEBSIR, (S) et MERZOUK, (F) : « Les Industries Agro-alimentaires dans le processus de diversification de l'économie algérienne », MAAREF, N°02, Décembre, 2025, pp1032-1050.

3 Rôle du secteur agro-alimentaire dans l'économie nationale

En effet, l'industrie agro-alimentaire revêt une importance cruciale dans le développement de l'économie du pays en raison de son apport essentiel au processus de production de richesse et d'emplois. De plus, l'industrie agro-alimentaire est essentielle aux activités commerciales par le biais des exports de certains produits.

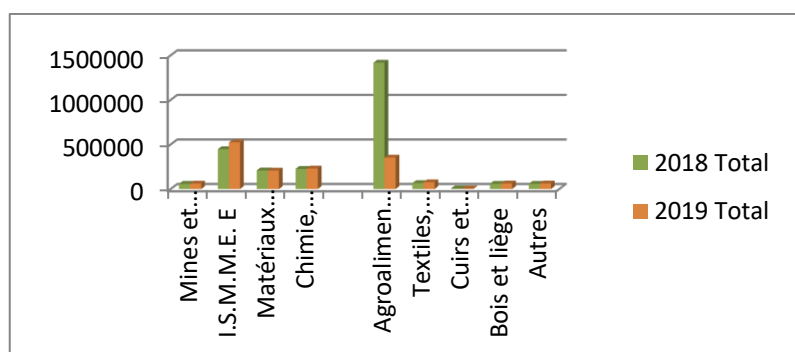
3.1 Contribution au PIB et à l'emploi :

3.1.1 Contribution au PIB :

L'industrie agro-alimentaire constitue l'un des secteurs les plus importants de l'économie nationale, elle enregistre la contribution la plus élevée au PIB en 2019 avec 1234358DA pour le secteur privé¹.

Figure 5 : évolution du PIB par secteur industriel (2018 –2019)

En millions DA



Source : Par nos soins à partir des données de tableau (Annexe 6).

Le tableau (voire l'annexe 6) et la figure N°5 montre que le secteur agroalimentaire enregistre une hausse entre 2018 et 2019, passant de 1 417 562,6 à 353 078,4 millions DA. Malgré cette évolution, il reste dominé par le secteur privé, qui représente la plus grande part de la valeur ajoutée.

Cela montre que l'industrie agroalimentaire constitue un secteur dynamique et fortement porté par les entreprises privées, avec une contribution importante à la richesse nationale.

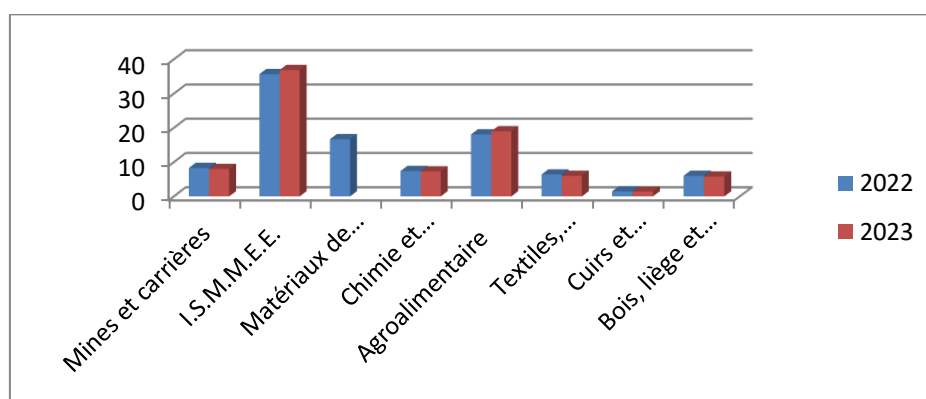
¹ TIMERIDJINE, (S) : « L'industrie agroalimentaire levier de diversification de l'économie algérienne : état des lieux », N°01, Janvier, 2023, pp118-133.

3.1.2 Contribution à l'emploi :

Le secteur agro-alimentaire joue un rôle important dans la création de l'emploi en l'Algérie le tableau ci-dessous montre Evolution de l'emploi par secteur d'activité (secteur public national mais ne couvrent pas la totalité des entreprises industrielles publiques).

Figure 6 : Evolution de l'emploi par secteur d'activité (secteur public 2022-2023)

En pourcentage %



Source : établi par nos soins à partir des données de tableau (Annexe 7).

à partir de tableau (voire l'annexe 7) et la figure N°6 Le secteur agroalimentaire enregistre une augmentation de l'emploi dans le secteur public, passant de 18,1 % en 2022 à 19,0 % en 2023. Cela montre un renforcement de son rôle dans la création d'emplois, confirmant son importance croissante au sein de l'économie nationale.

3.2 Place dans le commerce extérieur:

Le secteur agroalimentaire joue un rôle moteur dans la reconfiguration du commerce extérieur algérien, surtout aujourd'hui elle engage dans une transformation économique profonde, cherchant à diversifier ses sources de revenus et à développer des secteurs alternatifs capables de générer des devises et de créer des emplois durables¹, le tableau ci-dessous illustre les exportations de l'industrie agroalimentaire et des exportations hors hydrocarbures en Algérie 9 mois en 2022 et 9 mois en 2023.

¹<https://www.djazagro.com/fr-FR/actualites-tendances/actualites/exportations-agroalimentaires-les-nouvelles-ambitions-de-lalgerie#:~:text=L'agroalimentaire%20joue%20un%20r%C3%B4le%20moteur%20dans%20la%20reconfiguration%20du%20commerce%20ext%C3%A9rieur%20alg%C3%A9rien> (consulté le 19/04/2026 à 22 :12).

Chapitre 02 : les contraintes écologiques et les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire

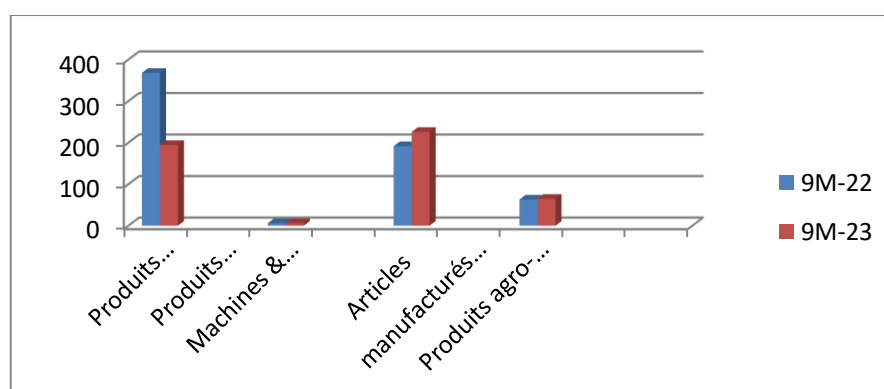
Tableau 3: Évolution des exportations de l'industrie agroalimentaire et des exportations hors hydrocarbures en Algérie (9M-22/9M-23)

	9M-22	9M-23
Produits chimiques et Produits connexes, nda	368	194,4
Machines & Matériel de transport	6,1	6,4
Articles manufacturés divers	191,5	225,8
Produits agro- alimentaire	63,0	64,8
Total Hors Hydrocarbure	629,2	491,5
Produits agroalimentaires / Total Hors Hydrocarbures (%)	10,01	13,18

Source : Etabli par nos soins à partir des données de l'ONS / Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises Neuf mois 2023- N°1013, page 13

Figure 7 :Évolution des exportations de l'industrie agroalimentaire et des exportations hors hydrocarbures en Algérie (9M-22/9M-23)

En milliards DA



Source : établi par nos soins à partir des données de tableau N°8.

Chapitre 02 : les contraintes écologiques et les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire

Le tableau et la figure N°7 montre que les exportations des produits agroalimentaires enregistrent une légère hausse, passant de 63,0 à 64,8 milliards DA entre 9M-22 et 9M-23. Leur part dans le total des exportations hors hydrocarbures augmente également de 10,01 % à 13,18 % ce qui montre une amélioration de sa contribution aux exportations hors hydrocarbures, ce qui confirme son rôle croissant dans la diversification de l'économie algérienne.

Section 3 : intégration des pratiques écologique dans l'exportation des produits agro-alimentaires en Algérie

Dans un contexte marqué par l'augmentation des risques environnementaux tels que le changement climatique, la pollution ou encore la gestion des déchets, la protection de la nature est devenue une préoccupation majeure des sociétés contemporaines. Cette situation a renforcé l'intérêt porté aux pratiques écologiques, considérées comme un moyen d'agir face à l'ampleur des enjeux environnementaux. Ainsi, ces pratiques, encouragées par les campagnes de sensibilisation et les discours institutionnels, reflètent une volonté de modifier les comportements afin de réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement.¹ Sur cette base, les pratiques écologiques dépassent le niveau individuel pour concerner aussi les activités économiques, notamment le secteur agroalimentaire, où elles prennent une importance croissante dans les échanges et l'exportation des produits.

Cette section vise à analyser l'intégration des pratiques écologiques dans l'exportation des produits agroalimentaires en Algérie. Elle abordera successivement les pratiques écologiques adoptées par les entreprises et leur niveau d'intégration, l'influence de ces pratiques sur les stratégies d'exportation, ainsi que les contraintes et perspectives liées à leur mise en œuvre.

1 Les pratiques écologiques adoptées par les entreprises agroalimentaires algériennes à l'export

Les pratiques écologiques peuvent être définies comme l'ensemble des comportements et actions adoptés dans le but de respecter l'environnement, de préserver la nature et de réduire l'impact des activités humaines sur les écosystèmes, à travers des choix quotidiens orientés vers la durabilité.² Ces pratiques peuvent également être adoptées par les entreprises agroalimentaires.

1.1 Typologie des pratiques écologiques adoptées par les entreprises agroalimentaires algériennes:

Parmi lesquels on distingue les suivants :

¹<https://journals.openedition.org/vertigo/9881> (consulté le 12/04/2026 à 13:44).

²<https://www.windowo.fr/blog/ecologique-qu-est-ce-que-cela-signifie-> (consulté le 12/04/2026 à 15 :26).

1.1.1 Développement de l'agriculture biologique :

L'agriculture biologique en Algérie connaît une progression continue, caractérisée par l'augmentation du nombre d'entreprises engagées dans ce secteur. Elle se développe à travers des producteurs déjà actifs qui mettent en œuvre des pratiques biologiques dans leurs activités. On observe également que certaines entreprises agroalimentaires utilisent la certification biologique comme garantie de conformité aux normes, ainsi que des modes de commercialisation comme la vente directe et les plateformes numériques pour la distribution de leurs produits. Ainsi, ce développement se traduit par la présence de producteurs certifiés, la diversification des circuits de vente et l'adoption de pratiques liées à la production et à la commercialisation des produits biologiques.¹

1.1.2 Adoption d'emballages écologiques et recyclables :

La forte utilisation d'emballages plastiques dans le secteur agroalimentaire contribue significativement à la pollution mondiale. Selon Break Free From Plastic (2023), les emballages alimentaires représentent environ 83 % des déchets plastiques collectés, ce qui met en évidence l'impact environnemental majeur de ce secteur². En Algérie, l'emballage agroalimentaire occupe une place importante dans la chaîne logistique et représente une part significative du coût des produits. Ce secteur repose largement sur l'utilisation du plastique, principalement à usage unique et en grande partie importé, alors que le taux de recyclage demeure faible. Cette situation entraîne une accumulation importante de déchets plastiques, dont une part notable persiste dans l'environnement. Par ailleurs, la présence de matériaux alternatifs recyclables et biodégradables est également observée dans le domaine de l'emballage agroalimentaire.³

¹<https://www.horizons.dz/2024/07/horizons-dz-dossiers-brahim-seddiki-expert-en-certification-ecologique/#:~:text=Nous%20avons%20des%20crit%C3%A8res%20rigoureux%20pour%20accorder.de%20nos%20certifications%20sur%20les%20march%C3%A9s%20mondiaux> (consulté le 14/04/2026 à 09 :32).

²NDIAYE, (C) : « *Emballages durables : Nestlé vers un modèle d'excellence, pour un avenir sans plastique* », travail de Bachelor en économie d'entreprise, Haute École de Gestion de Genève, 2024, p.10.

³<https://ouest-tribune.dz/lutte-contre-le-plastique-repenser-lemballage-agroalimentaire-pour-concilier-economie-et-ecologie> (consulté le 14/04/2026 à 10 :20).

1.1.3 Gestion des déchets et lutte contre le gaspillage :

Les entreprises du secteur agroalimentaire mettent progressivement en place des actions visant à réduire le gaspillage alimentaire. Dans ce cadre, Cevital, en tant qu'entreprise spécialisée dans l'agroalimentaire, adopte des pratiques agricoles durables qui contribuent à la protection de l'environnement et à la préservation de la biodiversité. L'entreprise met également en place des systèmes efficaces de gestion des déchets, permettant la réutilisation de certaines substances et la réduction de la quantité de déchets générés.¹

En Algérie, la gestion des déchets et la lutte contre le gaspillage reposent sur le principe de l'économie circulaire, qui vise à réduire les déchets et à favoriser leur réutilisation, leur recyclage et leur valorisation. Cette approche encourage également l'éco-conception, l'utilisation de matériaux recyclables ainsi que la limitation des impacts environnementaux. L'État renforce aussi la sensibilisation et l'implication des différents acteurs afin de promouvoir des pratiques plus durables,² notamment dans le secteur agroalimentaire.

1.1.4 Optimisation de la consommation des ressources (eau et énergie) :

Les industries agroalimentaires sont de très grandes consommatrices d'eau et d'énergie en Algérie³. Dans un contexte marqué par l'aggravation du stress hydrique, les pouvoirs publics ainsi que les acteurs privés en Algérie accordent une importance croissante à l'amélioration de l'efficacité dans la gestion des ressources. L'Algérie met ainsi en œuvre des politiques visant l'optimisation de la consommation des ressources en eau et en énergie, notamment dans les secteurs économiques, en particulier l'agriculture. À l'échelle nationale, plusieurs dispositifs et stratégies, notamment le Plan national climat 2018 et les politiques hydriques, visent à promouvoir une utilisation rationnelle de l'eau, à travers le développement de techniques d'irrigation de précision et le recours à des solutions de dessalement reposant sur les énergies renouvelables. Par ailleurs, les entreprises s'adaptent progressivement aux évolutions des exigences environnementales internationales, telles que le Mécanisme d'ajustement carbone

¹<https://www.cevital-agro-industrie.com/le-gaspillage-un-enjeu-environnemental-2/> (consulté le 19/04/2026 à 11 :51).

²<https://lavoiedalgerie.dz/reforme-de-la-gestion-des-dechets-ancrer-une-economie-circulaire/2025/26/10> (consulté le 19/04/2026 à 12 :13).

³<https://www.teamfrance-export.fr/fiche-marche/equipements-et-solutions-pour-l-agriculture-et-l-agroalimentaire/solutions-pour-les-iaa/DZ> (consulté le 26/04/2026 à 13:36).

aux frontières de l'Union européenne, ce qui les incite à moderniser leurs procédés de production afin de les rendre plus efficaces et respectueux de l'environnement.¹

1.2 Niveau d'intégration des pratiques écologiques dans le secteur agroalimentaire algérien :

Le niveau d'intégration des pratiques écologiques dans le secteur agroalimentaire en Algérie demeure faible. En effet, malgré le nombre important de producteurs, seule une vingtaine d'entre eux disposent d'une certification reconnue à l'exportation. De plus, de nombreux producteurs et industriels restent peu sensibilisés à ces exigences, d'autant que la certification implique une réorganisation des exploitations ainsi que des coûts initiaux élevés, ce qui constitue un frein important, notamment pour les petites structures. Par ailleurs, la diversité des normes exigées selon les marchés oblige souvent à obtenir plusieurs certifications, ce qui représente une contrainte supplémentaire pour les entreprises. Enfin, la certification collective, qui pourrait réduire les coûts, reste encore peu développée en raison d'un manque de coordination et de structuration.²

2 Impact des pratiques écologiques sur les stratégies d'exportation

Les pratiques écologiques influencent directement les conditions d'accès aux marchés internationaux, en imposant une adaptation des produits aux normes en vigueur et en renforçant leur compétitivité. Elles contribuent également à améliorer l'image des produits et à faciliter leur positionnement sur les marchés étrangers.

2.1 Adaptation des produits agroalimentaires aux exigences environnementales des marchés internationaux :

La conformité aux normes internationales constitue aujourd'hui une condition essentielle pour l'accès aux marchés étrangers. L'exportation des produits agroalimentaires est encadrée par des exigences strictes, notamment en matière sanitaire et environnementale, ce qui impose aux producteurs le respect de standards élevés. Dans ce cadre, la certification des exploitations agricoles joue un rôle central dans la conformité aux exigences internationales. Toutefois, le niveau de certification reste encore limité, ce qui réduit la compétitivité des

¹<https://www.afrik.com/comment-l-algerie-transforme-le-defi-climatique-en-opportunit-economique> (consulté le 26/04/2026 à 13 :49).

²<https://lenational.dz/?p=54483> (consulté le 20/04/2026 à 14 :49).

produits agricoles sur les marchés extérieurs. Par ailleurs, l'accès à ces marchés repose également sur une traçabilité complète des produits, garantissant leur identification et leur origine. En l'absence de certification, les produits peuvent être commercialisés sans identification claire, ce qui augmente les risques de reconditionnement sous d'autres origines. À l'inverse, la mise en œuvre de certifications fondées sur les bonnes pratiques agricoles permet d'assurer la traçabilité, de renforcer la fiabilité des produits et de contribuer au respect des exigences sanitaires et environnementales, notamment à travers la réduction des résidus de pesticides et la limitation de la pollution des ressources naturelles.¹

Au-delà des obligations de conformité, les entreprises agroalimentaires intègrent également des démarches de valorisation environnementale afin de renforcer leur position sur les marchés internationaux. L'adoption de labels écologiques s'inscrit dans cette logique, en permettant de répondre aux attentes croissantes en matière de durabilité et de responsabilité environnementale. Toutefois, la multiplicité des labels existants nécessite une évaluation rigoureuse de leur fiabilité. Celle-ci repose sur l'existence d'un cahier des charges précis, une transparence des critères et une certification délivrée par un organisme indépendant. La norme ISO 14024 constitue à ce titre un repère important garantissant la crédibilité et la qualité de ces dispositifs.² Dans le contexte des entreprises agroalimentaires en Algérie, ces exigences prennent une importance particulière, dans la mesure où l'accès aux marchés internationaux dépend de plus en plus du respect de standards environnementaux reconnus.

2.2 Contribution des pratiques écologiques à la compétitivité à l'export :

Les pratiques durables offrent aux exportateurs algériens un levier de compétitivité. L'agriculture biologique constitue un levier important pour améliorer la compétitivité des produits agricoles sur les marchés d'exportation. Les produits labellisés écologiques bénéficient d'une image positive et peuvent se différencier sur des segments premium (produits bio, équitables, terroir). D'après les recherches, la proximité du marché européen (via l'Accord d'association UE-Algérie) constitue une opportunité pour valoriser les produits bio et accroître les parts de marché algériennes. Des exemples concrets le montrent : des producteurs de dattes comme BIODATTES et BIONOOR ont converti leurs exploitations au

¹<https://www.elmoudjahid.dz/fr/economie/protection-a-l-international-des-produits-agricoles-algeriens-la-certification-est-incontournable-184680> (consulté le 21/04/2026 à 01:03).

²<https://institut-superieur-environnement.com/blog/comment-obtenir-un-label-ecologique> (consulté le 09/05/2026 à 10:34).

biologique pour mieux pénétrer les marchés internationaux.¹ Par ailleurs, répondre aux standards mondiaux de qualité renforce la crédibilité : comme l'indique le Groupe La Belle, ses certifications lui permettent d'« exporter avec des standards reconnus mondialement », inspirant ainsi confiance aux distributeurs et consommateurs étrangers.² En somme, l'intégration écologique accroît les opportunités d'exportation en légitimant l'Algérie sur les marchés exigeants.

3 Contraintes et perspectives de l'intégration des pratiques écologiques

L'intégration des pratiques écologiques dans le secteur agroalimentaire se heurte à plusieurs contraintes d'ordre financier, technique et organisationnel, qui limitent leur mise en œuvre. Toutefois, ces difficultés n'excluent pas l'existence de perspectives de développement, notamment à travers l'évolution des pratiques et l'intervention de l'État dans l'accompagnement du secteur.

3.1 Contraintes à l'intégration des pratiques écologiques

On peut distinguer trois types de contraintes :

3.1.1 Contraintes financières :

Le coût lié à l'intégration d'un label écologique constitue une contrainte importante pour les entreprises, notamment les petites structures qui disposent de ressources financières limitées pour respecter les exigences et normes strictes. En effet, les dépenses relatives à la certification, à la formation du personnel ainsi qu'à l'acquisition d'équipements ou de technologies respectueuses de l'environnement représentent une charge financière significative, difficile à supporter pour ces entreprises.³

3.1.2 Contraintes techniques :

Le secteur agroalimentaire est confronté à plusieurs limites structurelles qui influencent directement la performance de ses exportations. Parmi ces contraintes, on retrouve d'abord les difficultés liées à la capacité de stockage, ce qui peut entraîner des problèmes dans la

¹BENZIOUCHE, (S.E):« *L'agriculture biologique, un outil de développement de la filière dattes dans la région des Ziban en Algérie* », in revue *Cahiers Agricultures*, N° 26, 2017, pp.1-8.

²<https://www.groupelabelle.dz/le-groupe/certification/#:~:text=Le%20Groupe%20Labelle%20%3A%20Excellence%20et,au%20c%C5%93ur%20de%20ses%20processus> (consulté le 22/04/2026 à 10 :17).

³ HASSANI, (S) : « *Le comportement organisationnel envers les labels écologiques : Cas Eco-jem* », mémoire de fin d'études en vue de l'obtention d'un Master académique en Entrepreneuriat et Management de Projet, École Nationale Supérieure de Management, p.14.

conservation des produits et dans la gestion des flux de marchandises destinées à l'exportation. À cela s'ajoutent des insuffisances au niveau de la qualité du conditionnement, un élément essentiel dans la préservation de l'état des produits et dans leur conformité aux exigences des marchés extérieurs. Enfin, le manque de moyens constitue une contrainte supplémentaire qui réduit les capacités opérationnelles des entreprises du secteur. L'ensemble de ces facteurs combinés affecte négativement la performance globale des exportations agroalimentaires, en limitant leur efficacité et leur compétitivité sur les marchés internationaux.¹

3.1.3 Contraintes organisationnelles :

Sur le plan organisationnel, la complexité des procédures administratives, notamment en matière d'agréments et d'exigences réglementaires, ainsi que les insuffisances logistiques, constituent des obstacles importants au développement des exportations.²

Dans un cadre plus large, ces contraintes organisationnelles se retrouvent également dans le processus d'intégration des pratiques écologiques en Algérie. Ces contraintes se traduisent par la complexité des procédures administratives et réglementaires, rendant l'application des mesures environnementales plus lente et difficile. Elles incluent également un manque de coordination entre les institutions, qui affaiblit la cohérence des actions. À cela s'ajoutent la centralisation de la gestion et la faiblesse du rôle des acteurs locaux, limitant l'adaptation des politiques aux réalités économiques. Enfin, le déficit de participation et de communication entre les acteurs réduit l'efficacité des dispositifs et freine la diffusion des pratiques écologiques.³

3.2 Perspectives de développement et rôle de l'État dans la promotion des pratiques écologiques :

Sous l'effet de la transition écologique et de la montée des exigences environnementales, les pratiques écologiques ouvrent des perspectives importantes de développement pour le secteur agroalimentaire. Leur évolution dépend fortement de l'appui des politiques publiques et du rôle de l'État dans leur promotion.

¹BH Advisory, *Étude du potentiel d'exportation des produits agricoles et agroalimentaires algériens*, 2018.

²BH Advisory, *Étude du potentiel d'exportation des produits agricoles et agroalimentaires algériens*, 2018.

³<https://democraticac.de/?p=83167> (consulté le 09/05/2026 à 12 :21).

3.2.1 Perspectives de développement des pratiques écologiques dans le secteur agroalimentaire :

Le secteur agroalimentaire est présenté comme un point de départ pertinent pour la mise en œuvre de démarches écologiques, en raison de son lien direct avec les écosystèmes naturels. Les pratiques écologiques en agriculture, déjà existantes depuis longtemps, sont de nouveau mises en avant face aux problèmes environnementaux actuels. Dans cette optique, l'agro-écologie constitue une approche permettant de concevoir des systèmes de production fondés sur des principes écologiques et socio-économiques. Par ailleurs, certaines démarches visent à renforcer la circularité des systèmes en favorisant la réutilisation des sous-produits agricoles, notamment à travers leur transformation en ressources telles que les fertilisants ou l'énergie. L'ensemble de ces éléments montre que le secteur agroalimentaire peut jouer un rôle central dans l'application de pratiques écologiques et dans l'évolution vers des systèmes plus durables.¹

Dans cette perspective, le développement des pratiques écologiques s'inscrit dans une dynamique de promotion d'activités économiques durables. Les actions mises en œuvre portent notamment sur le renforcement des chaînes de valeur dans les filières agroalimentaires, ainsi que sur l'amélioration des conditions de production et de création de valeur. Par ailleurs, l'orientation vers une économie verte favorise l'intégration de pratiques liées à la gestion des déchets et à la protection de l'environnement. Dans le secteur agricole, ces démarches se traduisent également par une gestion plus durable des ressources naturelles, en particulier à travers l'amélioration de l'utilisation de l'eau. L'ensemble de ces éléments montre une évolution vers des modes de production plus durables, en lien avec les exigences environnementales.²

3.2.2 Rôle de l'État dans l'accompagnement de la transition écologique:

Face à la dégradation croissante de l'environnement en Algérie, l'État a progressivement renforcé son intervention en faveur du développement durable et de la protection des ressources naturelles. À partir des années 2000, plusieurs stratégies, lois et institutions ont été

¹ FIGUIÈRE, (C) et METEREAU, (R) : « Écologie industrielle : le secteur agroalimentaire comme point de départ pour une organisation éco- systémique des activités humaines », in Colloque interdisciplinaire sur l'écologie industrielle et territoriale, Université de technologie de Troyes, octobre 2012, pp.1-16.

²Nations Unies (Algérie), *Rapport annuel des Nations Unies*, 2024.

prises en place afin d'intégrer la dimension environnementale dans les politiques de développement.

L'État a notamment adopté des dispositifs liés à la protection de l'environnement, à la gestion des déchets, à la préservation des ressources naturelles ainsi qu'à la lutte contre les différentes formes de pollution. Des organismes spécialisés ont également été créés pour soutenir la gestion environnementale et promouvoir des pratiques plus durables.

Les autorités ont aussi introduit des mesures de sensibilisation, de contrôle et de fiscalité environnementale afin d'encourager les acteurs économiques à réduire les impacts écologiques de leurs activités. Malgré ces efforts, la transition écologique reste confrontée à plusieurs contraintes liées aux moyens financiers, à l'application des réglementations et aux défis du développement économique.¹

Dans cette perspective, l'action publique ne se limite pas aux dispositifs réglementaires, mais s'étend également à l'accompagnement de la transition écologique dans différents secteurs, notamment le secteur agroalimentaire. L'État met en œuvre des politiques telles que le Plan National d'Adaptation afin de renforcer la gouvernance environnementale et la résilience climatique. Il s'appuie sur des études sectorielles incluant l'agriculture, composante du secteur agroalimentaire, pour orienter ses actions. Par ailleurs, il accompagne cette transition à travers le renforcement des capacités institutionnelles, la formation des acteurs et l'intégration d'une approche inclusive dans les politiques publiques.²

¹<https://journals.openedition.org/vertigo/22166?lang=en> (consulté le 26/04/2026 à 18 :39).

²<https://www.undp.org/fr/algeria/actualites/algerie-des-avancees-majeures-pour-ladaptation-au-changement-climatique> (consulté le 26/04/2026 à 18 :39).

Conclusion du chapitre 02

En conclusion, les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires sont fortement influencées par les exigences des marchés internationaux, notamment en matière de qualité, de sécurité alimentaire et de respect des normes environnementales. Dans un contexte de concurrence mondiale croissante, les entreprises agroalimentaires doivent adapter leurs produits et leurs procédés afin d'améliorer leur compétitivité et de renforcer leur présence sur les marchés extérieurs.

Par ailleurs, le contexte environnemental en Algérie, marqué par des défis tels que la pollution, la désertification et les effets du changement climatique, influence directement le développement du secteur agroalimentaire. Face à ces enjeux, l'intégration des pratiques écologiques devient une nécessité pour préserver les ressources naturelles et répondre aux nouvelles attentes des partenaires commerciaux internationaux.

Ainsi, l'adoption progressive de pratiques plus durables constitue un levier important pour améliorer la performance des entreprises exportatrices, favoriser l'accès aux marchés étrangers et renforcer l'image des produits agroalimentaires algériens. Toutefois, plusieurs contraintes financières, techniques et organisationnelles continuent de limiter cette transition, ce qui souligne l'importance du soutien institutionnel et des politiques publiques dans l'accompagnement des entreprises vers un modèle d'exportation plus durable et compétitif.

**CHAPITRE 03 : ÉTUDE EMPIRIQUE
DE L'IMPACT DE LA TRANSITION
ECOLOGIQUE SUR LES STRATEGIES
D'EXPORTATION DES PRODUITS
AGRO-ALIMENTAIRE EN ALGERIE**

Introduction du chapitre 3

Ce troisième chapitre constitue la partie empirique de ce travail de recherche, consacrée à l'analyse et à l'évaluation de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie. Après avoir présenté, dans les chapitres précédents, le cadre théorique ainsi que les concepts fondamentaux liés à la transition écologique et au commerce international, il s'agit à présent de confronter ces éléments théoriques aux résultats issus du terrain.

Dans un premier temps, ce chapitre présente l'organisme d'accueil, à savoir le Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en mettant en évidence son organisation, ses missions ainsi que son rôle central dans l'accompagnement des exportateurs agroalimentaires et dans la promotion des exportations dans un contexte de transition écologique.

Dans un deuxième temps, il expose la démarche méthodologique adoptée pour la réalisation de l'étude, en distinguant l'approche qualitative basée sur des entretiens semi-directifs et l'approche quantitative fondée sur un questionnaire adressé aux entreprises exportatrices. Cette partie permet de préciser les objectifs, la population étudiée, la méthode d'échantillonnage ainsi que les outils d'analyse utilisés.

Enfin, dans un troisième temps, ce chapitre procède à l'analyse et à l'évaluation des résultats obtenus, à travers l'exploitation des entretiens et des données du questionnaire. Cette étape vise à interpréter les résultats empiriques afin de répondre aux hypothèses de recherche et de mieux comprendre le rôle de la transition écologique dans l'évolution des stratégies d'exportation des entreprises agroalimentaires en Algérie.

Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil

Dans cette section, nous allons présenter d'une façon générale l'institution qui nous accueille pendant la période de stage.

1 Présentation du ministère du Commerce extérieur et de la promotion des exportations

1.1 Présentation général :

Dans le cadre de la structuration de l'économie nationale algérienne, a été créée ce qui est actuellement appelé le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, afin d'assurer la bonne gestion du commerce international. Celui-ci se concentre sur l'exploitation optimale des capacités complètes des industries nationales et sur l'encouragement de l'investissement dans les secteurs principaux, à savoir l'exportation des hydrocarbures et le secteur agricole, en plus des industries pharmaceutiques et de la production industrielle.¹

Kamel Rezig occupe le poste de ministre depuis 2025 jusqu'à aujourd'hui, où ont été fixées les attributions du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en vertu du décret exécutif n° 25-97 du 11 Ramadhan 1446 correspondant au 11 mars 2025.²

1.2 Organigramme :

Le décret exécutif n° 25-97 du 11 Ramadhan 1446 correspondant au 11 mars 2025 fixe l'organisation de l'administration centrale du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, ainsi que les attributions du ministre. Il s'inscrit dans le cadre des textes juridiques et réglementaires encadrant le fonctionnement de l'administration publique.

L'administration centrale du ministère est structurée autour de plusieurs entités, notamment des directions générales et des directions centrales. Celles-ci comprennent la Direction générale de la promotion des exportations, la Direction générale de la coopération, des accords et des relations commerciales internationales, la Direction des études stratégiques et sectorielles, la Direction des systèmes d'information et des statistiques, la Direction des

¹ « Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations », <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/> (consulté le 22/04/2026 à 15 :48).

² Journal officiel de la république algérienne, N°17, 12/03/2025.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

ressources humaines, financières et des moyens généraux, ainsi que la Direction de l'organisation et des affaires juridiques.

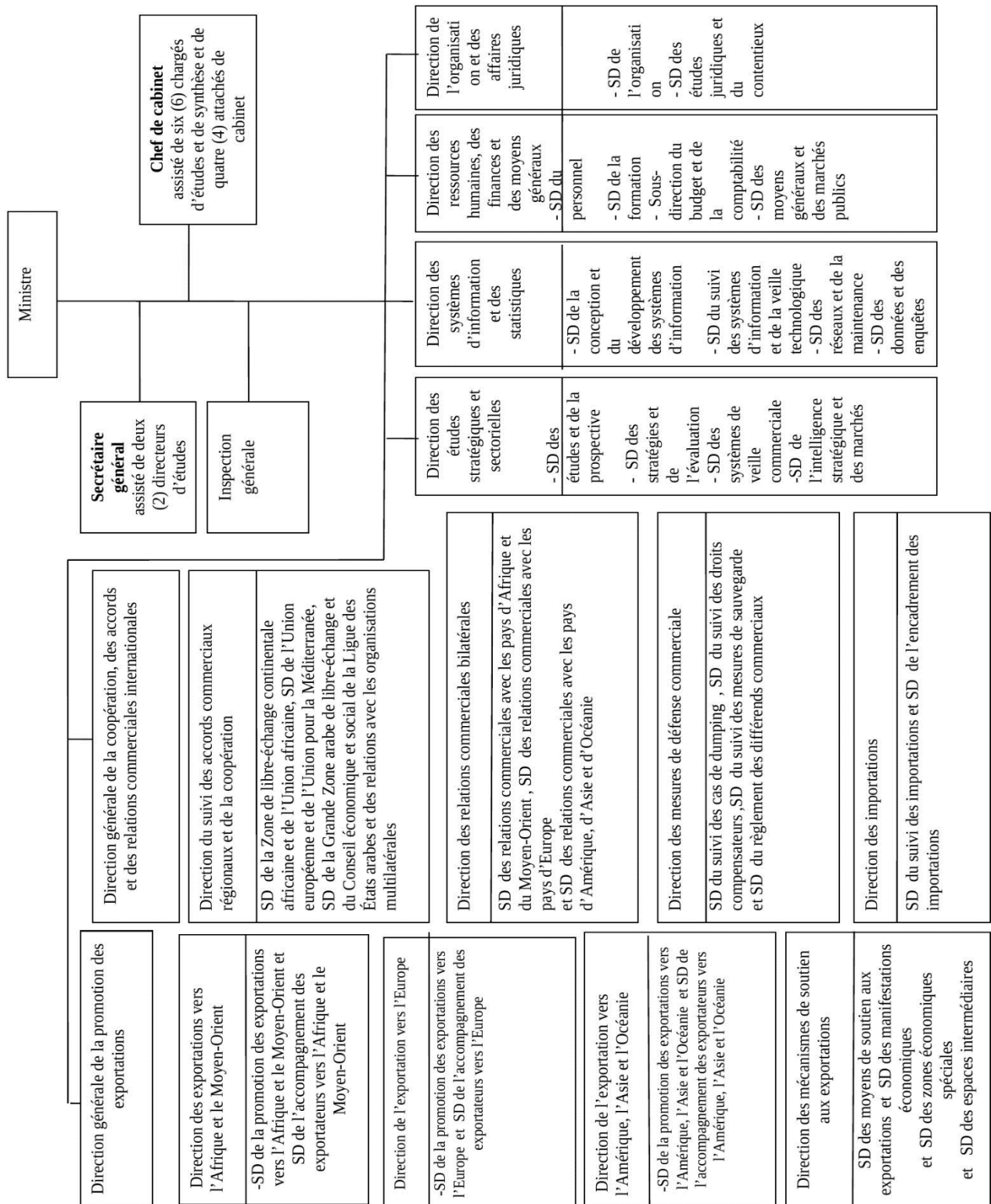
La Direction générale de la promotion des exportations est chargée de proposer et de mettre en œuvre les politiques liées au développement des exportations, de contribuer à l'élaboration des mesures législatives et réglementaires, d'accompagner les exportateurs, d'améliorer la compétitivité des produits nationaux et d'organiser les événements économiques liés à l'exportation, en coordination avec les différents acteurs concernés.

Les autres structures du ministère assurent des missions complémentaires portant notamment sur le suivi des relations commerciales internationales, la préparation et la mise en œuvre des accords, la protection de la production nationale, le suivi des opérations d'importation, la réalisation d'études économiques, ainsi que la gestion des systèmes d'information, des statistiques et des ressources humaines et financières, tout en garantissant la coordination globale des politiques liées au commerce extérieur et à la promotion des exportations.¹

¹ Journal officiel de la république algérienne, N°17, 12/03/2025.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Figure 8 : Organigramme de ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations



Source : Documentation du ministère de commerce extérieur et de la promotion d'exportation (traduction réaliser par les auteurs)

1.2.1 La Direction générale de la promotion des exportations :

La Direction générale de la promotion des exportations a pour mission de mettre en œuvre les politiques et les stratégies visant au développement des exportations algériennes. Elle participe également à l'élaboration des programmes liés à la promotion des exportations, au soutien des exportateurs ainsi qu'à l'amélioration de la compétitivité des produits nationaux destinés aux marchés internationaux. Elle veille aussi à l'accompagnement des entreprises exportatrices, à l'encadrement des dispositifs d'appui et à l'organisation des manifestations économiques liées à l'exportation.

Cette direction générale comprend trois directions régionales spécialisées selon les zones géographiques :

- La Direction de l'exportation vers l'Afrique et le Moyen-Orient.
- La Direction de l'exportation vers l'Europe.
- La Direction de l'exportation vers l'Amérique, l'Asie et l'Océanie.

Ces directions ont pour mission de mettre en œuvre et de suivre les actions de promotion des exportations vers les zones concernées, d'encourager les entreprises algériennes à accéder aux marchés internationaux et d'accompagner les opérateurs économiques dans leurs opérations d'exportation¹.

A. Présentation de la Direction de l'exportation vers l'Europe :

Dans le cadre de notre stage, nous avons été accueillis au sein de la Direction de l'exportation vers l'Europe, relevant de la Direction générale de la promotion des exportations. Cette direction est chargée de promouvoir les exportations algériennes vers les pays européens et de contribuer au développement des échanges commerciaux avec cette région.

Ses principales missions consistent à proposer les mesures nécessaires à la promotion des exportations vers l'Europe, à mettre en œuvre les actions prévues dans les stratégies nationales et sectorielles, ainsi qu'à accompagner les entreprises exportatrices dans leurs démarches d'exportation.

¹Journal officiel de la république algérien, N°17,12/03/2025.

La direction comprend également deux sous-directions :

- La sous-direction de la promotion des exportations vers les pays européens, chargée de proposer des mesures favorisant les exportations et de contribuer à la diversification des produits exportés.
- La sous-direction d'accompagnement des exportateurs vers les pays européens, chargée du suivi et de l'accompagnement des opérateurs économiques ainsi que de l'identification des contraintes liées aux opérations d'exportation afin de faciliter leur résolution.¹

2 Missions et attributions

2.1 Missions du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations :

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a pour mission principale d'accompagner et de soutenir les exportateurs dans leurs activités de promotion et de commercialisation sur les marchés étrangers. Ce soutien est assuré à travers le Fonds spécial de promotion des exportations (FSPE), créé par la loi de finances de 1996, et destiné aux entreprises résidentes ainsi qu'aux commerçants inscrits au registre du commerce exerçant une activité d'exportation.

Les aides accordées concernent notamment la réalisation d'études sur les marchés étrangers, l'amélioration de la qualité des produits destinés à l'exportation, leur adaptation aux exigences des marchés internationaux, ainsi que la participation aux actions de promotion à l'étranger.²

2.1.1 Décret exécutif n°162-24 :

Le décret exécutif n°162-24 fixe les règles de gestion du compte d'affectation spéciale n°302-153 relatif au Fonds spécial de promotion des exportations. Il définit ses sources de financement ainsi que ses objectifs dans le cadre du soutien aux exportations hors hydrocarbures.

¹ Journal officiel de la république algérien, N°17,12/03/2025.

² «Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations », <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/2025-04-24-01-48-13/2025-04-24-01-48-51> (consulté le 25/04/2026 à 22:03).

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Les ressources de ce compte proviennent de 5 % du produit de la taxe intérieure de consommation, des contributions des organismes publics et privés, ainsi que des dons et legs. Elles sont destinées au financement des actions liées à la promotion des exportations.¹

2.1.2 Arrêté interministériel n°15 du 20 août 2024 :

Cet arrêté définit les modalités de gestion et de suivi du compte spécial n°302-153, ainsi que les domaines d'intervention et les niveaux de soutien accordés aux exportateurs. Ces interventions portent notamment sur le financement partiel des études de marché et de la prospection des opportunités internationales, ainsi que sur la participation aux foires et manifestations internationales avec une prise en charge variant entre 50 % et 80 % selon les cas.

Il prévoit également une couverture pouvant atteindre 50 % des coûts liés au transport et à la logistique des opérations d'exportation, ainsi qu'un soutien aux petites et moyennes entreprises pour la création de cellules d'exportation. Les actions de promotion et de communication bénéficient d'un appui partiel à travers les moyens modernes, tandis que la formation dans le domaine de l'exportation peut être financée totalement ou partiellement selon les programmes.

La gestion de ce compte est assurée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec le ministre des Finances, sur la base d'un programme annuel fixant les objectifs ainsi que les mécanismes de suivi et d'évaluation.²

¹ Journal officiel de la république algérienne, N°34, 16/05/2024.

² Journal officiel de la république algérienne, N°63,15/09/2024.

2.2 Les missions du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations :

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations occupe une place essentielle dans la mise en œuvre de la politique économique de l'État. À travers ses différentes missions fixant dans le décret exécutif n° 25-97:

- Proposer et mettre en œuvre la politique nationale du commerce extérieur et de la promotion des exportations (Art. 2)
- Organiser et développer les activités liées au commerce extérieur (Art. 3)
- Élaborer les dispositifs législatifs et réglementaires du secteur (Art. 4)
- Mener les négociations et assurer le suivi des accords commerciaux internationaux (Art. 4)
- Encadrer les opérations d'importation et d'exportation (Art. 4)
- Participer au règlement des différends commerciaux internationaux (Art. 4)
- Réaliser des études et assurer la veille sur le commerce international (Art. 4)
- Assurer la protection du produit national en coordination avec les secteurs concernés (Art. 6)
- Veiller au fonctionnement des structures relevant du secteur (Art. 7)
- Mettre en place des mécanismes de coordination intersectorielle (Art. 8)
- Mobiliser les moyens humains, financiers et matériels nécessaires (Art. 9).¹

3 Rôle du ministère dans l'accompagnement des exportateurs agro-alimentaires et la promotion des exportations dans le cadre de la transition écologique

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations joue un rôle central dans l'accompagnement des exportateurs, notamment dans le secteur agro-alimentaire. Il contribue à améliorer la compétitivité des entreprises et à faciliter leur accès aux marchés internationaux. Dans un contexte marqué par les enjeux de la transition écologique.

3.1 Accompagnement des exportateurs agro-alimentaires :

Le ministère accompagne les exportateurs, notamment dans le secteur agro-alimentaire, à travers plusieurs actions essentielles :

¹ Journal officiel de la république algérienne, N°17,12/03/2025.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

- Soutenir la participation des opérateurs économiques aux manifestations économiques nationales et internationales
- Accompagner les exportateurs dans la promotion de leurs produits à l'étranger
- Améliorer la compétitivité des produits destinés à l'exportation
- Mettre en œuvre et suivre les dispositifs de soutien à la promotion des exportations
- Organiser les activités commerciales à l'étranger en coordination avec les représentations diplomatiques
- Mettre en place un système de veille et d'intelligence commerciale au profit des exportateurs.
- Contribuer à la création de zones économiques dédiées à l'exportation
- Encourager et suivre les laboratoires d'analyses liés au commerce extérieur et à l'exportation.¹

3.2 Actions institutionnelles liées à la promotion des exportations et à la transition écologique :

Le ministère du Commerce extérieur participe également à la transition écologique en encourageant les entreprises exportatrices à respecter les normes environnementales exigées sur les marchés étrangers et en facilitant leur adaptation à ces nouvelles contraintes.

Dans ce cadre, les actions institutionnelles en matière d'exportation se traduisent par l'organisation d'opérations nationales d'exportation impliquant plusieurs wilayas et destinées à de nombreux marchés internationaux. Ces initiatives concernent différents produits, notamment industriels, agricoles et agroalimentaires, et visent à renforcer la présence des produits algériens à l'étranger. Elles s'inscrivent dans une stratégie nationale de diversification économique et d'accompagnement des opérateurs économiques dans leurs activités d'exportation.

Dans la continuité de ces actions, les exportations algériennes connaissent une dynamique d'expansion vers plusieurs zones géographiques, notamment l'Europe, l'Afrique, le monde arabe et d'autres continents. Cette évolution repose sur la participation d'entreprises publiques et privées actives dans différents secteurs de production. Elle traduit une volonté institutionnelle de renforcer la compétitivité des produits nationaux et d'élargir leurs

¹Journal officiel de la république algérien, N°17,12/03/2025.

débouchés commerciaux à l'international, dans le cadre de la politique de développement des exportations hors hydrocarbures.¹

Par ailleurs, dans le cadre des actions institutionnelles liées à la promotion des exportations et à la transition écologique, les exportations algériennes sont confrontées à des exigences environnementales internationales de plus en plus strictes, notamment à travers l'introduction du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM/MACF) par l'Union européenne. Ce dispositif repose sur l'application d'une taxation carbone aux produits importés, calculée selon leur empreinte en émissions de CO₂.² Dans ce contexte, les autorités publiques encouragent les entreprises exportatrices, y compris celles opérant dans les chaînes de valeur liées au secteur agroalimentaire dans le cadre des exportations hors hydrocarbures, à adopter des normes environnementales internationales et à réduire leur empreinte carbone afin de préserver leur compétitivité et leur accès aux marchés européens.

Enfin, le secteur agroalimentaire constitue une composante importante des exportations hors hydrocarbures. Il repose sur la valorisation des productions agricoles nationales et sur l'amélioration progressive de la qualité des produits destinés à l'exportation. Les produits tels que les fruits, légumes, dattes et huile d'olive connaissent une présence croissante sur les marchés internationaux. Cette évolution s'inscrit dans une logique de diversification économique et de renforcement de la compétitivité des produits algériens à l'échelle mondiale.³

¹<https://www.elmoudjahid.dz/fr/actualite/une-grandiose-operation-d-exportation-lancee-hier-19-pays-cibles-250393> (consulté le 29/04/2026 à 14:18).

²<https://www.elmoudjahid.dz/fr/economie/mecanisme-d-ajustement-carbone-aux-frontieres-de-l-ue-effectif-des-janvier-2026-l-algerie-compte-transformer-cette-contrainte-en-levier-de-souverainete-239546> (consulté le 29/04/2026 à 14:44).

³<https://www.djazagro.com/fr-FR/actualites-tendances/actualites/exportations-agroalimentaires-les-nouvelles-ambitions-de-lalgerie> (consulté le 29/04/2026 à 16:09).

Section 2 : Présentation de l'enquête

Dans cette section, nous présentons la méthodologie adoptée pour réaliser notre étude .qui repose sur une approche mixte combinant une étude qualitative et une étude quantitative , dont l'objet principale de analyser l'influence de la transition écologique sur les orientations stratégiques des exportations des produits agro-alimentaires en Algérie , à travers l'intégration des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices .Cette double approche nous permettra de recueillir des données pertinentes et complémentaires afin de répondre efficacement à notre problématique.

1 Objectif de l'enquête

Cette étude vise à répondre à la question centrale suivante : « **Dans quelle mesure la transition écologique influence-t-elle les orientations stratégiques des exportations algériennes de produits agro-alimentaires, notamment à travers l'intégration des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices ?** ». Pour cela, nous testerons les hypothèses suivantes :

- **H1** : Les contraintes organisationnelles, financières et techniques ont un impact négatif sur l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises algériennes exportatrices de produits agro-alimentaires.
- **H2** : L'intégration des pratiques écologiques influence les orientations stratégiques des exportations algériennes de produits agro-alimentaires.
- **H3** : L'appui institutionnel influence l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices de produits agro-alimentaires.

2 Étude Qualitative

Comme l'explique Paul N'Da : « *Dans l'approche qualitative d'investigation, le chercheur part d'une situation concrète comportant un phénomène particulier intéressant et ambitionne de comprendre le phénomène et non de démontrer, de prouver, de contrôler quoi que ce soit. Il veut donner sens au phénomène à travers ou au-delà de l'observation, de la description, de l'interprétation et de l'appréciation du milieu et du phénomène tels qu'ils se présentent. L'intention (but, objectif) de la recherche est de reconnaître, de nommer, de découvrir de*

*décrire les variables et les relations découvertes, et par-là, de comprendre une réalité humaine ou sociale complexe et mal connue ».*¹

Ainsi, l'étude qualitative est une méthode de recherche qui permet de recueillir des informations détaillées à travers des entretiens et des échanges avec les acteurs concernés. Elle sert à analyser les perceptions, les expériences et les comportements afin de mieux comprendre le phénomène étudié et d'obtenir une vision approfondie de la réalité observée.

2.1 Cadre méthodologique de l'étude qualitative:

Ce titre repose sur l'utilisation de l'entretien semi-directif comme outil de collecte des données. Elle s'articule autour de plusieurs éléments essentiels à savoir : la définition de l'entretien semi-directif et ses objectifs, le lieu de réalisation des entretiens, ainsi que les personnes interrogées.

2.1.1 Définition de l'entretien semi-directif :

L'entretien semi-directif, également appelé entretien qualitatif ou approfondi, est une méthode d'étude qualitative fondée sur des questions ouvertes et souples. Il permet d'ajuster l'échange en fonction des réponses de la personne interrogée, notamment en introduisant des questions complémentaires lorsque des éléments nouveaux apparaissent.² Cette technique consiste à amener l'interviewé à s'exprimer librement sur un sujet donné, tout en s'appuyant sur un guide d'entretien préétabli qui définit les principaux thèmes à aborder et structure ainsi la discussion, tout en laissant une certaine marge de liberté dans son déroulement.³

2.1.2 Objectif de l'entretien semi-directif :

L'entretien semi-directif a pour objectif d'analyser les implications de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaires en Algérie. Il vise à recueillir des informations auprès des responsables et cadres du Ministère du commerce Extérieur et de la promotion des Exportations afin de comprendre leur rôle dans l'accompagnement des entreprises exportatrices, ainsi qu'à étudier l'intégration des pratiques écologiques dans les politiques et stratégies d'exportation. Il permet également d'identifier les

¹ N'DA,(P):« Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines : Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article », Paris, France : L'Harmattan, 2015, p.22.

²<https://www.scribbr.fr/methodologie/entretien-recherche> (consulté le 06/05/2026 à 13:26).

³<https://www.mercator.fr/lexique-marketing-definition-entretien-semi-directif> (consulté le 06/05/2026 à 13:31).

contraintes rencontrées par les entreprises, les exigences environnementales influençant les exportations agro-alimentaires, ainsi que les perspectives et recommandations de développement des exportations durables en Algérie.

2.1.3 Lieu de l'entretien et personnes interrogées :

Les entretiens ont été réalisés au sein du Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations en Algérie, dans le cadre de l'étude portant sur la transition écologique et ses implications sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires. Les personnes interrogées sont M. SABI Adel, Sous-Directeur de l'Accompagnement des Exportateurs vers l'Europe, ainsi que M. ZEGHOUANE Slimen, Directeur de la Promotion des Exportations vers l'Europe et le Moyen-Orient. Ces responsables ont été sélectionnés en raison de leur implication directe dans les politiques de promotion des exportations hors hydrocarbures et dans l'accompagnement des entreprises exportatrices, notamment dans le secteur agroalimentaire. Ces entretiens ont permis de recueillir des informations pertinentes et adaptées aux objectifs de la recherche, particulièrement concernant l'intégration des exigences environnementales dans les stratégies d'exportation et le rôle de l'appui institutionnel dans la transition écologique.

2.2 Élaboration et conduite de l'entretien :

Ce titre consiste à présenter la manière dont le guide d'entretien a été conçu ainsi que les conditions dans lesquelles les entretiens semi-directifs ont été réalisés. Elle permet également d'expliquer l'organisation des axes thématiques et le déroulement des échanges avec les personnes interrogées.

2.2.1 Structure du guide d'entretien :

Nous avons structuré notre guide d'entretien en 04 axes :

➤ Axe 1 : Rôle du ministère dans la promotion des exportations

Cet axe porte sur les missions du ministère ainsi que sur les dispositifs et politiques d'accompagnement destinés aux entreprises exportatrices, notamment dans le secteur agro-alimentaire.

➤ Axe 2 : Transition écologique et exportations

Il s'intéresse à l'intégration de la transition écologique dans les politiques

d'exportation en Algérie, ainsi qu'aux exigences environnementales internationales et leurs effets sur les entreprises.

➤ **Axe 3 : Impacts sur les entreprises agro-alimentaires**

Il permet d'identifier les défis, contraintes et opportunités auxquels les entreprises font face dans le cadre de la transition écologique.

➤ **Axe 4 : Perspectives et recommandations**

Il vise à recueillir les avis sur les perspectives futures des exportations agro-alimentaires durables ainsi que les actions à mettre en place pour leur renforcement

2.2.2 Déroulement de l'entretien :

Les entretiens semi-directifs ont été réalisés de manière individuelle auprès des responsables et cadres du Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations. Ils se sont déroulés dans un cadre professionnel et ont duré en moyenne entre 30 et 45 minutes.

Les échanges ont été orientés à partir d'un support préalablement élaboré, tout en conservant une flexibilité permettant aux interviewés de développer librement leurs réponses et d'apporter des informations complémentaires en lien avec la problématique étudiée.

Les données recueillies ont été traitées dans le respect de la confidentialité et utilisées uniquement à des fins académiques.

3 Étude Quantitative

Selon Survey Monkey : « *L'étude quantitative est une technique de collecte de données visant à analyser à grande échelle des traits spécifiques, des comportements, des attentes ou des opinions. Ce type d'étude a pour objectif de déduire des conclusions mesurables et chiffrées afin d'appuyer des décisions stratégiques. Pour collecter des données, les études quantitatives s'appuient sur des questionnaires ou des sondages envoyés à un panel d'audience cible* ». ¹

Donc est une méthode qui permet de collecter des données chiffrées à l'aide de questionnaires ou de sondages auprès d'un échantillon. Elle sert à analyser les comportements et opinions, puis à obtenir des résultats mesurables pour appuyer les décisions.

¹ <https://www.compilatio.net/blog/etude-quantitative> (consulté le 04/05/2026 à 16:48).

3.1 Cadre méthodologique de l'enquête quantitative :

Ce titre autour de plusieurs éléments clés, à savoir : la définition du questionnaire et ces objectifs, la méthode d'échantillonnage, ainsi que la population étudiée et l'échantillon retenu.

3.1.1 Définition du questionnaire :

Le questionnaire est un outil de collecte de données composé d'un ensemble de questions structurées permettant d'obtenir des informations auprès des personnes interrogées. Il fait partie d'un processus plus large qui inclut aussi les consignes de sélection et de contact des répondants, ainsi que différents supports de communication utilisés lors de la collecte. En général, il est conçu pour répondre aux objectifs de la recherche. Il associe souvent des questions fermées, qui facilitent l'analyse statistique, et quelques questions ouvertes, qui permettent d'obtenir des réponses plus détaillées mais plus complexes à traiter.¹

3.1.2 Objectif du questionnaire :

Ce questionnaire vise à analyser le niveau d'intégration des pratiques écologiques au sein des entreprises algériennes exportatrices de produits agro-alimentaires, à évaluer leur impact sur les stratégies d'exportation, à identifier les contraintes rencontrées dans ce processus, ainsi qu'à apprécier le rôle du soutien institutionnel et les perspectives de développement de ces pratiques.

3.1.3 Méthode d'échantillonnage :

Pour cette enquête, nous avons opté pour une **méthode d'échantillonnage par convenance**. Il s'agit d'une technique non probabiliste consistant à sélectionner les entreprises exportatrices de produits agro-alimentaires en fonction de leur accessibilité et de leur disponibilité pour répondre au questionnaire. Ce choix a été fait pour des raisons pratiques liées aux contraintes de temps, de moyens et de collecte des données.

Bien que cette méthode ne garantisse pas une représentativité statistique parfaite de la population étudiée, elle nous permet néanmoins de recueillir des données pertinentes et d'obtenir des tendances générales utiles à l'analyse.

3.1.4 Population et échantillon :

La population ciblée dans le cadre de cette étude regroupe les entreprises algériennes exportatrices de produits agro-alimentaires.

¹ KHERRI, (A), Recherche Marketing: Manuel de cours, EHEC, 2022, p56.

L'échantillon est composé de (20 entreprises exportatrices), Nous avons choisi cet échantillon en raison de la difficulté d'accès à l'ensemble des entreprises exportatrices d'une part, et de la disponibilité et la coopération des entreprises contactées d'autre part, ce qui nous a permis de collecter des données de terrain exploitables.

3.2 Protocole de mise en œuvre et d'analyse du questionnaire :

Dans ce titre, nous présentons la continuité du questionnaire, sa structure, les modalités de son administration, ainsi que les outils utilisés pour l'analyse des données recueillies.

3.2.1 Continue du questionnaire :

➤ Questions fermées :

- 4 questions dichotomiques (Oui / Non), utilisées principalement pour identifier l'intégration des pratiques écologiques au sein des entreprises exportatrices, l'existence d'un soutien institutionnel ainsi que les perspectives futures liées au renforcement des pratiques écologiques. Certaines de ces questions permettent également d'orienter les répondants vers des questions complémentaires.
- 6 questions à choix multiples à une seule réponse possible : portant sur la nature juridique de l'entreprise, sa taille, l'ancienneté des activités d'exportation, la durée d'adoption des pratiques écologiques, l'évaluation du rôle de l'État ainsi que les perspectives futures de renforcement des pratiques écologiques.
- 6 questions à choix multiples à réponses multiples : concernant les marchés d'exportation visés, les certifications détenues, les types de pratiques écologiques adoptées, les contraintes rencontrées par les entreprises ainsi que les différentes formes de soutien institutionnel reçues.
- 5 questions sous forme d'échelle de Likert, permettant d'évaluer : le niveau d'intégration des pratiques écologiques , l'importance des obstacles rencontrés , l'influence des normes environnementales étrangères, l'impact des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation, ainsi que l'efficacité du soutien institutionnel et des réglementations nationales.
- 1 question de classement : destinée à hiérarchiser les leviers les plus efficaces pour accélérer la transition écologique des entreprises exportatrices agroalimentaires.

➤ **Question ouverte :**

- 1 question ouverte : permettant aux entreprises exportatrices d'exprimer librement leurs suggestions et recommandations afin d'améliorer la transition écologique et de renforcer les exportations agroalimentaires durables en Algérie.

3.2.2 Structure du questionnaire :

La structure du questionnaire constitue une étape essentielle afin d'assurer la cohérence et l'enchaînement logique des questions. Dans le cadre de cette étude portant sur « la transition écologique et ses implications sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie », le questionnaire a été organisé en plusieurs sections thématiques, chacune répondant à un objectif précis en relation avec la problématique de recherche.

➤ **Section 1 : Identification de l'entreprise (Q1–Q5)**

Cette section vise à recueillir les informations générales relatives aux entreprises interrogées, notamment leur nature juridique, leur taille, leur ancienneté dans l'activité d'exportation, les principaux marchés ciblés ainsi que les certifications détenues.

➤ **Section 2 : Adoption des pratiques écologiques (Q6–Q9)**

Cette partie a pour objectif d'évaluer le niveau d'intégration des pratiques écologiques au sein des entreprises exportatrices agroalimentaires. Elle permet d'identifier les différentes pratiques environnementales adoptées, la durée de leur mise en œuvre ainsi que leur degré d'intégration dans les activités de l'entreprise.

➤ **Section 3 : Contraintes à l'adoption des pratiques écologiques (Q10–Q11)**

Cette section vise à identifier les principaux obstacles rencontrés par les entreprises dans la mise en place des pratiques écologiques, notamment les contraintes financières, techniques, organisationnelles ainsi que la complexité des normes environnementales et l'insuffisance des infrastructures de certification.

➤ **Section 4 : Influence des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation (Q12–Q13)**

Cette partie permet d'analyser l'impact des normes environnementales et des pratiques écologiques sur les stratégies d'exportation des entreprises agroalimentaires. Elle s'intéresse notamment à leur influence sur la compétitivité, l'accès à de nouveaux marchés, la différenciation des produits ainsi que l'amélioration de l'image de l'entreprise.

➤ **Section 5 : Appui institutionnel (Q14–Q17)**

Cette section s'intéresse aux différentes formes de soutien institutionnel dont bénéficient les entreprises exportatrices en matière de transition écologique, telles que les aides financières, la formation, l'accompagnement à l'exportation et l'appui à l'obtention des certifications. Elle vise également à évaluer le rôle et l'efficacité des dispositifs publics dans l'encouragement des pratiques écologiques.

➤ **Section 6 : Perspectives et orientations futures (Q18–Q20)**

Enfin, cette dernière section a pour objectif d'examiner les perspectives futures des entreprises concernant le renforcement des pratiques écologiques, d'identifier les leviers les plus efficaces pour accélérer la transition écologique et de recueillir les recommandations proposées par les entreprises afin d'améliorer les exportations agroalimentaires durables en Algérie.

3.2.3 Administration du questionnaire :

L'administration du questionnaire s'est faite en ligne via l'outil **Google Forms**, auprès des entreprises exportatrices de produits agroalimentaires algériennes. Le questionnaire a été diffusé aux entreprises concernées et certaines ont également été contactées directement lors de visites sur le terrain. Il est resté ouvert du 1er avril au 5mai 2026, ce qui a permis de recueillir les réponses nécessaires à l'analyse de l'étude.

3.2.4 Dépouillement du questionnaire :

Le traitement et l'analyse des données collectées à travers notre questionnaire ont été réalisés à l'aide du logiciel **IBM SPSS Statistics26**.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Dans un premier temps, nous avons procédé à une analyse descriptive des différentes variables à travers le tri à plat. Cette méthode consiste à présenter les effectifs et les pourcentages des réponses obtenues pour chaque question du questionnaire.

Cette étape nous a permis d'identifier les caractéristiques générales des entreprises exportatrices interrogées, leur niveau d'intégration des pratiques écologiques, les principaux obstacles rencontrés ainsi que leur perception du soutien institutionnel et des normes environnementales internationales.

Dans un second temps, nous avons réalisé des analyses bi-variées et des tests d'hypothèses à travers des régressions linéaires simples et multiples afin d'examiner les relations entre les variables de l'étude. Ces analyses ont permis d'évaluer l'impact des contraintes organisationnelles, financières et techniques sur l'adoption des pratiques écologiques, l'influence des pratiques écologiques sur les stratégies d'exportation ainsi que le rôle de l'appui institutionnel dans l'encouragement de ces pratiques.

Les hypothèses de recherche ont été testées à partir des coefficients de corrélation, des coefficients de régression, du coefficient de détermination (R^2) ainsi que du seuil de significativité ($p < 0,05$). Par ailleurs, les conditions de validité des modèles de régression ont été vérifiées afin d'assurer la fiabilité des résultats obtenus.

Section 3 : Analyse et évaluation des résultats

Dans cette section nous allons présenter les résultats obtenus de notre enquête après avoir analysé les réponses obtenues afin de confirmer ou infirmer nos hypothèses.

1 Analyse des résultats de l'entretien

1.1 Résultat de l'entretien :

Cette partie sera consacrée à l'analyse des résultats obtenus des entretiens.

1.1.1 Entretien avec ZEGHOUANE Slimen :

L'entretien avec M. Slimen Zeghouane, Directeur de la Promotion des Exportations vers l'Europe et le Moyen-Orient, a pour objectif de comprendre le rôle du ministère dans l'accompagnement des exportations agroalimentaires et l'intégration de la transition écologique dans les politiques commerciales extérieures.

Axe 1 : Rôle du ministère dans la promotion des exportations.

Q1: Quelles sont les principales missions du ministère en matière de promotion des exportations ?

« Le ministère assure principalement la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement des exportations hors hydrocarbures. Notre rôle consiste à accompagner les entreprises exportatrices, faciliter leur accès aux marchés internationaux et renforcer la compétitivité des produits algériens, notamment sur les marchés européens et du Moyen-Orient ».

Q2: Quels sont les dispositifs ou programmes mis en place pour accompagner les entreprises agroalimentaires exportatrices ?

« Plusieurs mécanismes d'accompagnement ont été mis en place, notamment à travers les dispositifs de soutien à l'exportation, les programmes de participation aux salons internationaux ainsi que l'accompagnement assuré par des organismes spécialisés comme ALGEX et la CAGEX. Ces dispositifs permettent aux entreprises de mieux connaître les marchés étrangers et de réduire certaines contraintes liées à l'exportation ».

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Q3: Comment le ministère soutient-il la compétitivité des produits algériens à l'international?

« Le ministère encourage les entreprises à améliorer la qualité de leurs produits et à se conformer aux normes internationales. Nous travaillons également sur la facilitation des procédures administratives et sur le développement des capacités exportatrices afin de renforcer la présence des produits algériens sur les marchés extérieurs».

Q4: Existe-t-il des politiques spécifiques pour encourager les exportations hors hydrocarbures, notamment agroalimentaires ?

« Oui, l'État accorde une importance particulière au développement des exportations hors hydrocarbures à travers différentes mesures d'incitation fiscale, des dispositifs d'accompagnement et des programmes de promotion commerciale. Le secteur agroalimentaire fait partie des secteurs prioritaires compte tenu de son potentiel à l'international»

Axe 2 : Transition écologique et exportations

Q1: Comment la transition écologique est-elle intégrée dans les politiques d'exportation en Algérie ?

« La transition écologique est progressivement intégrée dans les politiques d'exportation, notamment en raison des nouvelles exigences imposées par les marchés internationaux. Le ministère encourage les entreprises à adopter des pratiques plus durables afin de renforcer leur compétitivité et leur conformité aux standards internationaux ».

Q2: Quelles exigences environnementales internationales influencent les exportations agroalimentaires ?

« Les marchés internationaux, particulièrement européens, imposent aujourd'hui des exigences strictes liées à la qualité sanitaire, à la traçabilité des produits, aux résidus chimiques ainsi qu'aux normes relatives aux emballages écologiques. Ces exigences influencent directement les stratégies des entreprises exportatrices».

Q3: Le ministère accompagne-t-il les entreprises dans l'adoption de pratiques écologiques ? Comment ?

« Oui, le ministère accompagne les entreprises à travers des actions de sensibilisation, des rencontres d'information et des programmes d'orientation visant à les aider à s'adapter aux nouvelles normes environnementales et aux exigences du commerce international durable ».

Axe 3 : Impacts sur les entreprises

Q1: Quels sont les principaux défis rencontrés par les entreprises agroalimentaires face à la transition écologique?

« Les principales difficultés concernent les coûts liés à la mise en conformité environnementale, l'obtention des certifications internationales et l'adaptation des méthodes de production aux nouvelles exigences écologiques imposées par les marchés étrangers »

Q2: Cette transition représente-t-elle une contrainte ou une opportunité pour les exportations?

« La transition écologique représente à la fois un défi et une opportunité. Même si elle nécessite des investissements importants, elle permet également aux entreprises de renforcer leur compétitivité et d'accéder à des marchés internationaux de plus en plus orientés vers les produits durables et respectueux de l'environnement ».

Axe 4 : Perspectives et recommandations

Q1: Quelles sont les perspectives futures pour les exportations agroalimentaires dans un contexte de transition écologique ?

« Les perspectives demeurent favorables, notamment avec l'évolution de la demande internationale vers des produits durables et de qualité. Les entreprises algériennes qui réussiront à intégrer les exigences environnementales pourront améliorer leur positionnement sur les marchés internationaux ».

Q2: Quelles améliorations ou actions recommandez-vous pour renforcer les exportations durables en Algérie ?

« Il est nécessaire de renforcer les mécanismes d'accompagnement financier et technique des entreprises exportatrices, de développer davantage les infrastructures logistiques et

d'encourager l'adoption des certifications environnementales afin d'améliorer la compétitivité des exportations algériennes ».

1.1.2 Entretien avec SABI Adel

L'entretien avec M. Sabi Adel, Sous Directeur de l'Accompagnement des Exportateurs vers l'Europe au Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations, vise à analyser les politiques de soutien aux exportations agroalimentaires et les enjeux liés à la transition écologique dans le commerce extérieur algérien.

Axe 1 : Rôle du ministère dans la promotion des exportations

Q1: Quelles sont les principales missions du ministère en matière de promotion des exportations ?

« Notre mission principale est de concrétiser la stratégie nationale de diversification économique tracée par les plus hautes autorités de l'État, visant à sortir de la dépendance aux hydrocarbures. Le ministère élabore et met en œuvre la politique commerciale extérieure. Cela passe par la régulation des flux commerciaux, la conclusion d'accords préférentiels (comme la ZLECAF ou la Grande Zone Arabe de Libre-échange), la simplification des procédures administratives à l'export, et la levée des barrières non tarifaires pour nos opérateurs ».

Q2: Quels sont les dispositifs ou programmes mis en place pour accompagner les entreprises agro-alimentaires exportatrices ?

« Le dispositif central reste le FSPE (Fonds Spécial de Promotion des Exportations), qui prend en charge une partie des frais de transport (maritime, aérien, terrestre), ainsi que la participation aux foires et salons à l'étranger. Nous travaillons aussi en étroite collaboration avec ALGEX (Agence Algérienne de Promotion des Exportations) pour l'information commerciale et l'orientation des entreprises, et la CAGEX pour l'assurance-crédit à l'exportation. Spécifiquement pour l'agroalimentaire, il y a des couloirs verts douaniers pour les produits périssables afin de garantir la rapidité du traitement logistique ».

Q3: Comment le ministère soutient-il la compétitivité des produits algériens à l'international?

« La compétitivité repose sur le triptyque : Qualité - Prix - Logistique. Nous subventionnons le transport via le FSPE pour réduire le coût logistique qui est un facteur clé. Sur le plan de

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

la qualité, nous encourageons la certification aux normes internationales à travers des programmes de mise à niveau en coordination avec le Ministère de l'Industrie. Enfin, nous labellisons nos produits phares (comme les dattes DegletNour ou l'huile d'olive) pour valoriser l'origine Algérie sur les marchés exigeants ».

Q4: Existe-t-il des politiques spécifiques pour encourager les exportations hors hydrocarbures (notamment agro-alimentaires) ?

« Absolument. L'agroalimentaire est le deuxième secteur exportateur hors hydrocarbures après les dérivés pétroliers. La politique actuelle repose sur des incitations fiscales (exonérations d'IBS et de TAP pour les opérations d'exportation), des facilités de change introduites par la Banque d'Algérie (possibilité de conserver une part importante des devises exportées), et la stratégie des "Diplomaties Économiques" via nos ambassades pour prospecter de nouveaux marchés, notamment en Afrique subsaharienne ».

Axe 2 : Transition écologique et exportations

Q1: Comment la transition écologique est-elle intégrée dans les politiques d'exportation en Algérie ?

« C'est un axe émergent mais devenu incontournable. L'Algérie s'est engagée dans une transition énergétique et écologique globale. Au niveau du commerce extérieur, nous prenons conscience que la "durabilité" n'est plus une option, mais une condition d'accès aux marchés mondiaux. Nous intégrons progressivement des critères environnementaux dans nos feuilles de route, notamment en sensibilisant les exportateurs sur l'empreinte carbone et la réduction de l'usage des plastiques ».

Q2: Quelles exigences environnementales internationales influencent les exportations agroalimentaires ?

« Les exigences sont de plus en plus strictes, en particulier sur notre principal marché traditionnel : l'Union Européenne. Le Pacte Vert européen (Green Deal), la stratégie "De la ferme à la table", et l'introduction future de réglementations sur la traçabilité stricte des intrants chimiques nous impactent directement. Il y a aussi les limites maximales de résidus (LMR) de pesticides, les exigences de packaging biodégradable et les certifications Bio

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

(Agriculture Biologique) qui deviennent des barrières à l'entrée si nos entreprises ne s'adaptent pas ».

Q3: Le ministère accompagne-t-il les entreprises dans l'adoption de pratiques écologiques ? Comment ?

« Oui, principalement via la formation et l'information. Le ministère encouragé les entreprises qui adoptent des emballages recyclables ou qui justifient d'une production à faible empreinte carbone. C'est un travail intersectoriel mené avec le Ministère de l'Environnement et celui de l'Agriculture ».

Axe 3 : Impacts sur les entreprises

Q1: Quels sont les principaux défis rencontrés par les entreprises agro-alimentaires face à la transition écologique ?

« Le premier défi est le coût de la mise en conformité. Moderniser les lignes de production, obtenir des certifications bio ou environnementales internationales coûte cher, surtout pour les PME. Le deuxième défi est la traçabilité : il faut que toute la chaîne de valeur, du fellah (agriculteur) jusqu'au conditionneur, respecte des normes strictes (gestion de l'eau, engrais verts). Enfin, il y a le défi technologique lié aux emballages écologiques qui ne sont pas toujours disponibles localement à un coût compétitif ».

Q2: Cette transition représente-t-elle une contrainte ou une opportunité pour les exportations?

« Au départ, beaucoup d'opérateurs la perçoivent comme une contrainte réglementaire et financière lourde. Mais notre rôle est de leur montrer qu'il s'agit d'une immense opportunité commerciale. Le marché mondial des produits sains, bio et éco-responsables est en pleine croissance et fortement générateur de valeur ajoutée. L'Algérie a un avantage naturel : une grande partie de notre agriculture du Sud ou des zones montagneuses est "naturellement" propre et utilise peu de produits chimiques. En structurant cette filière, la transition écologique devient un levier de différenciation et de compétitivité ».

Axe 4 : Perspectives et recommandations

Q1: Quelles sont les perspectives futures pour les exportations agro-alimentaires dans un contexte de transition écologique ?

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

« Les perspectives sont prometteuses si nous anticipons le virage vert. Nous visons à court et moyen terme une augmentation des volumes de produits labellisés "Bio" ou "Zéro Résidu". L'Afrique, via la ZLECAF, va aussi progressivement élever ses standards environnementaux. Les entreprises algériennes qui intègrent l'éco-conception dès aujourd'hui seront les leaders de demain sur le continent. L'avenir appartient aux exportations durables ».

Q2: Quelles améliorations ou actions recommandez-vous pour renforcer les exportations durables en Algérie ?

« Je recommande trois actions prioritaires :

- *Premièrement, renforcer la synergie intersectorielle (Commerce, Agriculture, Environnement) pour créer un label "Algérie Éco-Responsable" standardisé et reconnu à l'international.*
- *Deuxièmement, créer des mécanismes de financement vert (en collaboration avec les banques) dédiés spécifiquement à la mise à niveau environnementale des entreprises exportatrices.*
- *Troisièmement, développer une filière locale d'emballages biodégradables et écologiques pour réduire les coûts d'importation de ces intrants pour nos exportateurs. Le monde change, nos modes de production et d'exportation doivent suivre le même rythme ».*

1.2 Analyse des entretiens :

À partir des deux entretiens réalisés, plusieurs éléments importants peuvent être dégagés :

- Le Ministère du Commerce extérieur joue un rôle central dans la promotion des exportations hors hydrocarbures à travers l'accompagnement des entreprises exportatrices, la facilitation des procédures administratives et la mise en place de mécanismes de soutien à l'exportation.
- Les dispositifs comme le FSPE, ALGEX et la CAGEX contribuent au développement des exportations agroalimentaires en réduisant les contraintes logistiques et financières auxquelles font face les entreprises exportatrices.
- Le secteur agroalimentaire est considéré comme un secteur stratégique pour la diversification économique de l'Algérie grâce à son fort potentiel à l'international.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

- Les marchés internationaux, particulièrement européens, imposent aujourd'hui des normes environnementales strictes liées à la qualité sanitaire, à la traçabilité, aux limites de résidus chimiques et aux emballages écologiques.
- La transition écologique devient progressivement une condition essentielle d'accès aux marchés étrangers, notamment dans le cadre du Pacte Vert européen et des nouvelles exigences du commerce international durable.
- Le ministère accompagne les entreprises dans l'adoption de pratiques écologiques à travers des actions de sensibilisation, de formation et d'orientation afin de faciliter leur adaptation aux nouvelles normes environnementales.
- Les principales difficultés rencontrées par les entreprises agroalimentaires concernent les coûts élevés de mise en conformité environnementale, l'obtention des certifications internationales et les contraintes liées à la traçabilité des produits.
- Les entreprises exportatrices doivent également faire face aux défis technologiques et logistiques, notamment en ce qui concerne les emballages biodégradables et les infrastructures adaptées aux exportations durables.
- Malgré ces contraintes, la transition écologique représente une véritable opportunité pour les entreprises algériennes, car elle leur permet d'améliorer leur compétitivité et d'accéder à des marchés internationaux en forte croissance pour les produits durables, biologiques et éco-responsables.
- Les produits algériens disposent d'atouts naturels importants, notamment dans certaines régions agricoles où l'utilisation des produits chimiques reste limitée, ce qui peut constituer un avantage concurrentiel dans le développement des exportations bio.
- Les perspectives futures des exportations agroalimentaires apparaissent favorables, à condition que les entreprises anticipent les nouvelles exigences environnementales et investissent dans des pratiques durables.
- Les deux responsables interrogés insistent sur l'importance du renforcement des mécanismes d'accompagnement financier, du développement des infrastructures logistiques et de la création de labels environnementaux afin d'améliorer la compétitivité des exportations algériennes.
- La coopération intersectorielle entre les ministères du Commerce, de l'Agriculture et de l'Environnement apparaît comme un facteur essentiel pour réussir la transition

Figure 9 :Nuage de mots des entretiens



2 Analyse des résultats du questionnaire

2.1 L'analyse par tri à plat :

Question 01: Quelle est la nature juridique de votre entreprise ?

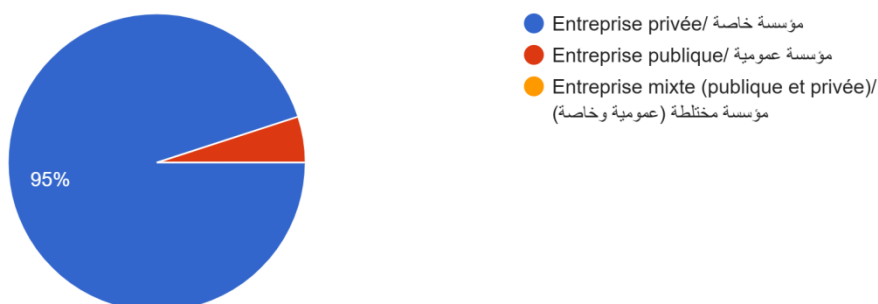
Tableau 4: Fréquence – Nature juridique des entreprises

1. Quelle est la nature juridique de votre entreprise:					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage Valide	Pourcentage Cumuli
Valide	Entreprise privée	19	95.0	95.0	95.0
	Entreprise publique	1	5.0	5.0	100.0
	Total	20	100.0	100.0	

Source: conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Figure 10: Nature juridique des entreprises interrogées



Source: Google Forms

Commentaire :

La majorité des entreprises interrogées sont des entreprises privées, représentant 95 % de l'échantillon, tandis que les entreprises publiques ne représentent que 5 %. Cette répartition montre une forte domination du secteur privé parmi les participants à l'étude, ce qui indique que les résultats obtenus reflètent principalement les perceptions et les pratiques des entreprises privées.

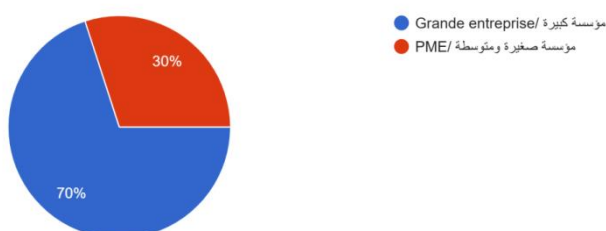
Question 02 : Quelle est la taille de votre entreprise ?

Tableau 5: Fréquence – Taille des entreprises

2. Quelle est la taille de votre entreprise					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Grande entreprise	14	70.0	70.0	70.0
	PME	6	30.0	30.0	100.0
	Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 11: Taille des entreprises exportatrices



Source: Google Forms

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Commentaire :

Les résultats montrent que les grandes entreprises représentent la majorité de l'échantillon avec 70 % des répondants, tandis que les PME représentent 30 %. Cette répartition indique que l'étude est principalement dominée par les grandes entreprises exportatrices.

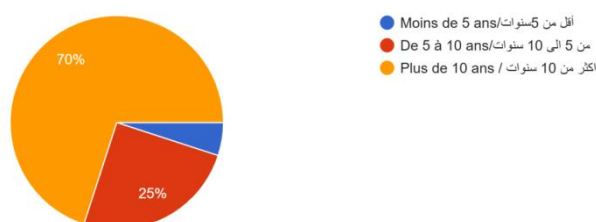
Question 03: Depuis combien d'années votre entreprise exerce-t-elle des activités d'exportation ?

Tableau 6: Fréquence – Ancienneté des activités d'exportation

3. Depuis combien d'années votre entreprise exerce-t-elle des activités d'exportation ?					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumuli
Valide	De 5 à 10ans	5	25.0	25.0	25.0
	Moins de 5ans	1	5.0	5.0	30.0
	Plus de 10ans	14	70.0	70.0	100.0
	Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 12: Ancienneté des activités d'exportation



Source: Google Forms

Commentaire :

Les résultats indiquent que 70 % des entreprises interrogées exercent des activités d'exportation depuis plus de 10 ans, tandis que 25 % exportent depuis une période comprise entre 5 et 10 ans. En revanche, seulement 5 % des entreprises ont moins de 5 années d'expérience dans l'exportation. Ces données montrent que la majorité des entreprises de l'échantillon disposent d'une expérience importante dans le domaine de l'exportation.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

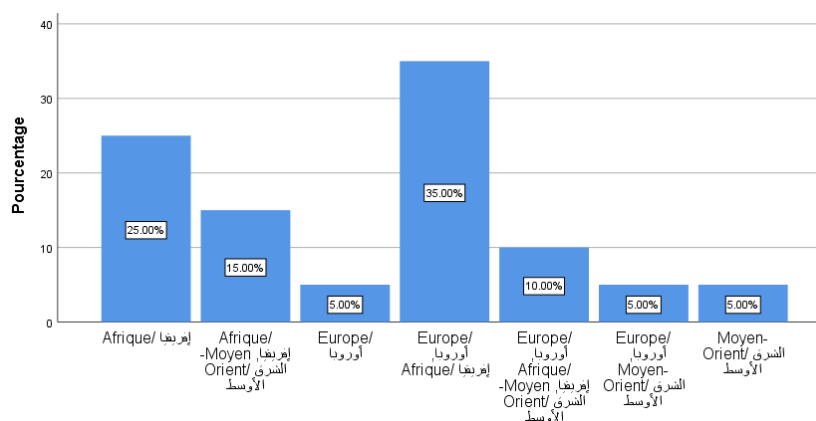
Question 04 : Vers quels marchés exportez-vous principalement ?

Tableau 7: Fréquence – Marchés d'exportation ciblés

4. Vers quels marchés exportez-vous principalement				
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Afrique	5	25.0	25.0	25.0
Afrique/, Moyen-Orient	3	15.0	15.0	40.0
Europe	1	5.0	5.0	45.0
Europe, Afrique	7	35.0	35.0	80.0
Europe, Afrique, Moyen-Orient	2	10.0	10.0	90.0
Europe, Moyen-Orient	1	5.0	5.0	95.0
Moyen-Orient	1	5.0	5.0	100.0
Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 13: Principaux marchés d'exportation des entreprises



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Commentaire :

Les résultats montrent que les entreprises exportent principalement vers plusieurs marchés internationaux. La catégorie la plus représentée est celle des entreprises exportant à la fois vers l'Europe et l'Afrique, avec 35 % des réponses. Ensuite, 25 % des entreprises exportent uniquement vers l'Afrique, tandis que 15 % ciblent à la fois l'Afrique et le Moyen-Orient. Les autres entreprises se répartissent entre différentes combinaisons de marchés incluant l'Europe,

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

l'Afrique et le Moyen-Orient. Ces résultats indiquent une diversification des destinations d'exportation, avec une forte orientation vers les marchés africains et européens.

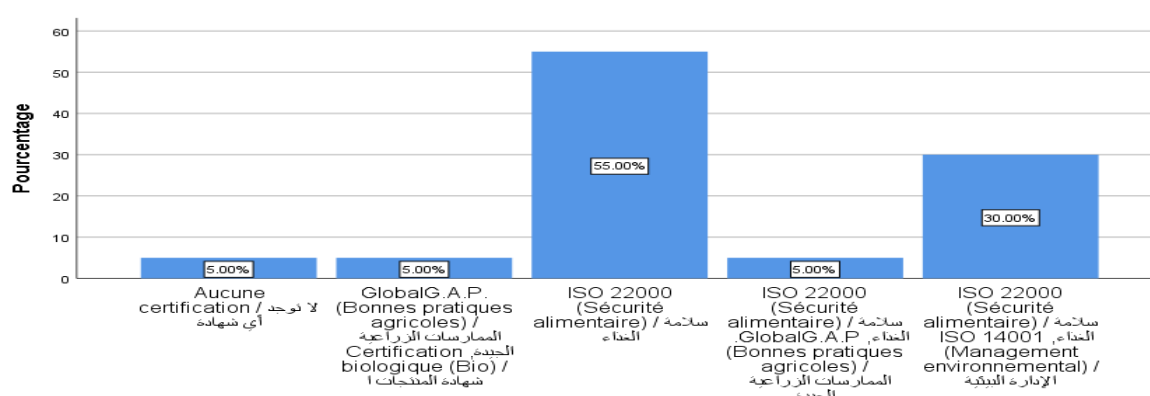
Question 05 : Votre entreprise détient-elle des certifications ?

Tableau 8 : Fréquence – Certifications détenues par les entreprises

5. Votre Entreprise détient-elle des certifications?					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumuli
Valide	Aucune certification	1	5.0	5.0	5.0
	GlobalG.A.P. (Bonnes pratiques agricoles), Certification biologique (Bio)	1	5.0	5.0	10.0
	ISO 22000 (Sécurité alimentaire)	11	55.0	55.0	65.0
	ISO 22000 (Sécurité alimentaire) /, GlobalG.A.P. (Bonnes pratiques agricoles)	1	5.0	5.0	70.0
	ISO 22000 (Sécurité alimentaire), ISO 14001 (Management environnemental)	6	30.0	30.0	100.0
	Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 14: Certifications détenues par les entreprises



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Commentaire :

Les résultats révèlent que la majorité des entreprises interrogées disposent de certifications liées à la qualité et à la sécurité. En effet, 55 % des entreprises possèdent la certification ISO

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

22000 relative à la sécurité alimentaire, tandis que 30 % combinent les certifications ISO 22000 et ISO 14001 portant sur le management environnemental. Une faible proportion d'entreprises possède des certifications GlobalG.A.P. ou biologiques, alors que seulement 5 % des entreprises déclarent ne détenir aucune certification. Ces données montrent l'importance accordée par les entreprises aux normes de qualité et de sécurité dans leurs activités d'exportation.

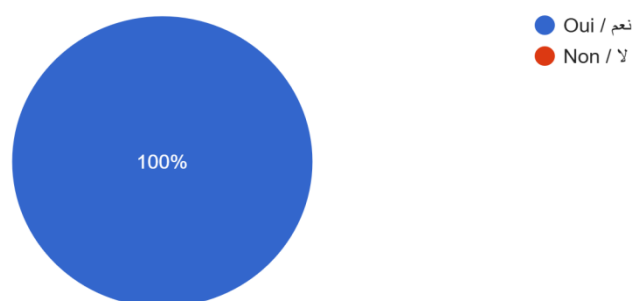
Question 06: Votre entreprise intègre-t-elle des pratiques écologiques dans son activité ?

Tableau 9: Fréquence – Intégration des pratiques écologiques

6. Votre entreprise intègre-t-elle des pratiques écologiques dans son activité ?					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	20	100.0	100.0	100.0

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 15 : Intégration des pratiques écologiques dans l'activité de l'entreprise



Source: Google forms

Commentaire :

Les résultats montrent que l'ensemble des entreprises interrogées, soit 100 % de l'échantillon, déclarent intégrer des pratiques écologiques dans leurs activités. Cela reflète une prise de conscience généralisée de l'importance des pratiques environnementales et du développement durable au sein des entreprises exportatrices.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

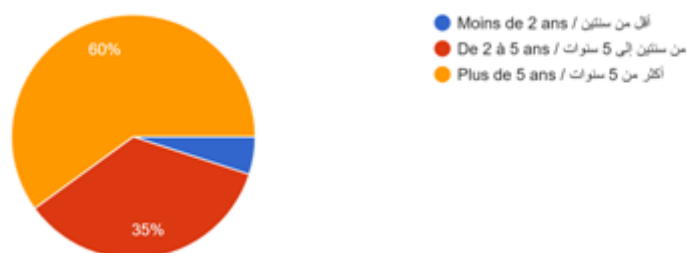
Question 07 : Depuis quand votre entreprise a-t-elle intégré des pratiques écologiques ?

Tableau 10: Fréquence – Ancienneté des pratiques écologiques

7. Depuis quand votre entreprise a-t-elle intégré des pratiques écologiques ?					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage Valide	Pourcentage cumuli
Valide	De 2 à 5 ans	7	35.0	35.0	35.0
	Moins de 2 ans	1	5.0	5.0	40.0
	Plus de 5 ans	12	60.0	60.0	100.0
	Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 16: Ancienneté de l'intégration des pratiques écologiques



Source: Google Forms

Commentaire :

Les résultats indiquent que 60 % des entreprises interrogées ont intégré des pratiques écologiques depuis plus de 5 ans, tandis que 35 % les ont adoptées depuis une période comprise entre 2 et 5 ans. En revanche, seulement 5 % des entreprises ont commencé à appliquer ces pratiques depuis moins de 2 ans. Ces données montrent que les pratiques écologiques sont déjà bien ancrées dans la majorité des entreprises étudiées.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Question 08: Quelles pratiques écologiques votre entreprise a-t-elle adoptées ?

Tableau 11: Fréquence – Pratiques écologiques adoptées

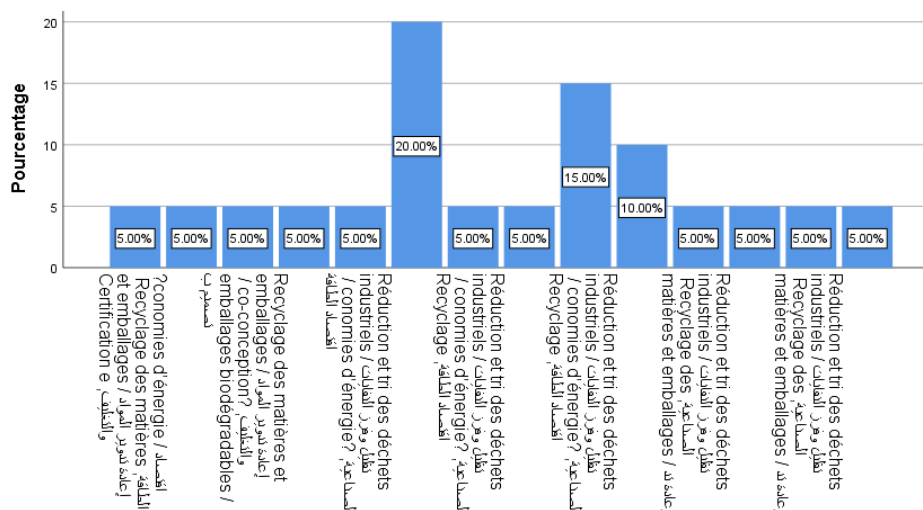
8. Quelles pratiques écologiques votre entreprise a-t-elle adoptées ?					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	?économies d'énergie, Recyclage des matières et emballages, Certification e	1	5.0	5.0	5.0
	?économies d'énergie, Recyclage des matières et emballages, Traçabilité env	1	5.0	5.0	10.0
	Recyclage des matières et emballages, co-conception emballages biodégradables	1	5.0	5.0	15.0
	Recyclage des matières et emballages, Certification environnementale, Agricu	1	5.0	5.0	20.0
	Réduction et tri des déchets industriels, économie sd'énergie	1	5.0	5.0	25.0
	Réduction et tri des déchets industriels, économies d'énergie, Recyclage	4	20.0	20.0	45.0
	Réduction et tri des déchets industriels, économies d'énergie, Recyclage	1	5.0	5.0	50.0
	Réduction et tri des déchets industriels, économies d'énergie, Recyclage	1	5.0	5.0	55.0
	Réduction et tri des déchets industriels, économies d'énergie, Recyclage	3	15.0	15.0	70.0
	Réduction et tri des déchets industriels, économies d'énergie, Traçabilité	2	10.0	10.0	80.0
	Réduction et tri des déchets industriels, Recyclage des matières et emballages	1	5.0	5.0	85.0

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Réduction et tri des déchets industriels, Recyclage des matières et emballages	1	5.0	5.0	90.0
Réduction et tri des déchets industriels, Recyclage des matières et emballages	1	5.0	5.0	95.0
Utilisation de matières premières biologiques ou certifiées, Réduction et tri de	1	5.0	5.0	100.0
Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26.

Figure 17:Pratiques écologiques adoptées par les entreprises



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Commentaire :

Les résultats montrent que les entreprises interrogées ont adopté différentes pratiques écologiques dans le cadre de leurs activités. Les pratiques les plus fréquentes concernent la réduction et le tri des déchets industriels, les économies d'énergie ainsi que le recyclage des matières et des emballages. Certaines entreprises ont également intégré des démarches de traçabilité environnementale, des certifications environnementales, l'utilisation de matières premières biologiques ou certifiées, ainsi que l'éco-conception d'emballages biodégradables. Ces résultats traduisent une diversité des actions environnementales mises en place par les entreprises afin de renforcer leur engagement en faveur du développement durable.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

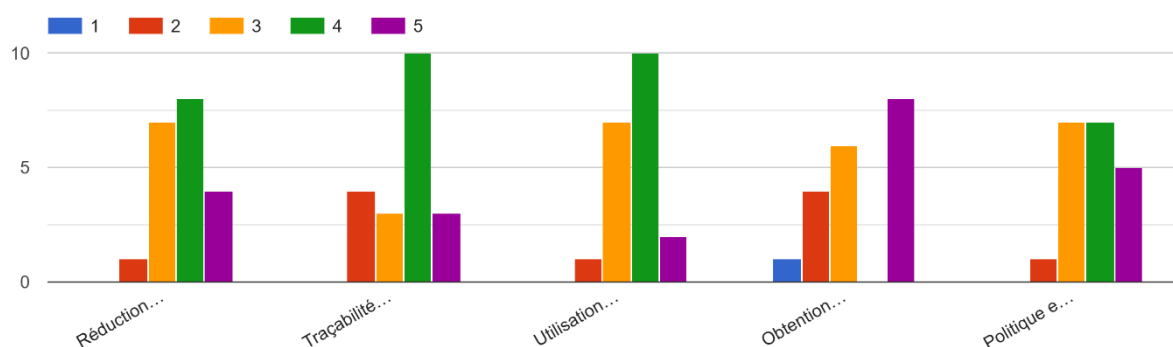
Question 09: Dans quelle mesure votre entreprise a-t-elle mis en œuvre les pratiques écologiques suivantes ?

Tableau 12: Niveau de mise en œuvre des pratiques écologiques

	1	2	3	4	5
Réduction mesurable des émissions de CO ₂	0	1	7	8	4
Traçabilité environnementale des fournisseurs	0	4	3	10	3
Utilisation d'emballages biodégradables	0	1	7	10	2
Obtention d'une certification environnementale	1	5	6	0	8
Politique environnementale interne	0	1	7	7	5

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 18: Niveau de mise en œuvre des pratiques écologiques



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Commentaire :

Les résultats indiquent un niveau globalement élevé d'adoption des pratiques écologiques par les entreprises. Les mesures les plus avancées concernent la réduction des émissions de CO₂, la traçabilité environnementale, l'utilisation d'emballages biodégradables et la mise en place de politiques environnementales internes, avec une majorité de réponses situées aux

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

niveaux élevés (4 et 5). En revanche, l'obtention de certifications environnementales apparaît légèrement moins généralisée, bien qu'elle reste présente. Globalement, les entreprises montrent un engagement important en faveur des pratiques environnementales.

Question 10: Quels sont les principaux obstacles rencontrés par votre entreprise ?

Tableau 13: Fréquence – Obstacles rencontrés dans l'adoption des pratiques écologiques

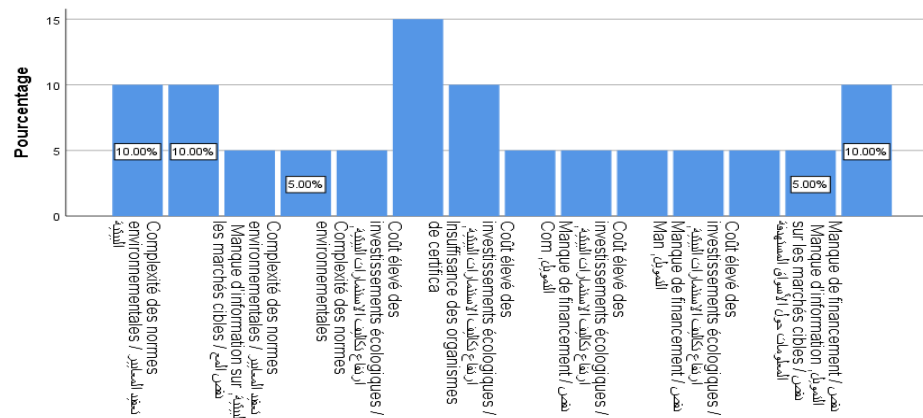
10. Quels sont les principaux obstacles rencontrés par votre entreprise ?					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Complexité des normes environnementales	2	10.0	10.0	10.0
	Complexité des normes environnementales, Insuffisance des organismes de certification	2	10.0	10.0	20.0
	Complexité des normes environnementales, Manque d'information sur les marches cibles	1	5.0	5.0	25.0
	Coût élevé des investissements écologiques Complexité des normes environnementales	1	5.0	5.0	30.0
	Coût élevé des investissements écologiques, Complexité des normes environnementales	1	5.0	5.0	35.0
	Coût élevé des investissements écologiques, Complexité des normes environnementales	3	15.0	15.0	50.0
	Coût élevé des investissements écologiques, Insuffisance des organismes de certifications	2	10.0	10.0	60.0

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Coût élevé des investissements écologiques, Manque d'information sur les marchés cible	1	5.0	5.0	65.0
Coût élevé des investissements écologiques, Manque de financement, Com	1	5.0	5.0	70.0
Coût élevé des investissements écologiques, Manque de financement, Man	1	5.0	5.0	75.0
Coût élevé des investissements écologiques, Manque de financement Man	1	5.0	5.0	80.0
Manque de financement, Complexité des normes environnementales	1	5.0	5.0	85.0
Manque de financement, Manque d'information sur les marchés cibles	1	5.0	5.0	90.0
Manque de financement, Manque de compétences techniques	2	10.0	10.0	100.0
Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26.

Figure 19: Principaux obstacles rencontrés dans l'adoption des pratiques écologiques



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Commentaire :

Les résultats montrent que les entreprises rencontrent plusieurs obstacles dans la mise en œuvre des pratiques écologiques. Les difficultés les plus fréquemment citées sont le coût élevé des investissements écologiques et la complexité des normes environnementales. D'autres contraintes importantes incluent le manque de financement, l'insuffisance des organismes de certification, le manque d'information sur les marchés cibles ainsi que le manque de compétences techniques. Globalement, ces résultats indiquent que les principaux freins sont à la fois financiers, réglementaires et organisationnels.

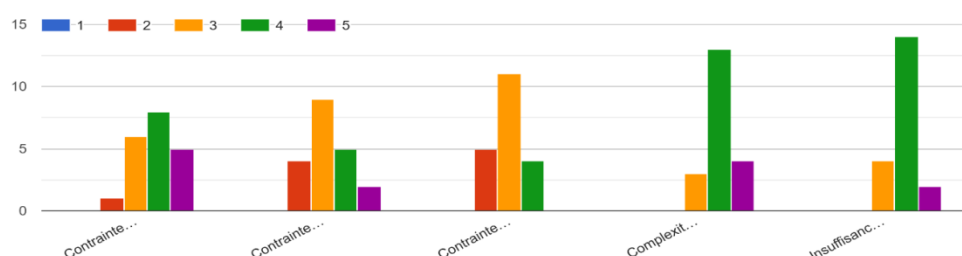
Question 11: Dans quelle mesure ces obstacles freinent-ils l'adoption des pratiques écologiques ?

Tableau 14: Niveau d'influence des obstacles sur l'adoption des pratiques écologiques

	1	2	3	4	5
Contraintes financières	0	1	6	8	5
Contraintes techniques	0	4	9	5	2
Contraintes organisationnelles	0	4	9	11	0
Complexité des normes environnementales	0	0	3	13	4
Insuffisance des infrastructures de certification	0	0	4	14	2

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 20: Niveau d'influence des obstacles sur l'adoption des pratiques écologiques



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Commentaire :

Les résultats indiquent que les obstacles freinent de manière importante l'adoption des pratiques écologiques. Les contraintes les plus fortes sont la complexité des normes environnementales et l'insuffisance des infrastructures de certification, suivies des contraintes financières, techniques et organisationnelles. Globalement, ces freins sont jugés élevés, ce qui montre qu'ils constituent un véritable défi pour la mise en œuvre des pratiques écologiques.

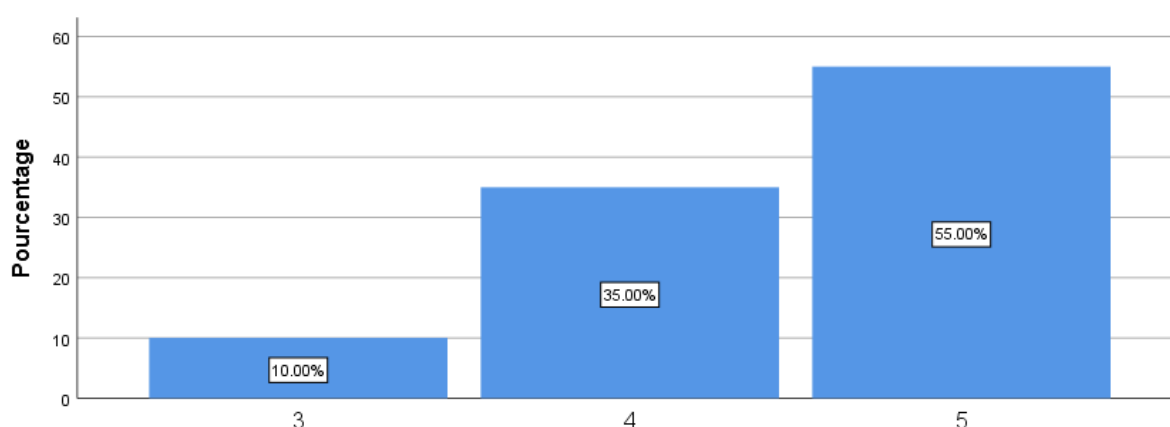
Question12: Dans quelle mesure les normes environnementales étrangères influencent-elles vos décisions d'exportation ?

Tableau 15: Fréquence – Influence des normes environnementales étrangères sur l'exportation

12. Dans quelle mesure les normes environnementales étrangères influencent-elles vos décisions d'exportation					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentagevali de	Pourcentage cumulé
Valide	3	2	10.0	10.0	10.0
	4	7	35.0	35.0	45.0
	5	11	55.0	55.0	100.0
	Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 21: Influence des normes environnementales étrangères sur les décisions



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Commentaire :

Les résultats montrent que les normes environnementales étrangères influencent fortement les décisions d'exportation des entreprises interrogées. En effet, 55 % des répondants ont attribué le niveau maximal d'influence (5), tandis que 35 % ont indiqué un niveau 4. Seuls 10 % estiment que cette influence est modérée (niveau 3).

Globalement, ces résultats indiquent que les exigences environnementales des marchés étrangers jouent un rôle déterminant dans les stratégies d'exportation des entreprises.

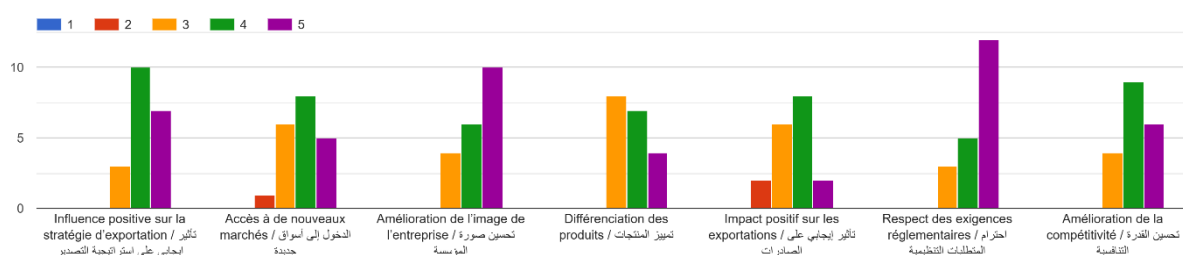
Question 13: Dans quelle mesure les pratiques écologiques ont-elles influencé votre stratégie d'exportation ?

Tableau 16: Influence des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation

	1	2	3	4	5
Influence positive sur la stratégie d'exportation	0	0	3	10	7
Accès à de nouveaux marchés	0	1	6	8	5
Amélioration de l'image de l'entreprise	0	0	4	6	10
Différenciation des produits	0	0	8	7	4
Impact positif sur les exportations	0	2	8	6	2
Respect des exigences réglementaires	0	0	3	5	12
Amélioration de la compétitivité	0	0	4	9	6

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 22: Influence des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Commentaire :

Les résultats indiquent que les pratiques écologiques influencent positivement la stratégie d'exportation des entreprises. Elles améliorent principalement l'image de l'entreprise, le respect des normes réglementaires et la compétitivité, tout en facilitant l'accès à de nouveaux marchés et la différenciation des produits. Toutefois, leur impact direct sur le volume des exportations est perçu comme plus modéré. Globalement, ces pratiques jouent un rôle stratégique important dans le développement international des entreprises.

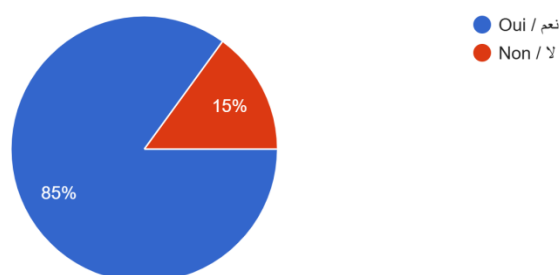
Question 14: Votre entreprise bénéficie-t-elle d'un soutien institutionnel ?

Tableau 17: Fréquence – Soutien institutionnel reçu

14. Votre entreprise bénéficie-t-elle d'un soutien institutionnel ?					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage Cumulé
Valide	Non	3	15.0	15.0	15.0
	Oui	17	85.0	85.0	100.0
	Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 23 : Bénéfice d'un soutien institutionnel



Source: Google Forms

Commentaire :

Les résultats montrent que la majorité des entreprises interrogées bénéficient d'un soutien institutionnel, avec 85 % de réponses positives contre 15 % de réponses négatives.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Cela indique que les dispositifs d'accompagnement institutionnel sont largement présents et accessibles pour les entreprises de l'échantillon, ce qui peut faciliter leur développement et leurs activités d'exportation.

Question 15: Quel type de soutien recevez-vous ?

Tableau 18: Fréquence – Types de soutien institutionnel

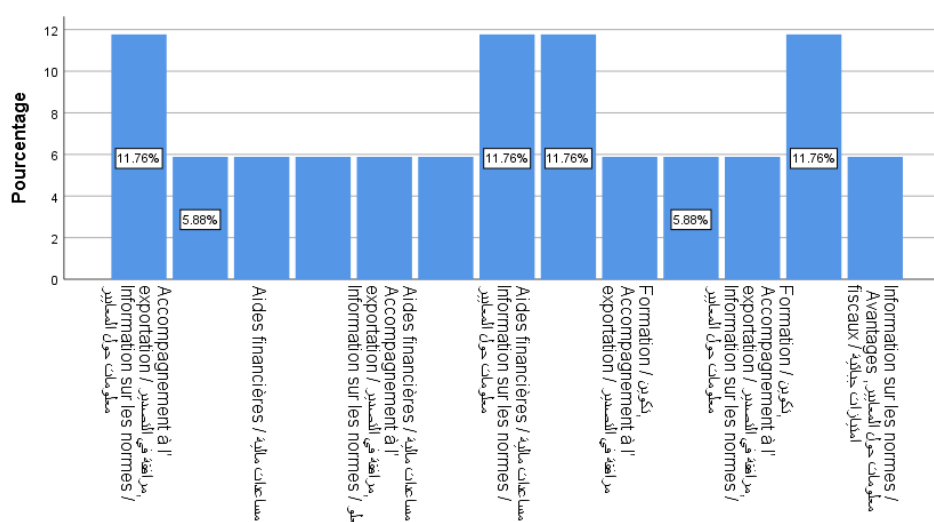
15. Quel type de soutien recevez-vous ?				
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage Valide	Pourcentage Cumulé
Accompagnement à l'exportation, Information sur les normes	2	10.0	11.8	11.8
Accompagnement à l'exportation, Information sur les normes, Appui à la certification	1	5.0	5.9	17.6
Aides financiers	1	5.0	5.9	23.5
Aides financières, Accompagnement à l'exportation	1	5.0	5.9	29.4
Aides financières, Accompagnement à l'exportation, Information sur les normes	1	5.0	5.9	35.3
Aides financiers, Formation	1	5.0	5.9	41.2
Aides financières, Information sur les normes	2	10.0	11.8	52.9
Appui à la certification	2	10.0	11.8	64.7
Formation, Accompagnement à l'exportation	1	5.0	5.9	70.6
Formation, Accompagnement à l'exportation, Information sur les normes	1	5.0	5.9	76.5
Formation, Accompagnement à l'exportation, Information sur les normes	1	5.0	5.9	82.4
Formation, Information sur les normes	2	10.0	11.8	94.1
Information sur les normes, Avantages fiscaux	1	5.0	5.9	100.0
Total	17	85.0	100.0	

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Système	3	15.0		
Total	20	100.0		

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 24: Types de soutien institutionnel reçus



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Commentaire :

Les résultats montrent que les entreprises bénéficiant d'un soutien institutionnel reçoivent plusieurs formes d'accompagnement complémentaires. Les types de soutien les plus fréquents concernent l'information sur les normes, l'accompagnement à l'exportation, ainsi que les aides financières et la formation. On observe également un appui à la certification et, dans une moindre mesure, des avantages fiscaux.

Globalement, ces résultats indiquent que le soutien institutionnel est diversifié et combine des actions d'information, de financement et de renforcement des compétences afin de faciliter les activités d'exportation des entreprises.

Question 16: Dans quelle mesure le soutien institutionnel répond-il à vos besoins ?

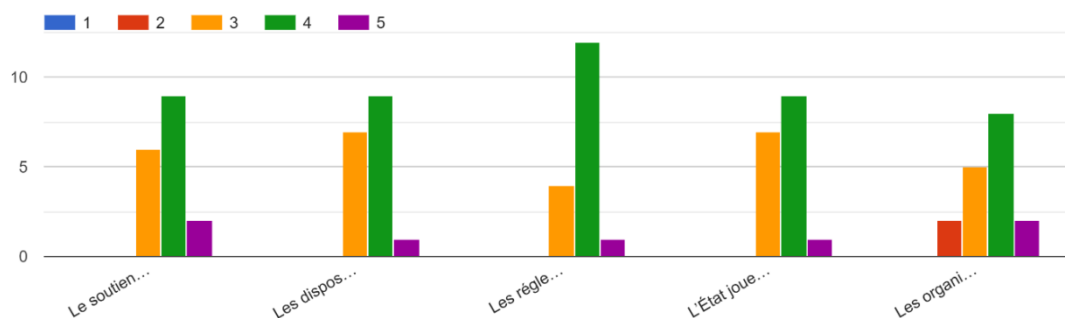
Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Tableau 19: Influence du soutien institutionnel sur les pratiques écologiques

	1	2	3	4	5
Le soutien répond à nos besoins	0	0	6	9	2
Les dispositifs publics encouragent la transition écologique	0	0	7	9	1
Les réglementations nationales incitent aux pratiques écologiques	0	0	4	12	1
L'État joue un rôle actif	0	0	7	9	1
Les organismes d'appui accompagnent efficacement les entreprises	0	2	5	8	2

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 25: Influence du soutien institutionnel sur l'intégration des pratiques écologiques



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Commentaire :

Les résultats montrent que le soutien institutionnel est globalement perçu comme répondant de manière satisfaisante aux besoins des entreprises, avec une majorité de réponses situées aux niveaux élevés (4 et 5). Les dispositifs publics sont considérés comme encourageant la transition écologique et les réglementations nationales comme incitant aux pratiques écologiques.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

De même, le rôle de l'État et des organismes d'appui est jugé globalement actif et efficace, même si certaines réponses indiquent encore des marges d'amélioration.

Dans l'ensemble, ces résultats révèlent une perception positive du soutien institutionnel dans l'accompagnement des entreprises vers les pratiques écologiques.

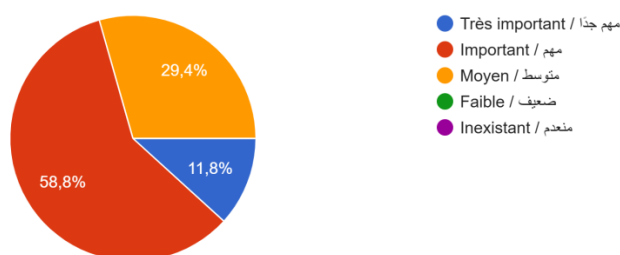
Question 17 : Comment évaluez-vous globalement le rôle de l'État ?

Tableau 20: Impact des pratiques écologiques sur la compétitivité internationale

17. Comment évaluez-vous globalement le rôle de l'État ?					
		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage Valide	Pourcentage Cumulé
Valide	Important	10	50.0	58.8	58.8
	Moyen	5	25.0	29.4	88.2
	Très important	2	10.0	11.8	100.0
	Total	17	85.0	100.0	
Manquant	Système	3	15.0		
Total		20	100.0		

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 26: Contribution des pratiques écologiques à la compétitivité internationale



Source: Google Forms

Commentaire :

Les résultats montrent que le rôle de l'État est globalement perçu comme important par les entreprises interrogées. En effet, 50 % des répondants le jugent important et 11,8 % le considèrent très important, tandis que 29,4 % l'évaluent comme moyen.

Dans l'ensemble, ces données indiquent une perception globalement positive du rôle de l'État dans l'accompagnement et le développement des entreprises, bien que certains répondants estiment encore que son impact pourrait être renforcé.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Question 18: Envisagez-vous de renforcer vos pratiques écologiques ?

Tableau 21: Impact des pratiques écologiques sur l'image de l'entreprise

18. Envisagez-vous de renforcer vos pratiques écologiques ?

		Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui, avec soutien adéquat	9	45.0	45.0	45.0
	Oui, priorité stratégique	11	55.0	55.0	100.0
	Total	20	100.0	100.0	

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Figure 27 : Impact des pratiques écologiques sur l'image de l'entreprise



Source: Google Forms

Commentaire :

Les résultats montrent que toutes les entreprises interrogées envisagent de renforcer leurs pratiques écologiques. En effet, 55 % considèrent ce renforcement comme une priorité stratégique, tandis que 45 % estiment qu'il peut être réalisé avec un soutien adéquat.

Globalement, ces résultats indiquent une forte volonté des entreprises d'aller vers une transition écologique plus avancée, ce qui confirme l'importance croissante des pratiques environnementales dans leur stratégie de développement.

Question 19: Quels leviers seraient les plus efficaces pour accélérer la transition écologique ?

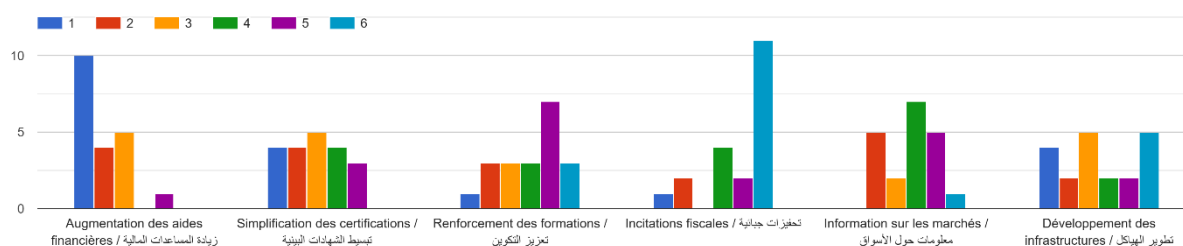
Tableau 22: Perception des perspectives des exportations écologiques en Algérie

	1	2	3	4	5	6
Augmentation des aides financières	10	4	5	0	1	0
Simplification des certifications	4	4	5	4	3	0
Renforcement des formations	1	3	3	3	7	3
Information sur les marchés	1	2	0	4	2	11
Développement des infrastructures	4	2	2	2	2	5

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Figure 28: Perception de l'avenir des exportations écologiques en Algérie



Source: conception personnelle à partir des données de l'étude

Commentaire :

Les résultats indiquent que les principaux leviers pour accélérer la transition écologique sont l'information sur les marchés, le développement des infrastructures et le renforcement des formations. L'augmentation des aides financières et la simplification des certifications sont également jugées utiles, mais de manière secondaire. Globalement, l'amélioration de l'accès à l'information et des compétences apparaît comme le facteur le plus déterminant.

2.2 Test d'hypothèses :

Pour tester les hypothèses de l'étude, des moyennes ont été calculées pour les variables construites à partir des items du questionnaire (adoption des pratiques écologiques, stratégie d'exportation, contraintes et appui institutionnel). Ensuite, les régressions linéaires ont été réalisées afin d'examiner l'effet des variables indépendantes sur les variables dépendantes de l'étude.

Les hypothèses ont été validées à partir des coefficients de régression et du seuil de significativité ($p < 0,05$). Par ailleurs, les conditions de validité de la régression ont été vérifiées, notamment la linéarité de la relation, la normalité des résidus, l'homoscédasticité, l'absence de multi-colinéarité et l'indépendance des erreurs, ce qui confirme la fiabilité des résultats obtenus.

H1: Les contraintes organisationnelles, financières et techniques ont un impact négatif sur l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises algériennes exportatrices de produits agro-alimentaire.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Tableau 23: Relation entre les contraintes et l'adoption des pratiques écologiques

Récapitulatif des modèles				
Modèle	R	R-deux	R-deuxajusté	Erreur standard de l'estimation
1	.685 ^a	.469	.279	.52638
a. Prédicateurs : (Constante), Contraintes financières, Contraintes techniques, Contraintes organisationnelles				

Source : Conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Commentaire :

Le modèle présente un coefficient de corrélation $R = 0,685$, ce qui indique une relation modérée entre les contraintes (financières, techniques et organisationnelles) et l'adoption des pratiques écologiques. Le $R^2 = 0,469$ signifie que 46,9 % de la variation de l'adoption des pratiques écologiques est expliquée par ces contraintes. Cependant, le R^2 ajusté (0,279) montre que le pouvoir explicatif réel du modèle est plus faible après correction, ce qui suggère une influence limitée des variables explicatives.

Tableau 24: Effet des contraintes sur l'adoption des pratiques écologiques

ANOVA ^a						
Modèle		Somme des carrés	Ddl	Carrémoyen	F	Sig.
1	Régression	3.423	5	.685	2.471	.084 ^b
	de Student	3.879	14	.277		
	Total	7.302	19			
a. Variable dépendante : Adoption_des_pratiques_écologiques						
b. Prédicateurs : (Constante), Contraintes financières, Contraintes techniques, Contraintes organisationnelles						

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Commentaire :

Le test ANOVA indique que le modèle global n'est pas statistiquement significatif (Sig. = 0,084 > 0,05). Cela signifie que, globalement, les contraintes financières, techniques et organisationnelles ne permettent pas d'expliquer de manière significative l'adoption des pratiques écologiques au seuil de 5 %. Ainsi, le modèle n'a pas une forte validité statistique.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Tableau 25: Coefficients de régression des contraintes sur l'adoption des pratiques écologiques

		Coefficients ^a				
Modèle		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	T	Sig.
		B	Erreur standard	Bêta		
1	(Constante)	3.370	.613		5.497	.000
	Contraintes financières	-.281	.223	-.397	-1.264	.227
	Contraintes techniques	.393	.195	.577	2.014	.064
	Contraintes organisationnelles	-.382	.279	-.422	-1.370	.192

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Commentaire :

Les résultats des coefficients montrent que :

- Les contraintes financières ont un effet négatif (-0,281), mais non significatif (Sig. = 0,227).
- Les contraintes techniques ont un effet positif (0,393), mais non significatif (Sig. = 0,064).
- Les contraintes organisationnelles ont un effet négatif (-0,382), également non significatif (Sig. = 0,192).

Ainsi, aucune variable indépendante n'a un impact statistiquement significatif sur l'adoption des pratiques écologiques.

➤ Par conséquent, H1 est confirmé partiellement.

H2: L'intégration des pratiques écologiques influence les orientations stratégiques des exportations algériennes de produits agro-alimentaire.

Tableau 26: Relation entre les pratiques écologiques et la stratégie d'exportation

Récapitulatif des modèles				
Modèle	R	R-deux	R-deuxajusté	Erreur standard de l'estimation
1	.952 ^a	.907	.902	.21811
a. Prédicteurs : (Constante), Adoption_des_pratiques_ecologiques				

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Commentaire :

Le modèle présente un coefficient de corrélation très élevé ($R = 0,952$), ce qui indique une relation très forte entre l'adoption des pratiques écologiques et les orientations stratégiques des exportations. Le $R^2 = 0,907$ montre que 90,7 % des variations de la stratégie d'exportation sont expliquées par l'intégration des pratiques écologiques. Le R^2 ajusté (0,902) confirme la solidité et la fiabilité du modèle.

Tableau 27: Effet des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation

ANOVA ^a						
Modèle		Somme des carrés	Ddl	Carrémoyen	F	Sig.
1	Régression	8.346	1	8.346	175.447	.000
	de Student	.856	18	.048		
	Total	9.202	19			

a. Variable dépendante : Strategie_exportation

b. Prédicteurs : (Constante). Adoption des pratiques ecologiques

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Commentaire :

Le test ANOVA indique que le modèle est hautement significatif ($\text{Sig.} = 0,000 < 0,05$). Cela signifie que l'adoption des pratiques écologiques explique de manière statistiquement significative les orientations stratégiques des exportations. Le modèle est donc globalement valide et très performant.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

Tableau 28: Coefficients de régression des pratiques écologiques sur la stratégie d'exportation

Coefficients ^a					
Modèle		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	Sig.
		B	Erreur standard	Bêta	
1	(Constante)	-.847-	.245		-3.461-
	Adoption_des_pratiques_eco logiques	1.069	.081	.952	13.246

a. Variable dépendante : Strategie_exportation

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Commentaire :

Les résultats montrent que l'adoption des pratiques écologiques a un effet positif, fort et significatif sur la stratégie d'exportation ($B = 1,069$; $Beta = 0,952$; $Sig. = 0,000$). Cela signifie qu'une amélioration de l'adoption des pratiques écologiques entraîne une amélioration importante des orientations stratégiques des exportations. La constante est négative et significative, mais elle n'a pas d'interprétation substantielle directe.

➤ Par conséquent, H2 est confirmé.

H3: L'appui institutionnel influence l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices de produits agro-alimentaire.

Tableau 29: Relation entre l'appui institutionnel et l'adoption des pratiques écologiques

Récapitulatif des modèles				
Modèle	R	R-deux	R-deuxajusté	Erreur standard de l'estimation
1	.535 ^a	.287	.247	.53797

a. Prédicteurs : (Constante), 14. Votre entreprise bénéficie-t-elle d'un soutien institutionnel ?

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Commentaire :

Le modèle présente un coefficient de corrélation modéré ($R = 0,535$), indiquant une relation positive entre l'appui institutionnel et l'adoption des pratiques écologiques. Le $R^2 = 0,287$ signifie que 28,7 % de la variation de l'adoption des pratiques écologiques est

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

expliquée par le soutien institutionnel. Le R^2 ajusté (0,247) confirme une capacité explicative modérée du modèle.

Tableau 30: Effet de l'appui institutionnel sur l'adoption des pratiques écologiques

ANOVA ^a						
Modèle		Somme des carrés	Ddl	Carrémoyen	F	Sig.
1	Régression	2.093	1	2.093	7.230	.015
	de Student	5.209	18	.289		
	Total	7.302	19			

a. Variable dépendante : Adoption_des_pratiques_ecologiques

b. Prédicteurs : (Constante), 14. Votre entreprise bénéficie-t-elle d'un soutien institutionnel

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Commentaire :

Le test ANOVA montre que le modèle est statistiquement significatif (Sig. = 0,015 < 0,05). Cela indique que l'appui institutionnel contribue de manière significative à l'explication de l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices.

Tableau 31: Coefficients de régression de l'appui institutionnel sur l'adoption des pratiques écologiques

Coefficients ^a						
		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés		
Modèle		B	Erreur standard	Bêta	t	Sig.
1	(Constante)	1.294	.635		2.039	.056
	14. Votre entreprise bénéficie-t-elle d'un soutien institutionnel ?	.906	.337	.535	2.689	.015

a. Variable dépendante : Adoption des pratiques écologiques

Source : conception personnelle à partir des données traitées sur le logiciel IBM SPSS 26

Commentaire :

Les résultats montrent que l'appui institutionnel a un effet positif et significatif sur l'adoption des pratiques écologiques (B = 0,906 ; Beta = 0,535 ; Sig. = 0,015). Cela signifie que plus le soutien institutionnel est présent, plus les entreprises adoptent des pratiques

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

écologiques. La constante n'est pas significative au seuil de 5 %, mais elle n'influence pas l'interprétation principale du modèle.

➤ Par conséquent, H3 est confirmé.

2.2.Synthèse de l'étude quantitative :

Après l'analyse des résultats obtenus à travers le questionnaire adressé aux entreprises exportatrices agroalimentaires, plusieurs conclusions importantes ont pu être dégagées :

- 95 % des entreprises interrogées sont des entreprises privées, tandis que seulement 5 % appartiennent au secteur public.
- 70 % des entreprises de l'échantillon sont des grandes entreprises, contre 30 % de PME.
- 70 % des entreprises exercent des activités d'exportation depuis plus de 10 ans, ce qui montre une forte expérience dans le domaine de l'exportation.
- Les principaux marchés ciblés par les entreprises sont l'Europe et l'Afrique, avec 35 % des entreprises exportant vers ces deux marchés simultanément.
- 55 % des entreprises possèdent la certification ISO 22000 relative à la sécurité alimentaire, tandis que 30 % combinent ISO 22000 et ISO 14001.
- 100 % des entreprises déclarent intégrer des pratiques écologiques dans leurs activités.
- 60 % des entreprises ont adopté des pratiques écologiques depuis plus de 5 ans, ce qui traduit un engagement durable envers la transition écologique.
- Les pratiques écologiques les plus adoptées concernent la réduction et le tri des déchets industriels, les économies d'énergie ainsi que le recyclage des matières et emballages.
- Les entreprises montrent un niveau élevé de mise en œuvre des pratiques environnementales, notamment dans la réduction des émissions de CO₂, la traçabilité environnementale et l'utilisation d'emballages biodégradables.
- Les principaux obstacles rencontrés par les entreprises sont le coût élevé des investissements écologiques, la complexité des normes environnementales, le manque de financement ainsi que l'insuffisance des organismes de certification.
- Les normes environnementales étrangères influencent fortement les décisions d'exportation des entreprises exportatrices.

Chapitre 03 : Étude empirique de l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaire en Algérie

- Les pratiques écologiques contribuent principalement à l'amélioration de l'image de l'entreprise, au respect des exigences réglementaires et au renforcement de la compétitivité internationale.
- 85 % des entreprises interrogées bénéficient d'un soutien institutionnel dans leurs activités d'exportation et de transition écologique.
- Les formes de soutien les plus fréquentes concernent l'information sur les normes, l'accompagnement à l'exportation, les aides financières et la formation.
- Le soutien institutionnel est globalement perçu comme satisfaisant et encourageant l'intégration des pratiques écologiques.
- Toutes les entreprises interrogées envisagent de renforcer leurs pratiques écologiques, dont 55 % les considèrent comme une priorité stratégique.
- Les leviers les plus efficaces pour accélérer la transition écologique sont l'information sur les marchés, le développement des infrastructures et le renforcement des formations.
- Une relation modérée existe entre les contraintes financières, techniques et organisationnelles et l'adoption des pratiques écologiques ($R = 0,685$), mais cette relation reste statistiquement non significative ($\text{Sig.} = 0,084$).
- Une relation très forte et positive existe entre l'adoption des pratiques écologiques et la stratégie d'exportation des entreprises ($R = 0,952$; $\text{Sig.} = 0,000$).
- L'appui institutionnel exerce une influence positive sur l'adoption des pratiques écologiques, avec une relation statistiquement significative ($R = 0,535$; $\text{Sig.} = 0,015$).

Conclusion du chapitre 3 :

Cette étude empirique a permis de mettre en évidence l'importance de la transition écologique dans les stratégies d'exportation des entreprises agroalimentaires algériennes. Les résultats obtenus montrent que l'intégration des pratiques écologiques contribue à améliorer la compétitivité des entreprises, à renforcer leur image et à faciliter leur accès aux marchés internationaux.

L'étude a également souligné le rôle du soutien institutionnel dans l'accompagnement des entreprises exportatrices et dans la promotion des exportations dans un contexte de transition écologique. Ainsi, la transition écologique apparaît aujourd'hui comme un facteur stratégique pour le développement et la valorisation des exportations agroalimentaires en Algérie.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Conclusion Générale

Les enjeux environnementaux et climatiques ont profondément transformé les échanges commerciaux internationaux, faisant de la transition écologique une orientation essentielle des politiques économiques. Elle impose désormais de nouvelles exigences aux entreprises exportatrices, notamment dans le secteur agroalimentaire, où les normes de durabilité, de traçabilité et de respect de l'environnement deviennent incontournables. Dans ce contexte, les entreprises doivent adapter leurs stratégies afin de rester compétitives et maintenir leur accès aux marchés internationaux.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit notre étude. L'objectif principal de cette recherche est d'analyser l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie, en mettant l'accent sur l'intégration des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices. La problématique soulevée est la suivante : « Dans quelle mesure la transition écologique influence-t-elle les orientations stratégiques des exportations algériennes de produits agroalimentaires, notamment à travers l'intégration des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices ? »

Pour répondre à cette question, une approche de recherche mixte a été adoptée. L'enquête menée s'est articulée autour de deux axes : un axe qualitatif basé sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de responsables et cadres du Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations, et un axe quantitatif reposant sur un questionnaire adressé aux entreprises exportatrices de produits agroalimentaires. Les données collectées ont été analysées à l'aide du logiciel SPSS version 26, afin de mieux comprendre l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation.

À l'issue de cette étude, plusieurs résultats ont pu être dégagés :

- ✓ Les entreprises exportatrices de produits agroalimentaires sont de plus en plus confrontées aux exigences environnementales imposées par les marchés internationaux, notamment en matière de certifications, de traçabilité et de respect des normes écologiques.
- ✓ L'intégration des pratiques écologiques représente aujourd'hui un facteur important dans les stratégies d'exportation des entreprises agroalimentaires algériennes, notamment pour améliorer leur compétitivité et accéder à de nouveaux marchés.
- ✓ Les entreprises rencontrent plusieurs difficultés dans l'adoption des pratiques écologiques, principalement les contraintes financières, techniques et

Conclusion Générale

organisationnelles ainsi que la complexité des normes environnementales internationales.

- ✓ Le rôle de l'appui institutionnel apparaît essentiel dans l'accompagnement des entreprises exportatrices à travers l'information, la formation, les aides financières et l'accompagnement à l'obtention des certifications environnementales.

Concernant les hypothèses de recherche, les résultats obtenus ont permis de dégager les conclusions suivantes :

Hypothèse 1 : Les résultats montrent que les contraintes organisationnelles, financières et techniques constituent des obstacles importants à l'adoption des pratiques écologiques par les entreprises exportatrices de produits agroalimentaires. Cette hypothèse est donc **confirmée partiellement**.

Hypothèse 2 : L'étude a démontré que l'intégration des pratiques écologiques influence les orientations stratégiques des exportations agroalimentaires algériennes à travers l'amélioration de l'image de l'entreprise, le respect des exigences réglementaires ainsi que l'accès à de nouveaux marchés. Cette hypothèse est également **confirmée**.

Hypothèse 3 : Les résultats obtenus mettent en évidence l'importance du soutien institutionnel dans l'encouragement et l'accompagnement des entreprises vers l'adoption des pratiques écologiques. Cette hypothèse est donc **confirmée**.

À partir des résultats obtenus, plusieurs recommandations peuvent être proposées :

- Renforcer les dispositifs d'accompagnement institutionnel destinés aux entreprises exportatrices.
- Faciliter l'accès aux financements et aux aides destinées aux investissements écologiques.
- Développer les infrastructures de certification et les laboratoires spécialisés en Algérie.
- Renforcer les programmes de formation et de sensibilisation relatifs aux pratiques écologiques et aux normes environnementales internationales.

Conclusion Générale

- Encourager les entreprises exportatrices à intégrer davantage les pratiques durables dans leurs stratégies d'exportation afin d'améliorer leur compétitivité sur les marchés étrangers.
- Simplifier les procédures administratives liées à l'obtention des certifications environnementales.

Dans une perspective de développement et d'innovation, il est proposé de mettre en place un projet de simulation d'une chaîne de valeur verte destiné aux entreprises exportatrices de produits agroalimentaires en Algérie. Ce projet permettrait de modéliser l'ensemble du processus d'exportation, depuis l'approvisionnement jusqu'au transport, afin d'identifier les impacts environnementaux à chaque étape et de proposer des solutions d'optimisation durable. Une telle simulation constituerait un outil d'aide à la décision pour les entreprises, leur permettant d'améliorer leur performance environnementale, de réduire les coûts liés aux inefficacités et de renforcer leur conformité aux normes internationales, tout en améliorant leur compétitivité sur les marchés étrangers.

Toutefois, notre étude a rencontré plusieurs limites. Tout d'abord, le caractère récent de la thématique de la transition écologique en Algérie a rendu difficile l'accès aux informations et aux références académiques spécialisées. Nous avons également fait face à des contraintes liées au temps et aux moyens disponibles pour la réalisation de l'étude. Par ailleurs, l'accès aux entreprises exportatrices n'a pas toujours été facile, certaines d'entre elles étant peu disponibles ou réticentes à partager des informations concernant leurs pratiques écologiques et leurs orientations stratégiques.

Enfin, cette recherche pourrait être approfondie à travers de futures études portant sur :

- L'impact des réglementations environnementales internationales sur la compétitivité des exportations algériennes.
- Le rôle des certifications écologiques dans l'amélioration de l'accès aux marchés étrangers.
- Les stratégies de transition écologique dans d'autres secteurs exportateurs en Algérie.
- L'influence de la transition écologique sur la performance internationale des entreprises algériennes.

Conclusion Générale

Nous espérons également que cette étude pourra constituer une contribution utile pour les entreprises exportatrices, les institutions d'appui ainsi que les chercheurs intéressés par les questions liées au commerce international et au développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages

- ASTRUC, (A) : « *L'essentiel de la transition écologique* », Studyrama, Paris, 2024.
- BECUWE, (S) : « *Commerce international et politiques commerciales* », Armand Colin, Paris, 2006.
- BOURDARIAT, (J) : « *Commerce international théories et pratique* », L'Harmattan, Paris, 2011.
- CUNCHA, (A-D) et RUEGG, (J) : « *Développement durable et aménagement du territoire* », Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2003.
- DARBELET, (M), IZARD, (L) et SCARAMUZZA, (M) : « *L'essentiel sur le management* », FOUCHER, 5eme édition, Paris, 2006.
- FENNETEAU, (H) : « *Le cycle de vie des produits* », Ed ECONOMICA, Paris, 1988.
- FONTAGNE, (L) : « *Commerce International* », Economica, 1991.
- FONTANEL, (J) : « *Organisations économiques internationales* », masson, Paris, 1995.
- FRANCOIS, (N) et EGIZIO (V) : « *Agro-alimentaire: une économie de la qualité* », Economica, Paris, 1995.
- GINOUX, (A-C) : « *La stratégie de marque à l'international* », édition Ellipses, Paris, 2025.
- JEAN-CLAUDE, (Z) : « *institutions internationales* », Ellipses, 7eme édition, Paris, 2018.
- KADIMA, (G-M) : « *Le droit du commerce international contre l'économie africaine* », L'Harmattan, Paris.
- LAHSEN, (A) : « *Le commerce international : Analyses, institutions et politiques des Etats* », René Sandretlo , 2017.
- LARÉ, (A) et SAADAOU, (KH) : « *Fiches de Développement durable et RSE* », Ellipses, Paris, 2024.
- MASSABIE FRANCOIS, (M) : « *commerce international, gestion des opérations imports export* », 2008.
- N'DA, (P) : « *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines : Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article* », Paris, France : L'Harmattan, 2015.
- NTUMBA KAPITA, (P) : « *Structure et fonctionnement des organisations internationales* », L'Harmattan, 2021.

Bibliographie

- NYAHOHO, (E) : « *Le commerce international : théories* », Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 2006.
- PANET-RAYMOND, (A) et ROBICHAUD, (D) : « *Le commerce international, Une approche nord-américaine* » édition la chenelière, 2005.
- PELLAUD, (F) : « *Éducation au développement durable* », Éditions Quae, Versailles, 2011.
- PEREZ AZCARRAGA, (A) et alii : « *La douane, une institution clé : Renforcer l'administration douanière dans un monde changeant* », Fonds monétaire international, Washington Etats-Unis, 2025.
- RAINELLI, (M) : « *le commerce international* », collection repères, édition la découverte, 2003.
- RAINELLI, (M) : « *Le commerce international* », La Découverte, Paris, 2004.
- REINERT, (K) : « *Introduction à l'économie internationale* », édition 2.
- ROUANE, (R) : « *Le marketing direct international : au service des exportations Algérienne hors hydrocarbures* », ENAG, Réghaia, Algérie.
- SMOUTS, (M-C) : « *Le développement durable : les termes du débat* », Armand Colin, Paris, 2008.

2. Revues périodiques

- AGBEKPONOU, (K.M), CHEPTEA, (A) et LATOUCHE, (K) : « Chaînes de valeur mondiales pilotées par la grande distribution : analyse de la participation des entreprises agroalimentaires françaises », 14^e Journées de Recherches en Sciences Sociales, SFER, Clermond-Ferrand, 2021, pp. 4-11.
- ALLANI, (H), ROMDHANI, (A) et LAAJIMI, (A) : « Adoption de référentiels de sécurité sanitaire dans la filière dattes en Tunisie : portées et limites pour l'accès aux marchés d'exportation », in NEW MEDIT, N° 3, 2016, pp.64-72.
- ANANA, (M) : « Facteurs influençant la performance organisationnelle et l'orientation entrepreneuriale des PME agroalimentaires exportatrices au Maroc et en Espagne », in Dossiers de Recherches en Economie et Gestion, Dossier 13, N° 1, avril 2025, p. 121-134.
- ARROUCHE, (N) et CHITTI (M) : « Les barrières à l'export : essai d'analyse de la situation des entreprises Algériennes hors hydrocarbures », El-Bahith Review 17/2017, p.185.

Bibliographie

- ABILA, (M), BOUZID, (A) et Boudi, (A) : « Stratégies et obstacles à l'internationalisation des entreprises algériennes du secteur agroalimentaire », Revue des Sciences Économiques et de Gestion, Université d'Alger 3 et Université de Bechar, 2019, pp.140-141.
- BARHDAD, (A) et BENABDELHADI, (A) : « *Cadre Théorique Général de l'Analyse des Chaines Globales de Valeur Appliqué à l'agroalimentaire : Concepts et enjeux* », International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, Vol. 2, Issue 3, Mai, 2021, pp.214-232.
- BASHIGE BINJA, (A) : « *impact des accords commerciaux internationaux sur la protection de l'environnement* », Journal of Social Science and Humanities Research, N°(1)11, Février, 2025, pp.1-12.
- BELLONE, (F) et alii : « *L'impact des contraintes financières sur les performances à l'exportation des entreprises françaises* », in Economie et statistique, N° 435-436, 2010, pp. 65-83.
- BELLORA, (C) et THIE, (M) : « *Quelles clauses environnementales dans les accords commerciaux?* », La lettre du CEPPII, N°432, Novembre-décembre, 2022, pp.1-4.
- BELIL, (Z) : « *La protection de l'environnement en Algérie entre les textes juridiques et les défis pratiques* », Revue de la pensée juridique et politique, n°1, Mai, 2022, pp 776-795.
- BENZIOUCHE, (S.E) : « *L'agriculture biologique, un outil de développement de la filière dattes dans la région des Ziban en Algérie* », in revue Cahiers Agricultures, N° 26, 2017, pp.1-8.
- BOIRAL, (O) : « *Concilier environnement et compétitivité, ou la quête de l'éco-efficiency* », Revue française de gestion, N°158, Mai, 2005, pp.163-186.
- CHAIMI, (Y) et SALEM, (A) : « *Les Accords Internationaux et Protection de L'environnement : un Etat des Lieux* », Al Bashaer Economic Journal, N°1, Avril, 2020, pp.908-921.
- Chérif, (E) : « *L'Algérie, un marché à investir* », Agroligne, n° 103, Avril- Juin 2017, p12.
- DERENS-BERTHEAU, (E) et LETANG, (G) : « *Chaîne du froid - Conservation des aliments, produits réfrigérés et congelés* », in Techniques de l'Ingénieur, 26 avril 2021.
- FIGUIÈRE, (C) et METEREAU, (R) : « *Écologie industrielle : le secteur agroalimentaire comme point de départ pour une organisation éco-systémique des*

- activités humaines », in Colloque interdisciplinaire sur l'écologie industrielle et territoriale, Université de technologie de Troyes, octobre 2012, pp.1-16.
- FONTGUYON, (G-D), GIRAUD-HÉRAUD, (É), ROUACHED, (L) et SOLER, (L-G) : « Qualité des produits alimentaires et marques de filières », in revue Sociologie du travail, pp. 77-94.
 - GRIVEL, (N) : « La protection sociale au cœur de la transition écologique », Informations sociales, N°206, Février 2022, pp.3-4.
 - HAMMAMI, (I) et ZGHAL, (M) : « Les facteurs clés de la performance à l'exportation d'une PME : Une revue de la littérature », in Actes du 3ème colloque international de l'Association Maghrébine de Marketing (AMM), Hammamet, 07 mars, 2014, pp.1-17.
 - HORRI, (KH), DAHANE, (A), MAATOUG (M) : « Problématique du développement des industries agroalimentaires en Algérie », Laboratoire d'Agro Biotechnologie et de Nutrition en Zones Semi Arides Université de Tiaret, Algérie, European Scientific Journal January 2015, p.225.
 - IZITI, (KH) : « L'Application du système HACCP- ISO 22000 pour assurer la qualité/sécurité au niveau de l'industrie de boissons (jus de fruits) (SPA – NCA Rouïba) », in Revue d'économie et de développement humain, vol. 11, n° 2, 2020, pp 34-48.
 - JEGOU, (A) : « Les géographes français face au développement durable », L'information géographique, N°71, septembre, 2007, pp. 6-18.
 - (LEPAGE), Corrine : « L'économie, instrument de la transition écologique », Vraiment durable, N°3, Janvier, 2013, pp111-134.
 - LORANT, (D) et REITA, (M) : « Formation à la transition écologique dans les entreprises : de l'engagement à la transformation », Annales des Mines - Responsabilité & environnement, N°101, Janvier, 2021, pp.74-78.
 - MATARI (A) : « Climat et changement climatique », Journal Algérien des Régions Arides (JARA), Numéro spécial, 2016, pp 9-14.
 - MERABET (H) : « Pollution atmosphérique par les particules dans la région MENA », Bulletin des Énergies Renouvelables, n°42, 2017, pp. 10-11.
 - MORTAD, (J) : « Le contexte du développement durable dans une approche globale en Algérie », مجلة البشائر الاقتصادية, N°1, Avril, 2025, pp. 642-661.

Bibliographie

- OUBAID, (F-Z) : « Évaluation des pratiques de la chaîne d'approvisionnement verte en utilisant la méthode d'évaluation et d'analyse basée sur la distance (CODAS) », Dafatir Al-Iqtisadiya, N°2, Novembre, 2025, pp.819-834.
- OUCHER, (N) : « Les polluants indicateurs de pollution atmosphérique et leurs techniques de prélèvements dans l'air ambiant », Recherche et Développement, N°21, 2011, pp 2-3.
- OULEBSIR, (S) et MERZOUK, (F) : « Les Industries Agro-alimentaires dans le processus de diversification de l'économie algérienne », MAAREF, N°02, Décembre, 2025, pp1032-1050.
- SERGHINE, (M-T) et KASSA, (S) : « Transition écologique, Transition énergétique Et Protection De L'environnement », document en ligne publié sur Calameo, <https://www.calameo.com/read/007271123cda356273bef> (consulté le 11/03/2026 à 01:57).
- TEBANI (A) : « L'industrie agroalimentaire en Algérie: Etat des lieux et stratégie d'avenir », Revue des droits et des sciences humaines – Études économiques, N°2(27), 2013, pp 453-461.
- THEYS, (J) : « Prospective et recherche pour les politiques publiques en phase de transition », Natures Sciences Sociétés, supplément (supp4), 2017, pp. 84-92.
- TIMERIDJINE, (S) : « L'industrie agroalimentaire levier de diversification de l'économie algérienne : état des lieux », N°01, Janvier, 2023, pp118-133.

3. Dictionnaires, encyclopédies et manuels

- KHERRI, (A) : Recherche Marketing: Manuel de cours, EHEC, 2022, p.56.
- NATHAN/VUEF : « Les marchés étrangers – Guide de l'exportateur », manuel, pp.145-146.
- Support de cours, Les fondements théoriques du commerce international, fiche pédagogique, p.7-14.
- Université Batna 2, Cours : Normalisation et certification (Master 2 écologie des zones arides et semi-arides), s.d, p.2.

4. Travaux universitaires

- ABBACI (S) : « *Les inégalités écologiques en milieu urbain et leur impact sur l'attractivité des quartiers cas d'étude : Annaba* », Magister en Architecture, Université Bedji Mokhtar Annaba, 2013.
- ADEL-ALLICHE, (S) et AIT DARNA HADDADOU, (S) : « *Le financement des opérations du commerce international cas d'importation par le crédit documentaire banque : BDL Tizi-Ouzou* », Mémoire de Master en Sciences Commerciales, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou Faculté des Sciences Economiques, 2023.
- AIROUCHE, (S) et BOUZIDI, (S) : « *Analyse du secteur agro-alimentaire et son impact sur la croissance économique* », master en économie Appliquée et Ingénierie Financière, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, 2015.
- ANICHE, (F) : « *essai d'analyse de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique* », mémoire de Magister en Sciences Economiques, Faculté des Sciences Economiques, Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales, 2014.
- BOUNCER, (F) et TAFOUKT, (S) : « *Compétitivité des entreprises et stratégies d'exportation à l'international: cas de CEVITAL* », mémoire de Master en Sciences Commerciales, Université de Bejaia, 2016.
- CHALLAL, (O) : « *Normes internationales et les échanges dans le secteur agroalimentaire : cas des entreprises algériennes* », thèse de doctorat en sciences commerciales, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2023.
- CHAOUI (S) et NEGHAZ (L) : « *La Protection de l'environnement et la Législation Algérienne (Son application dans la wilaya Bordj Bou Arreridj* », Master en Sciences de la Nature et de la vie, Université Mohammed El Bachir El Ibrahimi Bordj Bou Arreridj, 2020.
- HASSANI, (S) : « *Le comportement organisationnel envers les labels écologiques : Cas Eco-jem* », mémoire de fin d'études en vue de l'obtention d'un Master académique en Entrepreneuriat et Management de Projet, École Nationale Supérieure de Management.
- HOUCHI, (GH) : « *L'impact de la pandémie COVID-19 sur le commerce international* », Mémoire de Master en Sciences Commerciales, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou – Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, 2023.

Bibliographie

- ISPA, (M-L) : « *La qualité en industrie Application : travail sur la qualité produit au sein d'une industrie agroalimentaire* », thèse de doctorat en médecine vétérinaire, Université Paul-Sabatier de Toulouse, 2004.
- MEGHOUFEL, (M-F) et MELIANI (K) : « *L'exportation et la chaîne logistique internationale* », Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences commerciales, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion, 2020.
- NDIAYE, (C) : « *Emballages durables : Nestlé vers un modèle d'excellence, pour un avenir sans plastique* », travail de Bachelor en économie d'entreprise, Haute École de Gestion de Genève, 2024.
- REZGUI, (L) et ZADI, (S) : « *Analyse de la logistique de distribution des produits agroalimentaires – Cas de CEVITAL* », Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales, Université A/Mira-Bejaia, 2022.
- SELLAMI, (S) : « *Analyse des stratégies d'exportation de produits agroalimentaires : contraintes et facteurs clés de succès – Étude de cas CEVITAL* », mémoire de Master en sciences commerciales, École des Hautes Études Commerciales d'Alger, 2024.
- ZEROUKI, (L) : « *La compétitivité des entreprises et leur capacité à intégrer la chaîne de valeur mondiale : Cas des entreprises algériennes* », master en sciences commerciales, université Mouloud Mammeri de TIZI OUZOU, 2018.

5. Textes réglementaires

- Journal officiel de la république algérienne, N°17, 12/03/2025.
- Journal officiel de la république algérienne, N°34, 16/05/2024.
- Journal officiel de la république algérienne, N°63, 15/09/2024.

6. Rapports et documents administratifs

- BH Advisory, *Étude du potentiel d'exportation des produits agricoles et agroalimentaires algériens*, 2018.
- Commissariat général au développement durable, *la transition analyse d'un concept*, rapport 2017.
- Commissariat général au développement durable et Direction générale du Trésor, *livre blanc sur le financement de la transition écologique*, rapport 2013.

Bibliographie

- Conseil économique social et environnemental (CESE), *faire de la société civile l'accélérateur de la transition écologique*, rapport 2019.
- Conseil national de la transition écologique, *Avis du Conseil national de la transition écologique rendus en 2026*, rapport 2026.
- Centre de Coopération pour la Méditerranée, *Union internationale pour la conservation de la nature*, rapport 2024.
- Centre du Commerce International, *Renforcer la compétitivité verte des petites entreprises : Un livre blanc pour inspirer l'action*, rapport 2025.
- Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), *Agritrade : Le commerce ACP analysé et décrypté – Note de synthèse*, rapport 2013.
- Groupe de la banque mondiale, *développement et changement climatique : cadre stratégique pour le groupe de la banque mondiale*, rapport 2010.
- Institut Allemand de Développement et de Durabilité (IDOS), *Environnemental provisions in trade agreements : promises at the trade and environment interface*, rapport 2017.
- Institut canadien des politiques agroalimentaires, *La compétitivité du secteur agroalimentaire canadien*, rapport 2010.
- Institut national de santé publique, *Bilan annuel de l'évaluation microbiologique des eaux baignades – Algérie 2019*, rapport 2019.
- Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD), *planification écologique dans le monde*, rapport 2025.
- L'atelier centre de ressources régional de l'économie sociale solidaire, *Économie sociale et solidaire : Des acteurs au cœur de la transition écologique*, rapport 2015.
- L'atelier d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, *Évolution conceptuelle et historique du développement durable*, rapport 1998.
- La cité des Métiers, *transition écologique, document (PDF)*, Avril 2024.
- Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme, *Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT 2025 – Synthèse)*, Rapport 2010.
- Mouvement des entreprises de France, *Guide des acteurs et outils de la transition écologique : agir ensemble pour une croissance responsable*, rapport 2024.
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, *Statistiques Agricoles : Superficies et Productions, Série B*, 2019.

Bibliographie

- Nations Unies (Algérie), *Rapport annuel des Nations Unies*, 2024.
- OCDE et OMC, *Panorama de l'aide pour le commerce : Réduire les coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive*, rapport 2016.
- Observation sur la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) : « *développement durable et entreprises : défi pour managers* », AFNOR, 2ème édition, Paris, 2008, p.6.
- Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), *Trade and the environment (Trade Policy brief)*, Paris, Février 2019.
- Organisation de coopération et de développement durable économiques (OCDE), *Environment at a Glance Indicators*, rapport 2025.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Développement d'une plateforme d'information sur l'exportation des produits agricoles en Tunisie*, rapport 2022.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Organisation mondiale de la santé, *contrôle et certification des exportations alimentaires*, 2004.
- Organisation mondiale du commerce (OMC), *Rapport sur le commerce mondial 2010 Le commerce des ressources naturelles*, rapport 2010.
- Office National des Statistiques (ONS), *Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises*, Neuf mois 2023, N°1013.
- Office National des Statistiques (ONS), *Collections Statistiques : Activité industrielle 2014 à 2023*, N°243.
- Parlement européen, *Chaines de valeur mondiales : Synergies potentielles entre la politique commerciale extérieure et les initiatives économiques internes pour faire face aux dépendances stratégiques de l'UE*, rapport 2023.
- Programmes des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Institut international du développement durable (IIDD), *Guide de l'environnement et du commerce*, rapport 2001.
- Transition écologique et développement durable des associations (TEDDA), *livre blanc pour la transition écologique associative*, rapport 2022.
- Université Abdelhamid Mehri Constantine 2 : « *L'industrie agro-alimentaire en Algérie : état des lieux et perspectives de développement* », Actes du 1er colloque international. Constantine, Algérie, 2019.
- Vincent Pradier - Coordination SUD, *Les enjeux de la transition écologique pour les ONG*, rapport 2021.

- WALKER (Cassandra) et alii : « *Agripreneuriat en Afrique : Histoires d'inspiration* », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Eco Ventures International, Rome, 2020.
- World Trade Organization (WTO), Asian Development Bank (ADB), Institute of Developing Economies (IDE-JETRO) et World Bank Group, *Global Value Chain Development Report 2023: Resilient and Sustainable GVCs in Turbulent Times*, rapport 2023.

7. Autres (conférences, communications, journaux, documents professionnels)

- BOUBRAHIMI, (N) : « *Exigences liées aux mesures SPS à l'export : cas des filières de la pêche, des fruits rouges et de l'apiculture au Maroc* », CUTS International, Genève, 2020.
- DEFORGES, (J) : « *Maîtrise de la chaîne du froid des produits laitiers réfrigérés* », Cemagref, 1999.
- Fondation pour la recherche et la biodiversité, Pollution et Biodiversité, rapport 2022.
- GRIMES, (S) : « *Enjeux et défis environnementaux et climatiques de l'Algérie : Vision 2035* », Alger, le 05/06/2024, 09h20 – 09h40.
- LE COURRIER DU VIETNAM : « *L'investissement dans la logistique, un levier pour l'exportation de produits agricoles* », in Le Courrier du Vietnam, 17 juillet 2023.
- WALRAS, (L) et NEUMANN (J-v) : « *Ont étudié la formalisation mathématique des rendements d'échelle en lien avec l'équilibre général* ».

8. Sites web

- <https://aapi.dz/secteur-de-lagriculture/> (consulté le 17/04/2026 à 23 :19).
- <https://anct.gouv.fr/thematiques/transition-ecologique#:~:text=L'ANCT%20accompagne%20les%20collectivit%C3%A9s,transition%20%C3%A9cologique%20de%20leur%20territoire> (consulté le 01/04/2026 à 18:32).
- <https://anexal.dz/wp-content/uploads/2019/06/PRESENTATION-DE-LANEXAL.pdf> (consulté le 04/04/2026 à 22:36).
- <https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/agir-climat/comprendre-enjeux-du-climat/opportunites-economiques-entreprises#:~:text=pr%C3%A9s%20d%27honneur->

Bibliographie

- [,S%27engager%20en%20faveur%20de%20l%27environnement%20:%20une%20opportunit%C3%A9,%C3%A0%20des%20particuliers%20\(B2C\)%20](#) (consulté le 10/04/2026 à 16 :12).
- <https://cei-halfaoui.com/actu/pollution-des-sols-algerie/#:~:text=Pollution%20des%20sols%20en%20Alg%C3%A9rie%20:%20causes%20et%20cons%C3%A9quences,et%20des%20gaz%20parfois%20lib%C3%A9r%C3%A9s> (consulté le 13/04/2026 à 08 :32).
 - <https://climate.sustainability-directory.com/term/green-competitiveness/#:~:text=Meaning%20%E2%86%92%20Achieving%20business%20success,and%20strategy%20for%20competitive%20advantage> (consulté le 09/04/2026 à 15 :39).
 - https://d-carbonize.eu/ecological-transition/#elementor-toc_heading-anchor-2 (consulté le 01/04/2026 à 14:53).
 - <https://democraticac.de/?p=83167> (consulté le 09/05/2026 à 12 :21).
 - <https://fr.scribd.com/presentation/456877771/Le-Modele-Heckscher-ohlin-samuelson-de-La-Theorie-de-Commerce> (consulté le 23/03/2026 à 23:47).
 - <https://fr.scribd.com/presentation/804759998/Presentation-sur-la-CAGEX> (consulté le 04/04/2026 à 21:23).
 - <https://french.globalsources.com/knowledge/direct-exporting-vs-indirect-exporting-head-to-head-comparison> (consulté le 07/04/2026 à 23 :27).
 - <https://graduate-conseil.fr/2025/03/28/le-role-des-entreprises-dans-la-transition-ecologique/> (consulté le 02/04/2026 à 15 :31).
 - <https://infonet.fr/lexique/definitions/chambre-de-commerce-internationale> (consulté le 05/04/2026 à 05:49).
 - <https://institut-superieur-environnement.com/blog/comment-obtenir-un-label-ecologique> (consulté le 09/05/2026 à 10:34).
 - <https://journals.openedition.org/vertigo/5375> (consulté le 13/04/2026 à 08:41).
 - <https://journals.openedition.org/vertigo/9881> (consulté le 12/04/2026 à 13:44).
 - <https://journals.openedition.org/vertigo/22166?lang=en> (consulté le 26/04/2026 à 18 :39).
 - <https://junior.universalis.fr/encyclopedie/transition-ecologique> (consulté le 02/03/2026 à 02: 38).

Bibliographie

- <https://lavoiedalgerie.dz/reforme-de-la-gestion-des-dechets-ancrer-une-economie-circulaire/2025/26/10> (consulté le 19/04/2026 à 12 :13).
- <https://lenational.dz/?p=54483> (consulté le 20/04/2026 à 14 :49).
- <https://mae-innovation.com/processus-agroalimentaire-etapes-cles-normes-et-innovations-industrielles/#:~:text=Chaque%20entreprise%20agroalimentaire%20doit%20obligatoirement,%C3%A0%20chaque%20%C3%A9tape%20du%20processus> (consulté le 09/04/2026 à 23 :11).
- <https://moodle.luniversitenumérique.fr/mod/book/view.php?id=10788> (consulté le 09/04/2026 à 19 :42).
- <https://ouest-tribune.dz/lutte-contre-le-plastique-repenser-leemballage-agroalimentaire-pour-concilier-economie-et-ecologie> (consulté le 14/04/2026 à 10 :20).
- https://polsci.institute/globalisation-environment-development/environmental-standards-impact-global-trade/#google_vignette (consulté le 04/04/2026 à 00 :53).
- <https://variances.eu/?p=7914> (consulté le 05/04/2026 à 18 :51).
- <https://vizea.fr/actualites/136-transition-des-entreprises/8374-comprendre-la-croissance-verte.html> (consulté le 29/03/2026 à 15:19).
- <https://www.afrik.com/comment-l-algerie-transforme-le-defi-climatique-en-opportunité-economique> (consulté le 26/04/2026 à 13 :49).
- <https://www.algerie360.com/indice-environnemental-2024-lalgerie-2%E1%B5%89-pays-arabe-le-plus-respectueux-de-la-nature/> (consulté le 11/04/2026 à 19 :37).
- <https://www.caci.dz/> (consulté le 04/04/2026 à 22 : 34).
- <https://www.cevital-agro-industrie.com/le-gaspillage-un-enjeu-environnemental-2/> (consulté le 19/04/2026 à 11 :51).
- [https://www.commerce.gov.dz/fr/statistiques/alimentation-les-prix-a-l-importation-du-1er-trimestre-2017#:~:text=Concernant%20la%20r%C3%A9partition%20des%20importations%20alimentaires%20par,\(14%2C24%25\)%2C%20l%60Argentine%20\(7%2C07%25\)%2C%20la%20Pologne%20\(4%2C3%25\)%20et](https://www.commerce.gov.dz/fr/statistiques/alimentation-les-prix-a-l-importation-du-1er-trimestre-2017#:~:text=Concernant%20la%20r%C3%A9partition%20des%20importations%20alimentaires%20par,(14%2C24%25)%2C%20l%60Argentine%20(7%2C07%25)%2C%20la%20Pologne%20(4%2C3%25)%20et) (consulté le 18/04/2026 à 19 :14).
- <https://www.compilatio.net/blog/etude-quantitative> (consulté le 04/05/2026 à 16:48).
- <https://www.djazagro.com/fr-FR/actualites-tendances/actualites/exportations-agroalimentaires-les-nouvelles-ambitions-de-lalgerie#:~:text=L%27agroalimentaire%20joue%20un%20r%C3%B4le%20moteur%2>

- [Odans%20la%20reconfiguration%20du%20commerce%20ext%C3%A9rieur%20alg%C3%A9rien](#) (consulté le 19/04/2026 à 22 :12).
- <https://www.djazagro.com/fr-FR/actualites-tendances/actualites/le-secteur-des-matieres-premieres-ingredients-et-additifs-a-djazagro> (consulté le 18/04/2026 à 18:50).
 - <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/loi-relative-transition-energetique-croissance-verte-tepcv> (consulté le 02/03/2026 à 23:37).
 - <https://www.ekoetiket.com/fr/sektorel/ekolojik-urun-nedir/> (consulté le 09/04/2026 à 20 :04).
 - <https://www.elmoudjahid.dz/fr/actualite/une-grandiose-operation-d-exportation-lancee-hier-19-pays-cibles-250393> (consulté le 29/04/2026 à 14:18).
 - <https://www.elmoudjahid.dz/fr/economie/mecanisme-d-ajustement-carbone-aux-frontieres-de-l-ue-effectif-des-janvier-2026-l-algerie-compte-transformer-cette-contrainte-en-levier-de-souverainete-239546> (consulté le 29/04/2026 à 14:44).
 - <https://www.elmoudjahid.dz/fr/economie/protection-a-l-international-des-produits-agricoles-algeriens-la-certification-est-incontournable-184680> (consulté le 21/04/2026 à 01:03).
 - <https://www.entreprises.gouv.fr/priorites-et-actions/transition-ecologique/decarboner-lindustrie#:~:text=L%27industrie%20joue%20un%20r%C3%B4le,%27ensemble%20de%20l%27%C3%A9conomie> (consulté le 02/04/2026 à 16 :29).
 - <https://www.eurofiscalis.com/lexiques/exportation-concertee> (consulté le 08/04/2026 à 17 :58).
 - <https://www.eurofiscalis.com/lexiques/fiata/> (consulté le 05/04/2026 à 03 :23).
 - <https://www.glossaire-international.com> (consulté le 02/03/2023 à 20 :00).
 - <https://www.groupe-labelle.dz/le-groupe/certification/#:~:text=Le%20Groupe%20Labelle%20%3A%20Excellence%20et,au%20c%C5%93ur%20de%20ses%20processus> (consulté le 22/04/2026 à 10 :17).
 - <https://www.horizons.dz/2024/07/horizons-dz-dossiers-brahim-seddiki-expert-en-certification-ecologique/#:~:text=Nous%20avons%20des%20crit%C3%A8res%20rigoureux%20pour%20accorder,de%20nos%20certifications%20sur%20les%20march%C3%A9s%20mondiaux> (consulté le 14/04/2026 à 09 :32).

Bibliographie

- <https://www.humanite-biodiversite.fr/articles/105072-4-piliers-pour-reussir-la-transition-ecologique> (consulté le 25/03/2026 à 18:08).
- <https://www.humanite-biodiversite.fr/articles/105072-4-piliers-pour-reussir-la-transition-ecologique> (consulté le 25/03/2026 à 18:08).
- <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1644> (consulté le 29/03/2026 à 18:11).
- <https://www.ipag.edu/blog/croissance-verte> (consulté le 29/03/2026 à 18:29).
- <https://www.lafinancepourtous.com/2025/02/10/quels-enjeux-economiques-de-la-transition-ecologique/> (consulté le 28/03/2026 à 15 :03).
- [https://www.lfc-conseil.fr/obligations-a-limportation-nouvelle-reglementation-pour-la-securite-des-produits/#:~:text=R%C3%A8glement%20\(UE\)%202023/988%20relatif%20%C3%A0%20la%20s%C3%A9curit%C3%A9%20g%C3%A9n%C3%A9rale,libre%20pratique%20par%20les%20autorit%C3%A9s](https://www.lfc-conseil.fr/obligations-a-limportation-nouvelle-reglementation-pour-la-securite-des-produits/#:~:text=R%C3%A8glement%20(UE)%202023/988%20relatif%20%C3%A0%20la%20s%C3%A9curit%C3%A9%20g%C3%A9n%C3%A9rale,libre%20pratique%20par%20les%20autorit%C3%A9s) (consulté le 03/04/2026 à 22 :59).
- <https://www.logos3pl.com/fr/blog/top-10-trade-barriers-affecting-global-markets/#:~:text=le%20commerce%20international,-.1.,de%20tarification%20pour%20rester%20comp%C3%A9titif> (consulté le 10/04/2026 à 17 :43).
- <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/> (consulté le 22/04/2026 à 15 :48).
- <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/2025-04-24-01-48-13/2025-04-24-01-48-51> (consulté le 25/04/2026 à 22:03).
- <https://www.me.gov.dz/fr/la-nouvelle-strategie-nationale-de-lenvironnement-2/> (consulté le 13/04/2026 à 09 :15).
- <https://www.mercator.fr/lexique-marketing-definition-entretien-semi-directif> (consulté le 06/05/2026 à 13:31).
- <https://www.ocde.org/fr/themes/changement-climatique.html> (consulté le 02/04/2026 à 00 :00).
- <https://www.oxfamfrance.org/climat-et-energie/transition-ecologique/> (consulté le 25/03/2026 à 14 :42).
- <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/et-si-les-collectivites-territoriales-etaient-les-mieux-placees-pour-concilier-transition-ecologique-et-justice-sociale/> (consulté le 01/04/2026 à 21:20).

Bibliographie

- <https://www.palamaticprocess.fr/blog/guide-dintroduction-sur-les-normes-de-l-industrie-agroalimentaire> (consulté le 11/04/2026 à 12 :55).
- <https://www.scribbr.fr/methodologie/entretien-recherche> (consulté le 06/05/2026 à 13:26).
- <https://www.studysmarter.fr/resumes/sciences-economiques-et-sociales/macroeconomie/accords-commerciaux-internationaux/> (consulté le 06/04/2026 à 00 :16).
- <https://www.teamfrance-export.fr/actualites/commerce-agroalimentaire-transatlantique--entre-enjeux-logistiques-et-incertitudes-geopolitiques> (consulté le 11/04/2026 à 13 :46).
- <https://www.teamfrance-export.fr/fiche-marche/equipements-et-solutions-pour-l-agriculture-et-l-agroalimentaire/solutions-pour-les-iaa/DZ> (consulté le 15/04/2026 à 21:06).
- <https://www.tutorchase.com/answers/ib/business-management/how-do-businesses-adapt-their-product-offerings-for-international-audiences> (consulté le 09/04/2026 à 19 :07).
- <https://www.undp.org/fr/algeria/actualites/algerie-des-avancees-majeures-pour-ladaptation-au-changement-climatique> (consulté le 26/04/2026 à 18 :39).
- <https://www.ungeneva.org/fr/about/organizations/unep#:~:text=Le%20Programme%20des%20Nations%20Unies,d%C3%A9fenseur%20de%20l%27environnement%20mondial> (consulté le 01/04/2026 à 22 :53).
- <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/268302-defis-et-enjeux-economiques-de-la-transition-ecologique> (consulté le 28/03/2026 à 15 :42).
- <https://www.windowo.fr/blog/ecologique-qu-est-ce-que-cela-signifie-> (consulté le 12/04/2026 à 15 :26).

ANNEXES

Annexe 1

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF

Étude de cas : Ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des Exportations

Thème du mémoire : La transition écologique et ses implications sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaires en Algérie

Profil de l'interviewé : 2 Responsables / Cadre au sein du Ministère du Commerce Extérieur et de la Promotion des Exportations

1. Introduction de l'entretien :

Bonjour Monsieur/Madame, Je me présente : Chibi Bouthaina et Nemis Malak étudiantes en Master 2 à l'École des Hautes Études Commerciales de Koléa, spécialité Commerce International.

Dans le cadre de mon mémoire de fin d'études, je réalise une étude portant sur l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agro-alimentaires en Algérie.

L'objectif de cet entretien est de comprendre :

- le rôle des institutions dans l'accompagnement des entreprises exportatrices,
- ainsi que l'intégration des pratiques écologiques dans leurs stratégies d'exportation.

Cet entretien durera environ 30 à 45 minutes. Il est strictement confidentiel et les informations

Recueillies seront utilisées uniquement à des fins académiques. Votre contribution est Essentielle pour enrichir cette recherche.

2. Axes thématiques et questions :

Axe 1 : Rôle du ministère dans la promotion des exportations

Q1 : Quelles sont les principales missions du ministère en matière de promotion des Exportations?

Q2 : Quels sont les dispositifs ou programmes mis en place pour accompagner les entreprises Agro-alimentaires exportatrices ?

Q3 : Comment le ministère soutient-il la compétitivité des produits algériens à l'international?

Q4 : Existe-t-il des politiques spécifiques pour encourager les exportations hors hydrocarbures

(Notamment agro-alimentaires) ?

Axe 2 : Transition écologique et exportations

Q1 : Comment la transition écologique est-elle intégrée dans les politiques d'exportation en Algérie ?

Q2 : Quelles exigences environnementales internationales influencent les exportations agro-Alimentaires ?

Q3 : Le ministère accompagne-t-il les entreprises dans l'adoption de pratiques écologiques ?
Comment ?

Axe 3 : Impacts sur les entreprises

Q1 : Quels sont les principaux défis rencontrés par les entreprises agro-alimentaires face à la Transition écologique ?

Q2 : Cette transition représente-t-elle une contrainte ou une opportunité pour les exportations ?

Axe 4 : Perspectives et recommandations

Q1 : Quelles sont les perspectives futures pour les exportations agro-alimentaires dans un contexte de transition écologique ?

Q2 : Quelles améliorations ou actions recommandez-vous pour renforcer les exportations Durables en Algérie ?

3. Clôture de l'entretien

Je vous remercie sincèrement pour le temps que vous m'avez accordé ainsi que pour la Richesse de vos réponses.

Si vous le permettez, je pourrais revenir vers vous en cas de besoin pour des précisions Complémentaires.

Souhaitez-vous recevoir une copie de ce mémoire une fois finalisé ? .Merci

Annexe 2

QUESTIONNAIRE DE RECHERCHE

La transition écologique et ses implications sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie

Présentation de l'étude

Dans le cadre de la réalisation d'un mémoire de fin d'études en Master 2 Commerce International, cette enquête vise à analyser l'impact de la transition écologique sur les stratégies d'exportation des produits agroalimentaires en Algérie. Elle porte plus spécifiquement sur les contraintes rencontrées par les entreprises exportatrices, l'influence des pratiques écologiques sur leurs orientations stratégiques, ainsi que le rôle de l'appui institutionnel dans ce processus.

Ce questionnaire s'adresse exclusivement aux responsables et dirigeants d'entreprises exportatrices de produits agroalimentaires. Vos réponses sont strictement anonymes et seront utilisées uniquement à des fins académiques.

Durée estimée : 10 à 12 minutes

Année universitaire : 2025–2026

SECTION 1 — IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Q1. Quelle est la nature juridique de votre entreprise ?

- ☐ Entreprise privée
 - ☐ Entreprise publique
 - ☐ Entreprise mixte (public-privé)
-

Q2. Quelle est la taille de votre entreprise ?

- ☐ Grande entreprise
 - ☐ PME (Petite et Moyenne Entreprise)
-

Q3. Depuis combien d'années votre entreprise exerce-t-elle des activités d'exportation ?

- ☐ Moins de 5 ans
 - ☐ De 5 à 10 ans
 - ☐ Plus de 10 ans
-

Q4. Vers quels marchés exportez-vous principalement ?

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ Europe
 - ☐ Afrique
 - ☐ Moyen-Orient
 - ☐ Amérique
-

Q5. Votre entreprise détient-elle des certifications ?

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ ISO 22000 (Sécurité alimentaire)
 - ☐ ISO 14001 (Management environnemental)
 - ☐ GlobalG.A.P. (Bonnes pratiques agricoles)
 - ☐ Certification biologique (Bio)
 - ☐ Aucune certification

 - ☐ Autres
-

SECTION 2 — ADOPTION DES PRATIQUES ÉCOLOGIQUES

Q6. Votre entreprise intègre-t-elle des pratiques écologiques dans son activité ?

- Oui → Passez à la question Q7
 - Non → Passez directement à la question Q14
-

Q7. Depuis quand votre entreprise a-t-elle intégré des pratiques écologiques ?

- Moins de 2 ans
 - De 2 à 5 ans
 - Plus de 5 ans
-

Q8. Quelles pratiques écologiques votre entreprise a-t-elle adoptées ?

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ Utilisation de matières premières biologiques ou certifiées
- ☐ Réduction et tri des déchets industriels

- ☐ Économies d'énergie (énergies renouvelables, optimisation des processus)
 - ☐ Recyclage des matières et emballages
 - ☐ Éco-conception / emballages biodégradables
 - ☐ Certification environnementale
 - ☐ Agriculture raisonnée ou biologique certifiée
 - ☐ Traçabilité environnementale de la chaîne d'approvisionnement
-

Q9. Dans quelle mesure votre entreprise a-t-elle mis en œuvre les pratiques écologiques suivantes ?

Échelle :

- 1 = Pas du tout mise en œuvre
- 2 = Faiblement mise en œuvre
- 3 = Moyennement mise en œuvre
- 4 = Largement mise en œuvre
- 5 = Totalelement intégrée

Affirmation

	1	2	3	4	5
Traçabilité environnementale des fournisseurs	☐	☐	☐	☐	☐
Obtention d'une certification environnementale	☐	☐	☐	☐	☐
Réduction mesurable des émissions de CO ₂	☐	☐	☐	☐	☐
Utilisation d'emballages biodégradables	☐	☐	☐	☐	☐
Utilisation d'emballages biodégradables ou recyclés	☐	☐	☐	☐	☐
politique environnementale interne	☐	☐	☐	☐	☐

SECTION 3 — CONTRAINTES À L'ADOPTION DES PRATIQUES ÉCOLOGIQUES

Q10. Quels sont les principaux obstacles que rencontre votre entreprise dans l'adoption des pratiques écologiques ?

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ Coût élevé des investissements écologiques
- ☐ Manque de financement
- ☐ Manque de compétences techniques
- ☐ Complexité des normes environnementales
- ☐ Manque d'information sur les marchés cibles
- ☐ Insuffisance des laboratoires et organismes de certification en Algérie
- ☐ Absence de politique environnementale interne

Annexes

- ☐ Faible pression réglementaire nationale
☐ Autre :
-

Q11. Dans quelle mesure chacun des obstacles suivants freine-t-il l'adoption des pratiques écologiques au sein de votre entreprise ?

Échelle :

- 1 = Ne freine pas du tout
2 = Freine faiblement
3 = Freine moyennement
4 = Freine fortement
5 = Freine très fortement

Affirmation / العبارة	1	2	3	4	5
Contraintes organisationnelles	☐	☐	☐	☐	☐
Complexité des normes environnementales	☐	☐	☐	☐	☐
Contraintes techniques	☐	☐	☐	☐	☐
Contraintes financières	☐	☐	☐	☐	☐
Insuffisance des infrastructures de certification	☐	☐	☐	☐	☐

SECTION 4 — INFLUENCE SUR LA STRATÉGIE D'EXPORTATION

Q12. Dans quelle mesure les normes environnementales étrangères (ex. : Green Deal européen, CBAM, GlobalG.A.P.) influencent-elles vos décisions d'exportation ?

Échelle :

- 1 = Aucune influence
2 = Faible influence
3 = Influence moyenne
4 = Forte influence
5 = Influence très forte

Affirmation	1	2	3	4	5
Influence des normes environnementales étrangères	☐	☐	☐	☐	☐

Q13. Dans quelle mesure les pratiques écologiques ont-elles influencé les orientations stratégiques d'exportation de votre entreprise ?

Échelle :

- 1 = Pas du tout d'accord
- 2 = Plutôt pas d'accord
- 3 = Neutre
- 4 = Plutôt d'accord
- 5 = Tout à fait d'accord

Affirmation	1	2	3	4	5
Respect des exigences réglementaires	○	○	○	○	○
Différenciation des produits	○	○	○	○	○
Impact positif sur les exportations	○	○	○	○	○
Influence positive sur la stratégie d'exportation	○	○	○	○	○
Amélioration de la compétitivité	○	○	○	○	○
Accès à de nouveaux marchés	○	○	○	○	○
Amélioration de l'image de l'entreprise	○	○	○	○	○

SECTION 5 — APPUI INSTITUTIONNEL

Q14. Votre entreprise bénéficie-t-elle d'un soutien institutionnel en matière de transition écologique ?

- Oui → Passez à la question Q15
 - Non → Passez directement à la question Q18
-

Q15. De quel type de soutien institutionnel bénéficiez-vous ?

(Plusieurs réponses possibles)

- ☐ aides financières
 - ☐ Formation
 - ☐ Accompagnement à l'exportation
 - ☐ Information sur les normes internationales
 - ☐ Appui à l'obtention de certifications
 - ☐ Avantages fiscaux
 - ☐ Autre :
-

Q16. Dans quelle mesure le soutien institutionnel reçu répond-il aux besoins de votre entreprise en matière de transition écologique ?

Échelle :

Annexes

- 1 = Pas du tout d'accord
2 = Plutôt pas d'accord
3 = Neutre
4 = Plutôt d'accord
5 = Tout à fait d'accord

Affirmation	1	2	3	4	5
Les réglementations nationales incitent aux pratiques écologiques	☐	☐	☐	☐	☐
Le soutien répond à nos besoin	☐	☐	☐	☐	☐
Les organismes d'appui accompagnent efficacement les entreprises	☐	☐	☐	☐	☐
L'état joue un rôle actif	☐	☐	☐	☐	☐
Les dispositifs publics encouragent la transition écologique	☐	☐	☐	☐	☐

Q17. Comment évaluez-vous globalement le rôle de l'État dans l'encouragement des pratiques écologiques ?

- ☐ Très important
☐ Important
☐ Moyen
☐ Faible
☐ Inexistant
-

SECTION 6 — PERSPECTIVES ET ORIENTATIONS FUTURES

Q18. Envisagez-vous de renforcer vos pratiques écologiques dans les trois prochaines années ?

- ☐ Oui, priorité stratégique
☐ Oui, sous conditions adéquat
☐ En réflexion
☐ Non
-

Q19. Selon vous, quels leviers seraient les plus efficaces pour accélérer la transition écologique ?

Classez par ordre de priorité (1 = le plus important)

Rang	Levier
___	Augmentation des aides financières
___	Simplification des procédures certification
___	Renforcement des formations

Annexes

Rang	Levier
___	Incitations fiscales
___	information sur les marchés
___	Développement des infrastructures

Q20. Question ouverte

20. Selon vous, quelles sont les principales améliorations nécessaires pour faciliter la transition écologique des entreprises exportatrices agroalimentaires en Algérie ?

.....
...

Nous vous remercions sincèrement pour votre précieuse contribution.

Annexe 3 :

Tableau: Répartition de la production brute hors hydrocarbures par secteur d'activité en 2022-2023

	2022			2023		
	Privé (%)	Privé(%)	Total(%)	Public(%)	Privé(%)	Total(%)
Eau et Energie	28,52	/	28,52	28,33	/	28,33
Mines et Carrières.	6,97	0,30	7,27	6,56	0,3	6,86
I.S.M.M.E.E	31,79	2,30	34,09	32,21	2,33	34,54
Matériaux de construction	7,54	5,58	13,12	7,28	5,53	12,81
Chimie, Caoutchouc, Plastique	2,77	11,4	14,17	2,9	12,48	15,38
Industries agro- alimentaires	16,58	72,33	88,91	16,63	70,54	87,17
Textiles, Confection	0,30	5,69	5,99	0,38	6,29	6,67
Cuir, et chaussures	0,08	0,44	0,52	0,1	0,47	0,57
Bois, lièges et papiers.	1,73	1,65	3,38	1,88	1,75	3,63
Industries Diverses.	3,71	0,31	4,02	3,73	0,32	4,05
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Etabli par nos soins à partir des données de l'ONS/Collections Statistiques activité industrielle 2014 à 2023,N°243,Page 42.

Annexe 4**Tableau:** Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (2022-2023)

Intitulés Agrégations /	2022			2023		
	Public (%)	Privé (%)	Total (%)	Public (%)	Privé (%)	Total (%)
Eau & Energie	38,1	0,0	18,0	38,4	0	18,2
Mines & Carrières	12,2	0,5	6,0	11,1	0,5	5,5
ISMME	18,9	3,0	10,5	19,1	2,9	10,6
Mat. Construction	8,5	9,4	9,0	9,3	9,3	9,3
Chimie, Plastique	2,0	14,9	8,8	2,2	16,8	9,9
Agroalimentaire	10,7	64,0	38,8	10,1	61,5	37,1
Textiles	0,3	5,0	2,8	0,4	5,6	3,1
Cuirs et chaussures	0,1	0,6	0,3	0,1	0,6	0,4
Bois et Papiers	1,9	2,3	2,1	2	2,3	2,2
Industries diverses	7,4	0,5	3,8	7,4	0,5	3,8
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Collections Statistiques activité industrielle 2014 à 2023, N°243, Page 21

Annexe 5

Tableau: la production de matières premières plus importantes de l'industrie agroalimentaire
en Algérie (2019)

Produit	Production (quintaux)
Blé dur	32 087 678
Blé tendre	6 681 084
Orge	16 477 463
Pomme de terre	50 202 499
Tomates	14 778 786
Oranges	11 995 351
Dattes	11 360 249
Olives	8 687 541
Oignons	16 137 298
Raisin	0
Total	168 407 949

Source : _Etabli par nos soins à partir des données de statistique agricole superficies et productions,
série B, 2019, p8-9.

Annexe 6**Tableau:** évolution du PIB par secteur industriel (2018 – 2019)

	2018			2019		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Mines et carrières	52798,5	5333,2	58131,7	55898,3	5442	61340,6
I.S.M.M.E. E	422851,5	24300,7	447152,2	497187	26643,5	523830,5
Matériaux de construction	110028,3	98933	208961,3	106412,3	100611,9	207024,2
Chimie, plastique, caoutchouc	38955,7	187303,3	226259	38721,5	191037	229758,5
Agroalimentaire	220734,7	1196827,5	1417562,6	229642,6	123435,8	353078,4
Textiles, confection	4792,8	61371,3	66164,1	5216,3	71016,2	76232,5
Cuirs et chaussures	1342,2	5842,5	7184,7	1496,4	6141,1	7637,5
Bois et liège	28699,2	30074,3	58773,5	29175,2	32885,8	62061
Autres	54054	4394,1	58448,1	57452,8	5272,9	62725,7

Source : Etabli par nos soins à partir des données de l'ONS, 2020 sur TIMERIDJINE (S) : « *L'industrie agroalimentaire levier de diversification de l'économie algérienne : état des lieux* », N°01, Janvier, 2023, p125.

Unité : millions de DA

Annexe 7

Tableau: Evolution de l'emploi par secteur d'activité (secteur public 2022-2023)

	2022	2023
Mines et carrières	8,3 %	8,0 %
I.S.M.M.E.E.	35,7 %	36,9%
Matériaux de construction, Verre	16,7 %	15,6%
Chimie et pharmacie	7,4 %	7,3 %
Agroalimentaire	18,1 %	19,0 %
Textiles, bonneteries et confection	6,4 %	6,0%
Cuirs et chaussures	1,5%	1,4%
Bois, liège et Papiers	6,0 %	5,8%
Total	100	100%

Source : établi par nos sois à partir des données de collections Statistiques activité industrielle 2014 à 2023,
N°243, Page 24.

TABLE DES MATIERES

DÉDICACES

REMERCIEMENTS

LISTE DES FIGUREXI

LISTE DES TABLEAUX II

LISTE DES SIGLES ET ABREVEIATIONSIII

RÉSUMÉVI

SOMMAIREIX

IINTRODUCTION GENERALE 1

**CHAPITRE 01 : CADRE THÉORIQUE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DANS
UN CONTEXTE INTERNATIONAL 6**

Introduction de chapitre 01 7

Section 1 : les concepts fondamentaux du commerce international 8

1 Définition et concepts fondamentaux du Commerce International 8

1.1 Définition du Commerce International : 8

1.2 Définition des exportations : 9

1.3 Définition des importations : 9

2 Théories du commerce international..... 9

2.1 Théories classiques : 9

2.1.1 Théorie d'avantage absolu d'Adam Smith:..... 10

2.1.2 Théorie des avantages comparatifs de David Ricardo (1817) : 10

2.1.3 Le modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson : 11

2.2 Théories néoclassiques du commerce international : 11

2.2.1 Théorème de Stolper-Samuelson : 11

2.2.2 Le théorème de rybczynski : 11

2.2.3 Le paradoxe de Leontief : 12

2.2.4 La théorie du cycle de vie du produit de Raymond Vernon : 12

2.3 Les nouvelles théories du commerce international : 12

2.3.1 Les économies d'échelle et les rendements d'échelle: 13

2.3.2 Théorie de la concurrence monopoliste : 13

2.3.3 Théorie de la différenciation des produits : 14

3 Organisation et Les institutions économiques 14

3.1	Institutions nationales algériennes :	15
3.1.1	L'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX) : ..	15
3.1.2	La Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX) :	15
3.1.3	L'Association Nationale d'Exportateurs (ANEXAL) :	15
3.1.4	La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) :	16
3.2	Institutions internationales :	16
3.2.1	L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) :	16
3.2.2	L'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) :	17
3.2.3	Fédération Internationale des Associations de Transitaires et Assimilé (FIATA) :	17
3.2.4	La Chambre du Commerce Internationale (la CCI) :	18
Section 2 : La transition écologique		19
1	Origines et évolution historique de la transition écologique	19
1.1	Émergence du concept de développement durable :	19
1.2	La genèse de la notion de la transition écologique :	21
1.3	Évaluation du concept transition écologique à l'échelle international :	22
2	Définition et fondements théoriques de la transition écologique	24
2.1	Définition de la transition écologique :	24
2.2	Les principes et leviers de la transition écologique :	26
2.2.1	La sobriété :	27
2.2.2	L'appropriation :	27
2.2.3	La solidarité :	27
2.3	Différence entre transition écologique, développement durable et croissance verte :	27
3	Les défis et les enjeux de la transition écologique	29
3.1	Environnementaux et Climatiques :	29
3.2	Sociaux :	30
3.3	Économiques :	30
4	les acteurs de la transition écologique	31
4.1	Les acteurs institutionnels :	31
4.2	Les entreprises et industriels :	32
4.3	La société civile et l'ONG :	34
Section 3 : La transition écologique et le commerce international		35

Table des matières

1	L'intégration des enjeux environnementaux dans le commerce international	35
1.1	Les normes environnementales dans les échanges internationaux :	36
1.1.1	Définition des normes environnementales :	36
1.1.2	L'impact des normes environnementales sur le commerce international : ..	37
1.2	Les accords internationaux liés à l'environnement et au commerce :	38
1.2.1	Définition des accords internationaux liés à l'environnement et au commerce :	38
1.2.2	L'impact de l'inclusion des clauses environnementales dans les accords commerciaux internationaux :	40
2	Les effets de la transition écologique sur les stratégies commerciales internationales	41
2.1	Transformation des chaînes de valeur mondiale :	41
2.1.1	Définition de la chaîne de valeur mondiale :	41
2.1.2	Chaîne de valeur verte :	41
2.2	Compétitivité verte et différenciation des produits sur les marchés internationaux :	43
2.2.1	L'impact des stratégies environnementales sur la compétitivité et l'innovation des entreprises:	43
2.2.2	La différenciation écologique des produits sur les marchés internationaux : ..	45
3	Les opportunités et les contraintes liées à la transition écologique dans le commerce international	46
3.1	Les opportunités offertes par les marchés verts :	46
3.1.1	Une opportunité d'améliorer l'image et la réputation de la marque :	46
3.1.2	Engagement stratégique et attractivité des investisseurs :	46
3.1.3	Accès à de nouveaux marchés :	47
3.2	Les contraintes et barrières environnementales au commerce :	47
3.2.1	Contraintes réglementaires :	47
3.2.2	Barrières techniques et environnementales :	48
	Conclusion du chapitre 01	49
	CHAPITRE 02 : LES CONTRAINTES ÉCOLOGIQUES ET LES STRATEGIES D'EXPORTATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRE.....	50
	Introduction du chapitre 02	51
	Section 1 : Les stratégies d'exportation des entreprises dans le secteur agro-alimentaire ...	52
1	Spécificités des stratégies d'exportation dans le secteur agroalimentaire	52

Table des matières

1.1	Caractéristiques des produits agroalimentaires :	52
1.1.1	Périssables :	52
1.1.2	Exigence de qualité :	53
1.1.3	Sécurité alimentaire :	53
1.2	Rôle des marchés internationaux dans la compétitivité des entreprises :	53
1.3	Influence des distributeurs et chaînes de valeur sur le positionnement à l'export : 54	
2	Formes et modalités des stratégies d'exportation.....	55
2.1	Les formes des stratégies d'exportation dans le secteur agroalimentaire :	55
2.1.1	Exportation directe :	55
2.1.2	Exportation indirecte :	56
2.1.3	L'exportation concertée (ou associée) :	56
2.2	Adaptation des produits agroalimentaires et des processus aux exigences des marchés étrangers :	57
2.2.1	Adaptation des produits agroalimentaires aux spécificités des marchés étrangers :	57
2.2.2	Adaptation des processus aux exigences techniques, sanitaires et logistiques :	58
3	Analyse des facteurs clés de succès et des contraintes des stratégies d'exportation .	61
3.1	Les facteurs clés de succès des stratégies d'exportation :	61
3.1.1	Innovation comme facteur de succès dans le secteur agroalimentaire :	61
3.1.2	Connaissance des marchés internationaux comme facteur du succès dans le secteur agroalimentaire :	62
3.1.3	Qualité des produits comme facteur du succès dans le secteur agroalimentaire :	62
3.2	Les contraintes à l'exportation des produits agroalimentaires :	63
3.2.1	Contraintes internes à l'exportation des produits agroalimentaires :	63
3.2.2	Contraintes externes à l'exportation des produits agroalimentaires :	66
Section 2 : La situation environnementale et agro-alimentaire en Algérie		69
1	État des lieux de l'environnement en Algérie	69
1.1	Les principaux enjeux environnementaux :	70
1.1.1	La pollution :	70
1.1.2	Désertification et changement climatique :	72
1.1.3	Les politiques environnementales en Algérie :	72
1.1.4	Stratégie nationale de protection de l'environnement :	73

Table des matières

1.1.5	Cadre réglementaire et institutions environnementales :	73
2	Aperçu du secteur agro-alimentaire en Algérie	74
2.1	Structure et caractéristiques du secteur :	74
2.1.1	Importance économique du secteur agro-alimentaire :	75
2.1.2	Types de productions dans le secteur agro-alimentaire :	77
3	Rôle du secteur agro-alimentaire dans l'économie nationale	80
3.1	Contribution au PIB et à l'emploi :	80
3.1.1	Contribution au PIB :	80
3.1.2	Contribution à l'emploi :	81
3.2	Place dans le commerce extérieur:	81
Section 3 : intégration des pratiques écologique dans l'exportation des produits agro-alimentaires en Algérie		84
1	Les pratiques écologiques adoptées par les entreprises agroalimentaires algériennes à l'export	84
1.1	Typologie des pratiques écologiques adoptées par les entreprises agroalimentaires algériennes:	84
1.1.1	Développement de l'agriculture biologique :	85
1.1.2	Adoption d'emballages écologiques et recyclables :	85
1.1.3	Gestion des déchets et lutte contre le gaspillage :	86
1.1.4	Optimisation de la consommation des ressources (eau et énergie) :	86
1.2	Niveau d'intégration des pratiques écologiques dans le secteur agroalimentaire algérien :	87
2	Impact des pratiques écologiques sur les stratégies d'exportation	87
2.1	Adaptation des produits agroalimentaires aux exigences environnementales des marchés internationaux :	87
2.2	Contribution des pratiques écologiques à la compétitivité à l'export :	88
3	Contraintes et perspectives de l'intégration des pratiques écologiques	89
3.1	Contraintes à l'intégration des pratiques écologiques	89
3.1.1	Contraintes financières :	89
3.1.2	Contraintes techniques :	89
3.1.3	Contraintes organisationnelles :	90
3.2	Perspectives de développement et rôle de l'État dans la promotion des pratiques écologiques :	90
3.2.1	Perspectives de développement des pratiques écologiques dans le secteur agroalimentaire :	91

3.2.2	Rôle de l'État dans l'accompagnement de la transition écologique:	91
	Conclusion du chapitre 02	93
ChAPITRE 03 : ÉTUDE EMPIRIQUE DE L'IMPACT DE LA TRANSITION		
ÉCOLOGIQUE SUR LES STRATEGIERS D'EXPORTATION DES PRODUITS		
AGRO-ALIMENTAIRE EN ALGERIE 94		
	Introduction du chapitre 3.....	95
	Section 1 : Présentation de l'organisme d'accueil	96
1	Présentation du ministère du Commerce extérieur et de la promotion des exportations	96
1.1	Présentation général :.....	96
1.2	Organigramme :.....	96
1.2.1	La Direction générale de la promotion des exportations :	99
2	Missions et attributions	100
2.1	Missions du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations :.....	100
2.1.1	Décret exécutif n°162-24 :	100
2.1.2	Arrêté interministériel n°15 du 20 août 2024 :.....	101
2.2	Les missions du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations :.....	102
3	Rôle du ministère dans l'accompagnement des exportateurs agro-alimentaires et la promotion des exportations dans le cadre de la transition écologique	102
3.1	Accompagnement des exportateurs agro-alimentaires :	102
3.2	Actions institutionnelles liées à la promotion des exportations et à la transition écologique :.....	103
	Section 2 : Présentation de l'enquête	105
1	Objectif de l'enquête.....	105
2	Étude Qualitative	105
2.1	Cadre méthodologique de l'étude qualitative:.....	106
2.1.1	Définition de l'entretien semi-directif :	106
2.1.2	Objectif de l'entretien semi-directif :	106
2.1.3	Lieu de l'entretien et personnes interrogées :.....	107
2.2	Élaboration et conduite de l'entretien :.....	107
2.2.1	Structure du guide d'entretien :	107
2.2.2	Déroulement de l'entretien :.....	108

Table des matières

3	Étude Quantitative	108
3.1	Cadre méthodologique de l'enquête quantitative :	109
3.1.1	Définition du questionnaire :	109
3.1.2	Objectif du questionnaire :	109
3.1.3	Méthode d'échantillonnage :	109
3.1.4	Population et échantillon :	109
3.2	Protocole de mise en œuvre et d'analyse du questionnaire :	110
3.2.1	Continue du questionnaire :	110
3.2.2	Structure du questionnaire :	111
3.2.3	Administration du questionnaire :	112
3.2.4	Dépouillement du questionnaire :	112
	Section 3 : Analyse et évaluation des résultats	114
1	Analyse des résultats de l'entretien	114
1.1	Résultat de l'entretien :	114
1.1.1	Entretien avec ZEGHOUANE Slimen :	114
1.1.2	Entretien avec SABI Adel.....	117
1.2	Analyse des entretiens :	120
2	Analyse des résultats du questionnaire	122
2.1	L'analyse par tri à plat :	122
2.2	Test d'hypothèses :	143
	Conclusion du chapitre 3 :	151
	CONCLUSION GÉNÉRALE	152
	BIBLIOGRAPHIE	
	ANNEXES	
	TABLE DES MATIERS	